



AFREC

Commission Africaine
de l'Énergie

OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 7 DE L'AFRIQUE

RAPPORT 2025

© onlyyouqj - Freepik

© crayon

Union
Africaine

www.au-afrec.org



Copyright © AFREC 2025. Tous droits réservés

Le Rapport 2025 sur l'Objectif de développement durable n°7 en Afrique présente une évaluation complète des progrès accomplis par le continent pour garantir l'accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous d'ici à 2030. Couvrant la période 2017-2023, ce rapport met en lumière les réalisations notables, les défis persistants et les opportunités cruciales pour l'avenir énergétique du continent. Malgré des avancées significatives, notamment en matière d'accès à l'électricité et de transition vers les énergies renouvelables, les progrès restent insuffisants pour atteindre les cibles de l'ODD n° 7 dans les délais impartis.

Ce rapport a été élaboré sous l'égide de Rashid Ali Abdallah, directeur exécutif de la Commission africaine de l'énergie (AFREC), et coordonné par Samson Nougbohoue, chef de la Division des systèmes d'information et des statistiques sur l'énergie (EISS). Le développement technique du rapport a été piloté par Gbaty Tiadja, tandis qu'Abdoulaye Oueddo, Salome Maheya, George Sichinga, Awa Cheikh et Beza Syum ont apporté un soutien constant aux États membres et aux parties prenantes tout au long du processus.

Ce rapport a été réalisé grâce au soutien des points focaux de l'AFREC auprès des ministères de l'Énergie et des instituts nationaux de statistique des 55 États membres de l'Union africaine. L'AFREC tient à exprimer sa profonde gratitude à ces points focaux qui n'ont ménagé aucun effort pour fournir les données nécessaires à l'élaboration de ce rapport. Enfin, l'AFREC souhaite saluer le dévouement de Sharmila Bellur, consultante principale, qui a contribué à la réalisation des objectifs techniques et a veillé à ce que le rapport reflète les réalités africaines de la mise en œuvre de l'ODD 7.





J'ai le plaisir de présenter la première édition du rapport sur l'ODD 7 en Afrique, qui a été élaboré en collaboration avec les États membres de l'Union africaine. Les données présentées proviennent directement des États membres de l'Union africaine et ont été validées afin de garantir leur fiabilité et leur crédibilité.

Ce rapport est un outil permettant d'évaluer les progrès réalisés par les États membres de l'UA dans la réalisation de l'objectif de développement durable 7 (ODD 7), qui vise à garantir l'accès de tous à une énergie abordable, fiable, durable et moderne. Le rapport donne un aperçu technique complet des progrès réalisés par l'Afrique dans la réalisation de l'ODD 7, en mettant l'accent sur des indicateurs clés tels que les taux d'électrification, le déploiement des énergies renouvelables, les tendances en matière d'efficacité énergétique et l'accès à des modes de cuisson propres. Il identifie également les besoins d'investissement, les insuffisances en matière de

politiques et les solutions innovantes pour accélérer la transition énergétique conformément aux priorités de développement et aux engagements climatiques de l'Afrique. Le rapport couvre la période 2017-2023 et met en évidence les réalisations, les défis et les opportunités ayant un caractère cruciale pour l'avenir énergétique du continent.

Le présent rapport souligne que, même si des progrès notables ont été réalisés en Afrique, il reste encore beaucoup à faire pour atteindre les objectifs de l'ODD 7 dans les délais fixés. L'Afrique a connu une expansion de l'accès à l'électricité et une transition vers les énergies renouvelables. Cependant, des défis persistent en matière d'accès à des modes de cuisson propres, les progrès en matière d'efficacité énergétique sont lents et l'accès au financement reste un obstacle majeur à la réalisation d'une énergie moderne et durable pour tous en Afrique.

Des données fiables, complètes et exhaustives garantissent un suivi adéquat de l'objectif 7 des ODD, et certains États membres de l'UA présentent d'importantes lacunes en matière de données. Le renforcement des systèmes nationaux d'information sur l'énergie et des statistiques énergétiques reste une priorité pour l'AFREC afin de garantir une prise de décision fondée sur des données factuelles grâce à la disponibilité de données fiables sur l'énergie.

La réalisation de l'ODD 7 en Afrique est une question non seulement d'infrastructures, mais aussi d'équité, de résilience et d'opportunités. L'accès universel à l'énergie est un catalyseur d'améliorations dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la productivité et de l'égalité de genre, tout en permettant l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. La réalisation de cet objectif nécessitera une transformation profonde du financement, de la gouvernance et du déploiement des technologies, fondée sur le leadership africain et adaptée aux réalités diverses des régions et des communautés du continent.

J'invite les décideurs, les partenaires au développement, les investisseurs, les chercheurs et les citoyens à prendre connaissance des conclusions de ce rapport et à unir leurs forces pour construire un avenir énergétique inclusif, propre et résilient pour tous les Africains.

MR RASHID ALI ABDALLAH

Directeur exécutif

Commission africaine de l'énergie (AFREC)

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le rapport sur l'objectif de développement durable 7 pour l'Afrique (2025), élaboré par la Commission africaine de l'énergie (AFREC), présente une évaluation complète des progrès réalisés par l'Afrique pour garantir l'accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous d'ici 2030. Le rapport couvre la période 2017-2023 et met en évidence les réalisations notables, les défis persistants et les opportunités cruciales pour l'avenir énergétique du continent. Bien que l'Afrique ait réalisé des progrès significatifs, notamment en élargissant l'accès à l'électricité et en amorçant la transition vers les énergies renouvelables, ces progrès restent insuffisants pour atteindre les objectifs de l'ODD 7 dans les délais fixés. Les lacunes persistantes en matière d'accès à des modes de cuisson propres, la lenteur des progrès en matière d'efficacité énergétique et les importants déficits de financement continuent d'entraver la réalisation d'un accès universel et durable à l'énergie sur l'ensemble du continent.

L'accès à l'électricité s'est nettement amélioré en Afrique, avec un taux d'électrification atteignant 61 % en 2023, par rapport à celui de 51 % en 2017. Malgré cette avancée, environ 563 millions d'Africains, principalement dans les zones rurales et périurbaines, restent privés d'électricité. L'Afrique du Nord a atteint un accès quasi universel, avec un taux de raccordement de 98 %, tandis que l'Afrique de l'Est et de l'Ouest ont enregistré des progrès encourageants. Cependant, l'Afrique centrale reste à la traîne, avec seulement 28 % de sa population ayant accès à l'électricité. La croissance démographique rapide du continent, en particulier dans des pays comme le Nigeria et la République démocratique du Congo, risque de compromettre les progrès réalisés en matière d'électrification, car les pressions démographiques dépassent souvent les efforts de développement des infrastructures.

L'accès à des technologies de cuisson propres reste un défi majeur. En 2023, seuls 35 % de la population africaine avait accès à des solutions de cuisson propres, laissant plus de 940 millions de personnes dépendantes de combustibles polluants tels que le bois, le charbon de bois et le kérosène. Cette dépendance a des conséquences sanitaires dévastatrices, contribuant à près de 500 000 décès prématurés chaque année, touchant de manière disproportionnée les femmes et les enfants. Si l'Afrique du Nord a quasiment atteint l'accès universel à des modes de cuisson propres grâce à des mesures politiques fortes et à l'adoption du GPL, les progrès en Afrique subsaharienne restent excessivement lents. Les disparités entre les zones urbaines et rurales sont particulièrement marquées et, sans une intervention urgente, on estime que plus d'un milliard d'Africains ne pourraient pas accéder à des modes de cuisson propres d'ici 2030.

Le développement des énergies renouvelables comporte à la fois des avancées et des défis. Si les énergies renouvelables représentent 69 % de la consommation totale d'énergie finale en Afrique, ce chiffre dépend dans une large mesure de l'utilisation généralisée de la biomasse traditionnelle au lieu des énergies renouvelables modernes. Les sources d'énergie renouvelables modernes, telles que l'énergie solaire, éolienne, hydraulique et géothermique, ne représentent que 2 à 3 % de la consommation totale. Des succès notables dans le développement des énergies renouvelables modernes ont été enregistrés dans des pays tels que la Namibie, le Maroc et l'Angola. Cependant, les progrès à l'échelle du continent restent limités par la faiblesse des flux d'investissement, les obstacles politiques et le sous-développement des infrastructures énergétiques.

L'efficacité énergétique représente un domaine au potentiel énorme mais sous-exploité. L'intensité énergétique moyenne de l'Afrique est passée de 11,93 MJ/Dollars américains en 2010 à 11,58

MJ/Dollars américains en 2022, soit une baisse modeste de 0,35 MJ en 12 ans. Cette baisse annuelle inférieure à 0,5 % est bien en deçà des 2 à 3 % nécessaires pour atteindre les objectifs de l'ODD 7.3, ce qui souligne la nécessité de renforcer les mesures politiques et les investissements. Dans toute l'Afrique, les améliorations en matière d'efficacité énergétique ont été fragmentées et insuffisantes, entravées par une application limitée des politiques, l'absence d'incitations et la faiblesse des capacités institutionnelles. Il existe des possibilités importantes pour réduire la consommation d'énergie, diminuer les coûts et réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais la concrétisation de ces avantages nécessitera des stratégies globales et un engagement politique fort.

Le financement de la transition vers l'accès universel à l'énergie et à l'énergie propre continue d'être un défi fondamental. On estime à 50 milliards de dollars américains les investissements annuels nécessaires pour parvenir à l'accès universel à l'électricité d'ici 2030, auxquels s'ajoutent 4 milliards de dollars supplémentaires par an pour l'accès universel à des modes de cuisson propres. Les flux financiers actuels sont nettement insuffisants et, bien que des modèles de financement innovants tels que le financement mixte, les prêts concessionnels, les systèmes de paiement à l'utilisation et les obligations climatiques se développent, leur ampleur et leur portée restent limitées. Le sous-financement chronique des initiatives en faveur de la cuisson propre par rapport aux projets d'électricité est particulièrement alarmant.

Des données précises et détaillées restent un facteur essentiel pour progresser vers la réalisation de l'ODD 7. D'importantes lacunes en matière de données entravent la planification, le suivi et l'élaboration de politiques efficaces. Il est essentiel de renforcer les systèmes nationaux de données sur l'énergie, d'investir dans le renforcement des capacités et de tirer parti des nouvelles technologies telles que les SIG et l'analyse basée sur l'IA pour combler ces lacunes et soutenir la prise de décisions fondées sur des données factuelles à travers le continent.

Afin d'accélérer les progrès, le présent rapport met l'accent sur plusieurs priorités stratégiques. Il est essentiel de développer à grande échelle des solutions décentralisées d'énergie renouvelable, telles que les mini-réseaux et les systèmes solaires hors réseau, afin d'étendre l'accès à l'électricité aux communautés rurales mal desservies. La cuisson propre doit être élevée au rang de priorité politique et financière au même titre que l'accès à l'électricité, ce qui nécessite des investissements ciblés, des modèles de prestation innovants et des initiatives visant à modifier les comportements. La mobilisation d'investissements à grande échelle, notamment par le biais de financements mixtes et de partenariats public-privé solides, est cruciale pour combler le déficit de financement. L'intégration énergétique régionale, la planification tenant compte des données démographiques, les stratégies de résilience climatique et l'amélioration des systèmes de données doivent faire partie intégrante des stratégies énergétiques nationales et continentales. En outre, il est essentiel d'encourager des partenariats solides entre les gouvernements, les partenaires au développement, le secteur privé et la société civile afin de catalyser des transitions énergétiques inclusives et durables.

La transition énergétique de l'Afrique se trouve à un moment charnière. Si des progrès substantiels ont été accomplis, ils restent fragiles et inégaux. Sans une action urgente, ambitieuse et coordonnée, des millions de personnes resteront prisonnières de la pauvreté énergétique, ce qui compromettra les aspirations plus larges du continent en matière de développement. Néanmoins, l'Afrique dispose également d'immenses opportunités : des ressources renouvelables abondantes, une population jeune et dynamique et un engagement politique croissant en faveur du développement durable. Ainsi, en faisant preuve d'un leadership audacieux, en augmentant les investissements et en

adoptant des solutions innovantes et inclusives, l'Afrique peut parvenir à l'accès universel à l'énergie, stimuler la croissance économique, améliorer le développement humain et s'imposer comme un leader mondial dans le domaine de l'énergie propre et durable.



1	INTRODUCTION	12
1.1	Aperçu de l'ODD 7	13
1.2	Interconnexions avec d'autres ODD	15
2	OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE DU RAPPORT	16
2.1	Objectifs	17
2.2	Méthodologie	17
3	ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ EN AFRIQUE	19
3.1	Aperçu de l'accès à l'électricité en Afrique : progrès et disparités	20
3.2	Accès à l'électricité et croissance démographique : analyse de l'impact démographique	24
3.3	Fracture urbaine-rurale en matière d'accès à l'électricité	25
3.4	Solutions hors réseau et décentralisées : un catalyseur pour l'électrification rurale	26
3.5	Voies financières et politiques vers l'accès universel à l'électricité	27
3.6	Perspectives et recommandations stratégiques	29
4	ACCÈS À DES MODES DE CUISSON PROPRES EN AFRIQUE	31
4.1	Aperçu de l'accès à des modes de cuisson propres en Afrique : progrès et disparités	32
4.2	Le rôle essentiel de la cuisson propre : santé, genre et environnement	35
4.3	Cuisson propre et croissance démographique : le défi démographique	36
4.4	Disparités entre zones urbaines et rurales en matière d'accès à des modes de cuisson propres	38
4.5	Types de combustibles et adoption des technologies : passer de solutions polluantes à des solutions propres	40
4.6	Financement et politiques pour un accès universel à des modes de cuisson propres	42
4.7	Conclusion : l'urgence d'agir	45
5	LES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE	47
5.1	Introduction	48
5.2	Aperçu de l'adoption des énergies renouvelables en Afrique	48
5.3	Les énergies renouvelables modernes dans la consommation finale d'énergie (CFE)	52
5.4	Les énergies renouvelables dans le secteur de l'électricité	54
5.5	Les énergies renouvelables dans le chauffage et le refroidissement	55
5.6	Les énergies renouvelables dans les transports : des opportunités émergentes	56
5.7	Facteurs favorables et obstacles à la généralisation des énergies renouvelables	57
5.8	Recommandations stratégiques pour accélérer le développement des énergies renouvelables	57
5.9	Conclusion et perspectives	58
6	L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE EN AFRIQUE	59
6.1	Introduction	60
6.2	Aperçu de l'efficacité énergétique en Afrique	60
6.3	Perspectives sectorielles en matière d'efficacité énergétique	64
6.4	Obstacles à l'accélération des gains d'efficacité	66
6.5	Opportunités et stratégies émergentes	67
6.6	Conclusion et recommandations	69
7	SUIVI DES FLUX FINANCIERS INTERNATIONAUX POUR L'ÉNERGIE PROPRE (ODD 7.A.1)	70
7.1	Introduction	71
7.2	Aperçu du financement international de l'énergie propre en Afrique	71
7.3	Facteurs influençant le financement des énergies propres	72
7.4	Limites actuelles et nécessité d'améliorer les données	72
7.5	Recommandations et perspectives	73

8	CAPACITÉ INSTALLÉE EN ÉNERGIES RENOUVELABLES	74
8.1	Introduction	75
8.2	Aperçu de la capacité en énergies renouvelables en Afrique	75
8.3	Progrès et disparités régionales	76
8.4	Aperçu sectoriel et projets clés	79
8.5	Défis et obstacles	79
8.6	Opportunités de croissance	80
8.7	Recommandations stratégiques	80
8.8	Conclusion	81
9	LES DÉFIS LIÉS AUX DONNÉES POUR LE SUIVI DE L'ODD 7 EN AFRIQUE	82
9.1	Introduction	83
9.2	Données requises pour l'ODD 7.1.1 : Accès à l'électricité	83
9.3	Données requises pour l'ODD 7.1.2 : Accès à des moyens de cuisson propres	83
9.4	Données requises pour les ODD 7.2.1 et 7.3.1 : Énergies renouvelables et efficacité énergétique	84
9.5	Données requises pour l'ODD 7.A.1 : Flux financiers internationaux pour les énergies renouvelables	85
9.6	Données requises pour l'ODD 7.B.1 : Capacité installée en énergies renouvelables par habitant	85
9.7	Conclusion	86
10	DONNÉES	87
	ODD 7.1.1 : Accès à l'électricité	88
	ODD 7.1.2 : Accès à des moyens de cuisson propres	90
	ODD 7.2.1 : Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie	92
	ODD 7.3.1: Amélioration de l'efficacité énergétique	94
	ODD 7.a.1 : Flux financiers internationaux pour l'énergie propre	96
	ODD 7.b.1 : Capacité installée de production d'énergie renouvelable par habitant	99

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ODD	Objectif de développement durable
AFREC	Commission africaine de l'énergie
UA	Union africaine
BRT	Bus Rapid Transit
BPCO	Bronchopneumopathie chronique obstructive
DRE	Énergie renouvelable décentralisée
EE	Efficacité énergétique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
ESCO	Société de services énergétiques
TCAC	Taux de croissance annuel composé
SIG	Système d'information géographique
GW	Gigawatt
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables (IIRE)
AIE	Agence internationale de l'énergie
GPL	Gaz de pétrole liquéfiés
MJ	Mégajoule
ONG	Organisations non gouvernementales
OGS	Énergie solaire hors réseau
PAYGO	Paiement à l'utilisation
PPP	Partenariats public-privé
PV	Photovoltaïque
RE	Énergie renouvelable
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
TFEC	Consommation finale totale d'énergie
W	Watt
OMS	Organisation mondiale de la santé



Figure 1 : Carte illustrant les interconnexions entre l'ODD 7 et les autres ODD	Page 15
Figure 2 : ODD 7.1.1. Part de la population ayant accès à l'électricité (2017-2023)	Page 20
Figure 3 : ODD 7.1.1. Portion de la population ayant accès à l'électricité (2017-2023), principales sous-régions	Page 21
Figure 4 : Afrique centrale : accès à l'électricité, par pays, en 2023	Page 21
Figure 5 : Afrique de l'Est : accès à l'électricité, par pays, en 2023	Page 22
Figure 6 : Afrique du Nord : accès à l'électricité, par pays, en 2023	Page 22
Figure 7 : Afrique australe : accès à l'électricité, par pays, en 2023	Page 23
Figure 8 : Afrique de l'Ouest : accès à l'électricité, par pays, en 2023	Page 23
Figure 9 : Croissance démographique par rapport à la croissance de la population ayant accès à l'électricité (2017-2023)	Page 24
Figure 10 : Population urbaine ayant accès à l'électricité, 2023	Page 25
Figure 11 : Population rurale ayant accès à l'électricité, 2023	Page 25
Figure 12 : ODD 7.1.2. Part de la population ayant accès à des moyens de cuisson propres (2017-2023)	Page 32
Figure 13 : Afrique centrale : accès à des modes de cuisson propres, par pays, en 2023	Page 33
Figure 14 : Afrique de l'Est : accès à des modes de cuisson propres, par pays, en 2023	Page 33
Figure 15 : Afrique du Nord : Accès à des modes de cuisson propres, par pays, en 2023	Page 34
Figure 16 : Afrique australe : accès à des modes de cuisson propres, par pays, en 2023	Page 34
Figure 17 : Afrique de l'Ouest : accès à des modes de cuisson propres, par pays, en 2023	Page 35
Figure 18 : Croissance démographique par rapport à la croissance de la population ayant accès à des moyens de cuisson propres (2017-2023)	Page 36
Figure 19 : Accès à des modes de cuisson propres en milieu urbain en Afrique	Page 38
Figure 20 : Accès à des modes de cuisson propres en milieu rural en Afrique	Page 38
Figure 21 : Accès à des modes de cuisson propres en milieu urbain en Afrique centrale, orientale, australe et occidentale	Page 38
Figure 22 : Accès à des modes de cuisson propres en milieu rural en Afrique centrale, orientale, australe et occidentale	Page 38
Figure 23 : Accès à des modes de cuisson propres en milieu urbain en Afrique du Nord	Page 38
Figure 24 : Accès à des modes de cuisson propres en milieu rural en Afrique du Nord	Page 38
Figure 25 : SDG 7.2.1. Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, 2017-2022	Page 48
Figure 26 : ODD 7.2.1. Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, par sous-région, 2017-2022	Page 49
Figure 27 : Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, par pays, en Afrique du Nord, 2017-2022	Page 49
Figure 28 : des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, par pays, en Afrique de l'Est, 2017-2022	Page 50
Figure 29 : Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, par pays, en Afrique de l'Ouest, 2017-2022	Page 50
Figure 30 : Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, par pays, en Afrique centrale, 2017-2022	Page 51
Figure 31 : des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, par pays, en Afrique centrale, 2017-2022	Page 51
Figure 32 : Part des énergies renouvelables modernes dans la consommation finale d'énergie (TFEC), Afrique, 2017-2022	Page 52
Figure 33 : Part des énergies renouvelables modernes dans la consommation finale d'énergie (TFEC), sous-régions, 2017-2022	Page 53



Figure 34: Part des énergies renouvelables dans la production d'électricité, 2017 vs 2022	Page 54
Figure 35: Part des énergies renouvelables dans la production d'électricité, par sous-région, 2017 et 2022	Page 54
Figure 36: Taux de croissance annuel composé (TCAC) de l'intensité énergétique primaire, année de référence 2010	Page 60
Figure 37: Intensité énergétique dans les pays d'Afrique centrale	Page 62
Figure 38: Intensité énergétique dans les pays d'Afrique de l'Est	Page 62
Figure 39: Intensité énergétique dans les pays d'Afrique du Nord	Page 63
Figure 40: Intensité énergétique dans les pays d'Afrique australe	Page 63
Figure 41: Intensité énergétique dans les pays d'Afrique de l'Ouest	Page 64
Figure 42: Capacité installée en énergies renouvelables par habitant, 2017-2023	Page 75
Figure 43: Capacité en énergies renouvelables par habitant, 2023, pays d'Afrique centrale	Page 76
Figure 44: Capacité en énergies renouvelables par habitant, 2023, pays d'Afrique de l'Est	Page 77
Figure 45: Capacité en énergies renouvelables par habitant, 2023, pays d'Afrique du Nord	Page 77
Figure 46: Capacité en énergies renouvelables par habitant, 2023, pays d'Afrique australe	Page 78
Figure 47: Capacité en énergies renouvelables par habitant, 2023, pays d'Afrique de l'Ouest	Page 79



1

INTRODUCTION

1.1 APERÇU DE L'ODD 7

L'objectif de développement durable 7 (ODD 7) est un élément central du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies. Il vise à garantir l'accès de tous à des services d'énergie abordables, fiables, durables et modernes. L'ODD 7 s'articule autour de trois objectifs principaux : garantir l'accès universel à une énergie moderne, augmenter la part des énergies renouvelables dans la consommation mondiale d'énergie et améliorer l'efficacité énergétique. Ces objectifs reflètent l'engagement mondial à lutter contre la pauvreté énergétique tout en opérant la transition vers des systèmes énergétiques durables. Pour l'Afrique, où les déficits énergétiques sont parmi les plus élevés au monde, la réalisation de l'ODD 7 est essentielle pour libérer le vaste potentiel économique et social du continent.

L'accès à l'énergie est intrinsèquement lié aux résultats en matière de développement.

Par exemple:

- **Éducation** : l'électricité dans les écoles facilite l'apprentissage numérique, l'allongement des heures d'étude et l'accès aux ressources en ligne. Des études montrent que les écoles électrifiées améliorent les résultats scolaires et le taux de rétention des enseignants.
- **Santé** : une énergie fiable est essentielle pour alimenter les équipements médicaux, maintenir la chaîne du froid pour les vaccins et éclairer les services de santé nocturnes. Les cliniques qui ne disposent pas d'un approvisionnement électrique fiable sont souvent incapables de fournir des soins adéquats, en particulier dans les zones rurales.
- **Croissance économique** : l'électricité est un moteur important des activités économiques, qu'il s'agisse des processus industriels et des activités commerciales ou des utilisations productives telles que l'irrigation et la réfrigération dans les zones rurales et périurbaines. Les petites et moyennes entreprises (PME) dépendent de l'énergie pour développer leurs activités, créer des emplois et contribuer au développement économique.
- **Égalité de genre** : Les femmes et les filles supportent de manière disproportionnée le poids de la pauvreté énergétique, passant des heures à ramasser du bois ou à cuisiner avec des combustibles polluants. L'accès à l'énergie moderne réduit ces charges, permettant aux femmes de poursuivre leurs études, de trouver un emploi et de créer leur propre entreprise.
- **Durabilité environnementale** : la transition vers les énergies renouvelables réduit la dépendance aux combustibles fossiles, ce qui diminue les émissions de gaz à effet de serre et atténue le changement climatique. Les solutions de cuisson propres réduisent également la déforestation et la pollution de l'air intérieur.
- **Efficacité énergétique et durabilité urbaine** : les infrastructures écoénergétiques, les réseaux intelligents et les systèmes de transport public fiables optimisent non seulement la consommation d'énergie, mais améliorent également la viabilité urbaine. Ces améliorations réduisent la consommation globale d'énergie et les émissions, contribuant ainsi à des villes plus saines et plus résilientes.

Les défis énergétiques de l'Afrique sont uniques mais surmontables. Le continent dispose de ressources naturelles abondantes, notamment un potentiel important en énergie solaire, éolienne, hydraulique et géothermique. Cependant, ces ressources restent sous-exploitées et la pauvreté énergétique persiste, une partie importante de la population n'ayant pas accès à l'énergie. Malgré cette richesse en ressources, de nombreux pays africains sont confrontés à de graves déficits énergétiques et dépendent fortement des combustibles fossiles importés et de la biomasse traditionnelle, une situation qui met en évidence les inefficacités et les inégalités dans la distribution de l'énergie. La réalisation de l'ODD 7 en Afrique ne consiste donc pas seulement à combler les écarts énergétiques, mais aussi à favoriser un développement inclusif et durable.

APERÇU DES OBJECTIFS DE L'ODD 7

L'ODD 7 incarne l'accès universel à l'énergie, l'adoption des énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique, et constitue un pilier essentiel du programme mondial de développement durable. Pour l'Afrique, où la pauvreté énergétique reste un défi urgent, l'ODD 7 représente à la fois une opportunité et un appel à l'action. La réussite de sa mise en œuvre permet de combler les lacunes uniques du continent en matière d'accès à l'énergie, de répondre à sa demande croissante en électricité fiable et de catalyser le développement dans de multiples secteurs, ce qui la rend indispensable à la réalisation de progrès socio-économiques plus larges.

CIBLES PRINCIPALES

1. Accès universel à l'énergie :

- o Garantir l'accès universel à des services énergétiques modernes est la pierre angulaire de l'ODD 7. Cet objectif vise à réduire les disparités en matière d'accès à l'électricité et à des solutions de cuisson propres, en mettant l'accent sur les populations rurales et marginalisées.

2. Augmentation de la part des énergies renouvelables :

- o Il est essentiel d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique pour lutter contre le changement climatique et réduire la dépendance aux combustibles fossiles. Cet objectif donne la priorité au déploiement de systèmes d'énergie solaire, éolienne, hydraulique et géothermique.

3. Amélioration de l'efficacité énergétique :

- o Il est essentiel de doubler le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique afin d'optimiser la consommation d'énergie, de réduire les coûts et de minimiser les impacts environnementaux. Cela passe notamment par des innovations dans les processus industriels, les normes de construction et la conception des appareils électroménagers.

Les objectifs principaux sont particulièrement importants pour l'Afrique en raison des défis uniques auxquels le continent est confronté, tels que l'accès limité à l'énergie moderne dans les zones rurales, la forte dépendance à la biomasse traditionnelle pour la cuisson et les lacunes importantes en matière d'infrastructures. L'accès universel à l'énergie est essentiel pour réduire la pauvreté énergétique dans les régions reculées. L'adoption croissante des énergies renouvelables est vitale pour tirer parti des ressources naturelles abondantes de l'Afrique tout en atténuant le changement climatique. L'amélioration de l'efficacité énergétique est cruciale dans les centres urbains et les industries en pleine croissance de l'Afrique, où la demande en énergie augmente rapidement.

INDICATEURS CLÉS

1. Accès à l'électricité :

- o Mesuré en pourcentage de la population disposant d'un accès fiable à l'électricité, cet indicateur permet de suivre les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté énergétique et la promotion d'une croissance inclusive.

2. Accès à des solutions de cuisson propres :

- o Mesuré en pourcentage de la population ayant adopté des technologies de cuisson modernes qui réduisent les risques pour la santé et la dégradation de l'environnement liés à l'utilisation traditionnelle de la biomasse.

3. Part des énergies renouvelables :

- o Mesuré en proportion de la consommation totale d'énergie, elle reflète la transition vers des systèmes énergétiques durables et la résilience climatique.

4. Taux d'amélioration de l'efficacité énergétique :

- o Mesuré en termes d'amélioration de l'intensité énergétique primaire dans tous les secteurs afin de mettre en évidence les progrès réalisés en matière d'utilisation des ressources et de durabilité.

5. Flux financiers pour les énergies propres :

- o Mesuré en tant qu'investissements dans des projets d'énergie propre afin de fournir des informations sur les engagements financiers nécessaires pour atteindre l'ODD 7.

6. Capacité installée en énergies renouvelables par habitant :

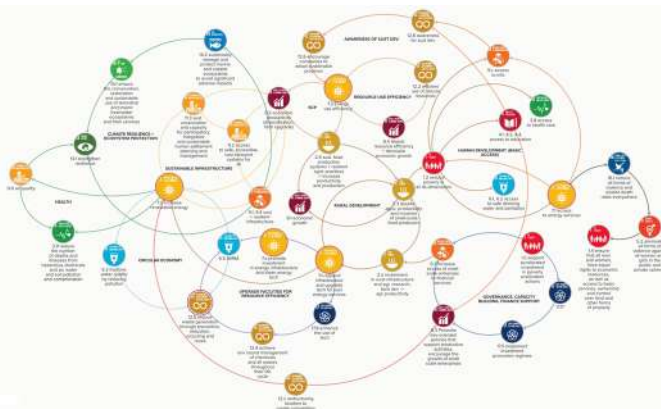
- o Cet indicateur mesure la capacité moyenne en énergies renouvelables disponible par personne.

1.2 INTERCONNEXIONS AVEC D'AUTRES ODD

La réalisation de l'ODD 7 est fondamentale pour faire progresser l'ODD 1 (Pas de pauvreté) en soutenant la création de revenus ; l'ODD 2 (Faim 'zéro') grâce à la production et au stockage alimentaires rendus possibles par l'énergie ; l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) grâce à l'électrification des établissements de santé et à la réduction de la pollution de l'air intérieur ; l'ODD 4 (Éducation de qualité) grâce à l'électrification des écoles et à l'apprentissage numérique ; et l'ODD 5 (Égalité de genre) en autonomisant les femmes grâce à l'accès à une énergie propre. Favoriser également l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique), l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure), l'ODD 11 (Villes durables) et l'ODD 13 (Action pour le climat), soulignant son importance transversale. L'ODD 7 est étroitement lié aux projets et politiques de développement africains, tels que les initiatives solaires hors réseau dans les régions rurales, les plans nationaux d'électrification et les partenariats régionaux pour l'énergie propre. Ces applications démontrent comment les interventions énergétiques influencent l'éducation, les soins de santé et l'autonomisation économique. Par exemple, les programmes solaires hors réseau au Kenya ont permis l'extension de l'éducation en alimentant des écoles en électricité¹, les plans d'électrification au Rwanda ont amélioré la prestation des soins de santé en fournissant une électricité fiable aux cliniques², et des partenariats régionaux tels que le West Africa Power Pool³ ont facilité la croissance économique en garantissant le commerce de l'énergie et la stabilité du réseau.

Fournissant une analyse détaillée de ces objectifs et indicateurs, le rapport permet de doter les parties prenantes des connaissances et des outils nécessaires pour accélérer les progrès de l'Afrique vers la réalisation de l'ODD 7. Il encourage les parties prenantes à investir dans des solutions énergétiques durables, à renforcer les cadres politiques et à favoriser les collaborations régionales afin de relever les défis et de saisir les opportunités dans le paysage énergétique africain.

Figure 1 : Carte illustrant les interconnexions entre l'ODD 7 et les autres ODD



Source : Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique. (n.d.). Visualisation des interconnexions pour l'ODD 7⁴.

1 - REREC. (n.d.). Électrification des écoles primaires. Extrait de <https://www.rerec.co.ke/electrification-primary-schools.php>

2 - Énergie durable pour tous. (s.d.). L'énergie au service des soins de santé au Rwanda : Évaluation du marché et feuille de route pour les établissements de santé. Extrait de <https://www.seforall.org/publications/powering-healthcare-in-rwanda-market-assessment-and-roadmap-for-healthcare-facilities>

3 - Banque mondiale. (6 février 2025). L'énergie au service de l'Afrique : l'impact transformateur des projets énergétiques régionaux en Afrique de l'Ouest. Extrait de <https://www.worldbank.org/en/results/2025/02/06/powering-africa-the-transformational-impact-of-regional-energy-projects-in-west-africa>

4 - Extrait de <https://www.unescap.org/sites/default/files/Visualisation%20of%20interlinkages%20for%20SDG%207.pdf>

2

OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE DU RAPPORT

2.1 OBJECTIFS

Le présent rapport a pour objet de diffuser le point de vue africain en présentant une perspective africaine sur l'accès à l'énergie et les progrès accomplis dans la réalisation de l'ODD 7. S'appuyant sur des données fournies par les offices nationaux de statistique, les ministères de l'énergie et les services publics à travers l'Afrique, le rapport analyse les principales tendances, identifie les défis actuels et met en évidence les progrès réalisés à l'aide de données quantitatives solides. Il évalue les progrès accomplis en matière d'accès à l'électricité, de solutions de cuisson propres, d'utilisation des énergies renouvelables et d'amélioration de l'efficacité énergétique, comblant ainsi les lacunes en matière de données en fournissant des ensembles de données complets et inclusifs pour l'ensemble du continent. Cette analyse permet de formuler des recommandations sur mesure visant spécifiquement à soutenir l'avenir énergétique de l'Afrique sur la base de données statistiques. Grâce à des informations fondées sur des données probantes, ce rapport aide les décideurs, les partenaires au développement et les acteurs du secteur privé à mettre en œuvre efficacement des solutions énergétiques durables à grande échelle.

2.2 MÉTHODOLOGIE

La méthodologie adoptée pour ce rapport se distingue des autres évaluations des ODD par son approche collaborative et exhaustive. Elle comprend un processus rigoureux de collecte de données provenant de multiples sources. Les données primaires ont été obtenues directement auprès des points focaux nationaux de l'Union africaine, notamment à partir d'enquêtes nationales auprès des ménages, de rapports des ministères de l'énergie et des registres des services publics, ce qui garantit leur authenticité et leur adéquation avec les réalités propres à chaque pays. En outre, des ensembles de données complets sur le bilan énergétique ont été obtenus auprès de la Commission africaine de l'énergie (AFREC). Les données sont rapportées pour la période 2017-2023 afin de garantir des informations actualisées et de présenter une image des tendances des indicateurs de l'ODD 7. À des fins de benchmarking contextuel et de comparabilité internationale, des données supplémentaires provenant de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), de la Banque mondiale et de diverses bases de données des Nations unies ont été utilisées. Cette approche a été enrichie par la participation des parties prenantes et des statisticiens spécialisés dans le domaine de l'énergie issus d'agences gouvernementales de toute l'Afrique, garantissant ainsi la pertinence, l'exactitude et la représentativité des conditions sur le terrain.

MÉTHODOLOGIE D'ESTIMATION DES VALEURS MANQUANTES

Le rapport s'appuie sur les données obtenues directement des pays africains sur les principaux indicateurs de l'ODD 7 : 42 pays ont fourni des données sur l'accès à l'électricité (7.1.1), 34 pays sur l'accès à des modes de cuisson propres (7.1.2), 54 pays sur la part des énergies renouvelables (7.2.1) et l'amélioration de l'efficacité énergétique (7.3.1), 23 pays sur les flux financiers (7.A.1) et 42 pays sur la capacité installée en énergies renouvelables (7.B.1). Cette forte participation au niveau national souligne l'authenticité et la pertinence régionale du rapport.

Un aspect central de cette méthodologie consistait à combler les lacunes en matière de données qui prévalaient dans les rapports sur l'ODD 7. Afin de garantir leur fiabilité, les données collectées ont été soumises à des procédures rigoureuses d'intégration, de normalisation et de vérification afin d'assurer leur cohérence. Les données extrêmes et incomplètes ont été minutieusement examinées et ajustées ou exclues si nécessaire. Afin de refléter avec précision la diversité des dynamiques régionales, les données ont été regroupées par région et par niveau de revenu. Les taux d'accès à l'électricité manquants ont été systématiquement estimés à l'aide de techniques d'imputation robustes fondées sur les tendances régionales, les niveaux de revenu moyen, les taux d'urbanisation et le PIB par habitant. En outre, les taux de croissance de l'accès à l'électricité ont été projetés à l'aide de données historiques associées à des indicateurs socio-économiques tels que les niveaux d'investissement public et les tendances en matière d'urbanisation. Ces ensembles de données imputées et modélisées ont ensuite été validés par des processus de vérification croisée exhaustifs impliquant les registres existants, des consultations itératives avec les parties prenantes et des examens par des pairs experts, garantissant ainsi l'exactitude et la crédibilité des données.

Les principaux défis méthodologiques rencontrés comprenaient des données incomplètes ou manquantes pour certains pays et l'évolution rapide du paysage énergétique à travers le continent. Ces défis ont été atténués grâce à l'utilisation de méthodes d'imputation avancées, à l'exploitation des moyennes régionales pour les valeurs manquantes et à l'intégration de sources de données en temps réel et de techniques de modélisation flexibles afin de saisir les évolutions en cours.

Les prochaines versions du rapport amélioreront la précision des données, en ciblant spécifiquement les modèles détaillés de consommation énergétique par secteur et la répartition démographique des ménages. Le renforcement des collaborations régionales avec les agences nationales et les organisations régionales permettra d'améliorer encore la qualité et la disponibilité des données. En outre, le rapport tirera parti des technologies émergentes, telles que l'apprentissage automatique et l'analyse basée sur l'intelligence artificielle, afin d'obtenir une modélisation plus précise et une analyse plus complète des données. Grâce à ces améliorations, les rapports suivants continueront de fournir des données solides pour étayer l'élaboration des politiques, la planification stratégique et les décisions d'investissement en vue de garantir un accès durable à l'énergie dans toute l'Afrique.

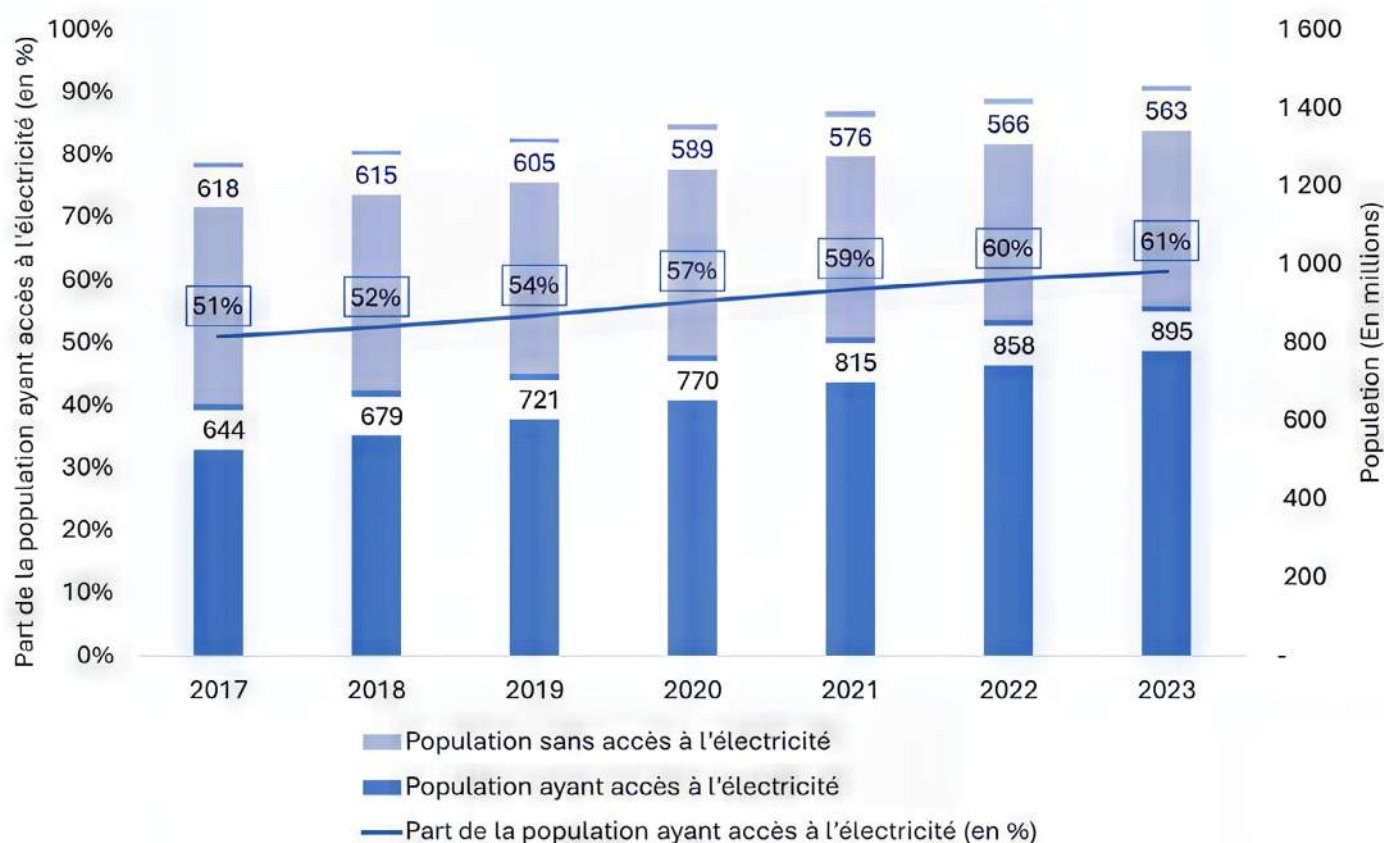
3

ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ EN AFRIQUE

3.1 APERÇU DE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ EN AFRIQUE : PROGRÈS ET DISPARITÉS

L'accès à l'électricité est non seulement un besoin humain fondamental, mais aussi un facteur essentiel du développement durable, de la croissance économique et de l'amélioration de la qualité de vie. En 2023, le taux d'électrification de l'Afrique⁵ atteignait 61 %, laissant environ 563 millions de personnes sans accès à l'électricité (Figure 2). Depuis 2017, l'Afrique a réalisé des progrès louables en matière d'extension de l'accès, avec une croissance de plus de 10 points de pourcentage. L'Afrique de l'Est et de l'Ouest⁶ comptent respectivement environ 178 millions et 175 millions de personnes non connectées, tandis que l'Afrique centrale et l'Afrique australe comptent respectivement 128 millions et 78 millions de personnes sans accès. En revanche, la population non connectée en Afrique du Nord est légèrement inférieure à 4 millions.

Figure 2 : ODD 7.1.1. Part de la population ayant accès à l'électricité (2017-2023)



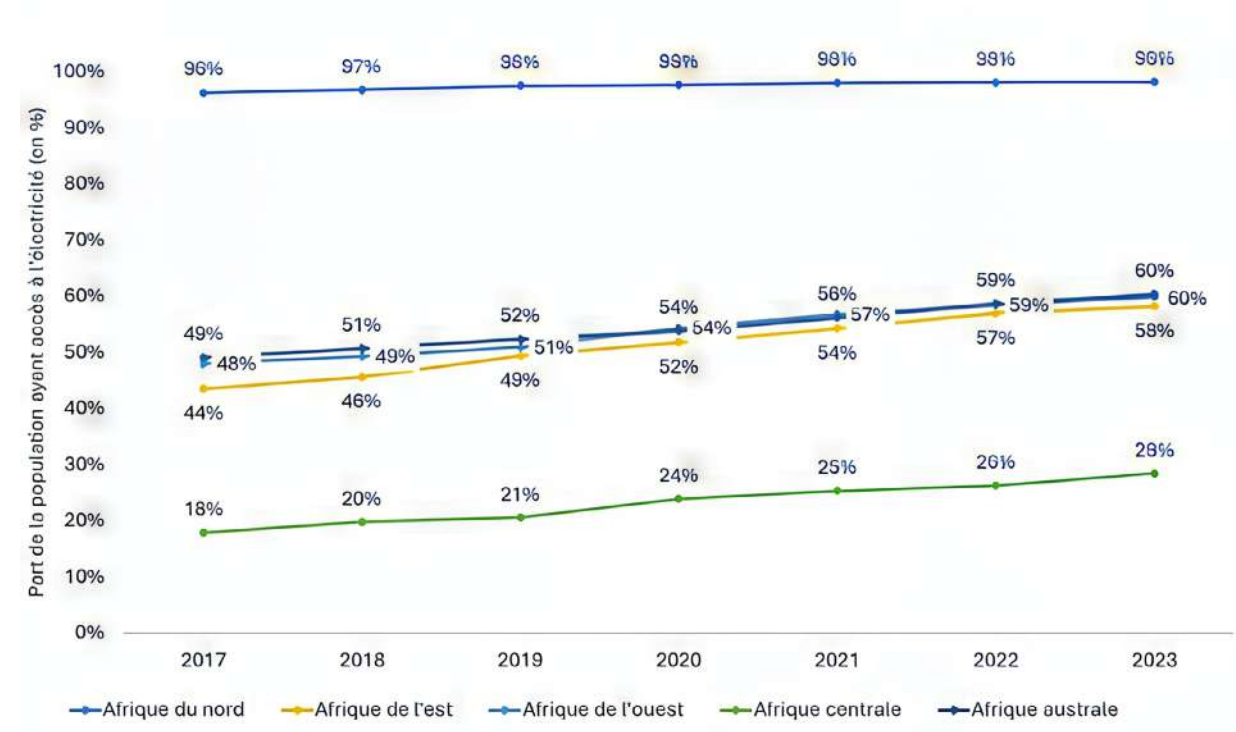
Source : Base de données AFREC ODD7 2025

5- Portion de la population ayant accès à l'eau potable = $\Sigma(\text{Population ayant accès à l'eau potable dans chaque pays}) / \Sigma(\text{Population totale dans chaque pays})$

6- La répartition par région est présentée à l'Annexe 1.

Les disparités entre les régions et les pays découlent des différences en matière d’infrastructures, de gouvernance et de priorités économiques (Figure 3).

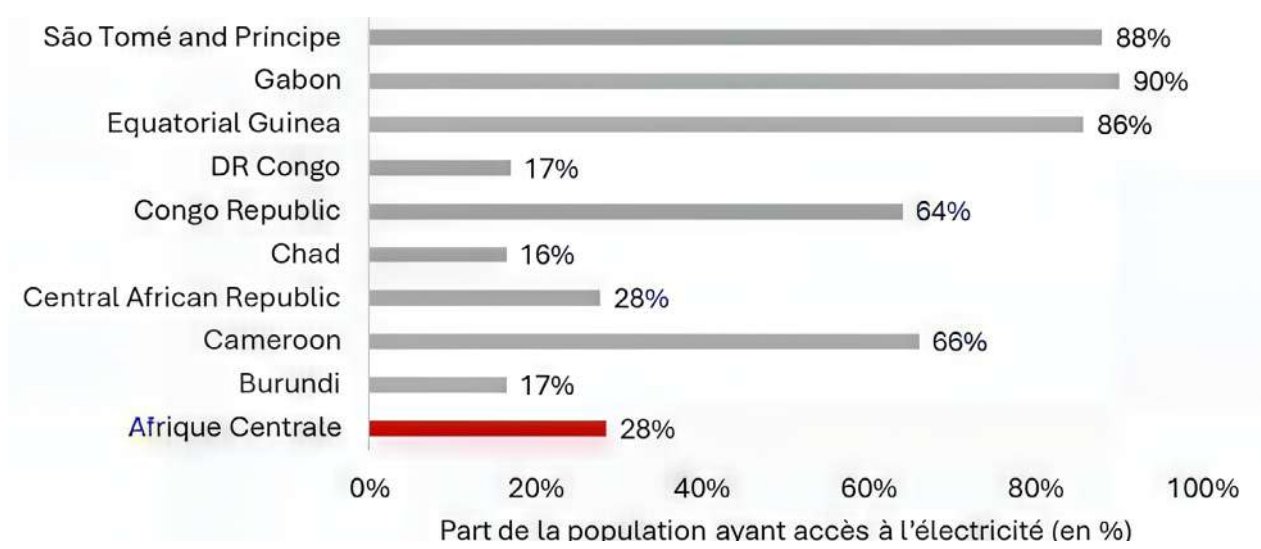
Figure 3 : ODD 7.1.1. Portion de la population ayant accès à l’électricité (2017-2023), principales sous-régions



Source : Base de données AFREC ODD7 2025

- **L’Afrique centrale** (Figure 4), malgré une augmentation de 10 points de pourcentage (de 18 % à 28 %), reste la région la plus touchée en raison de l’instabilité politique, de l’insuffisance des infrastructures et des investissements limités, avec des pays comme le Tchad (16 %), la RDC (17 %) et la RCA (28 %) affichant des déficits critiques.

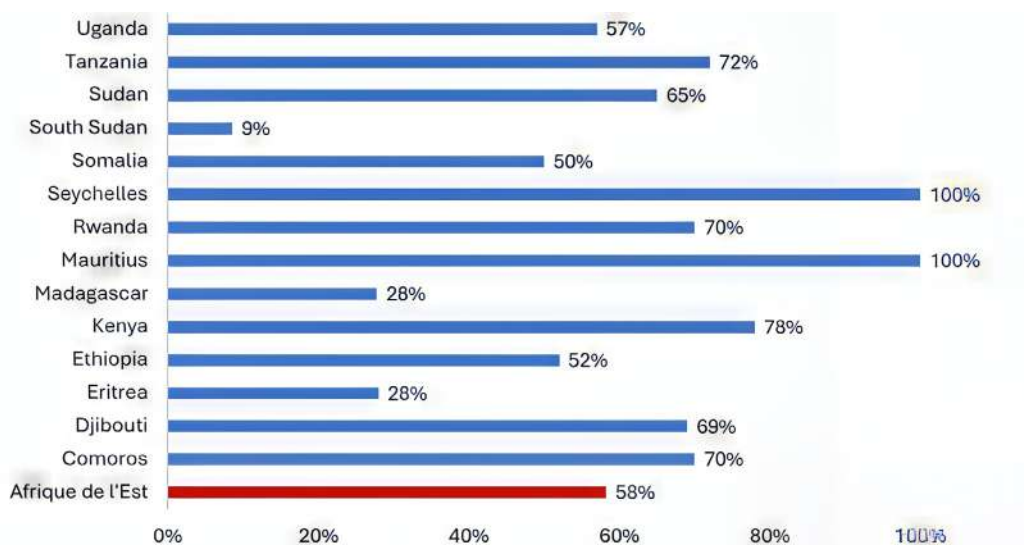
Figure 4 : Afrique centrale : accès à l’électricité, par pays, en 2023



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

- **L'Afrique de l'Est** (Figure 5) a enregistré une croissance de 14 points de pourcentage (passant de 44 % en 2017 à 58 % en 2023), grâce à des solutions d'énergie renouvelable décentralisée (ERD) et à des modèles de financement innovants, avec le Kenya (78 %), l'Ouganda (57 %) et le Rwanda (70 %) comme exemples phares.

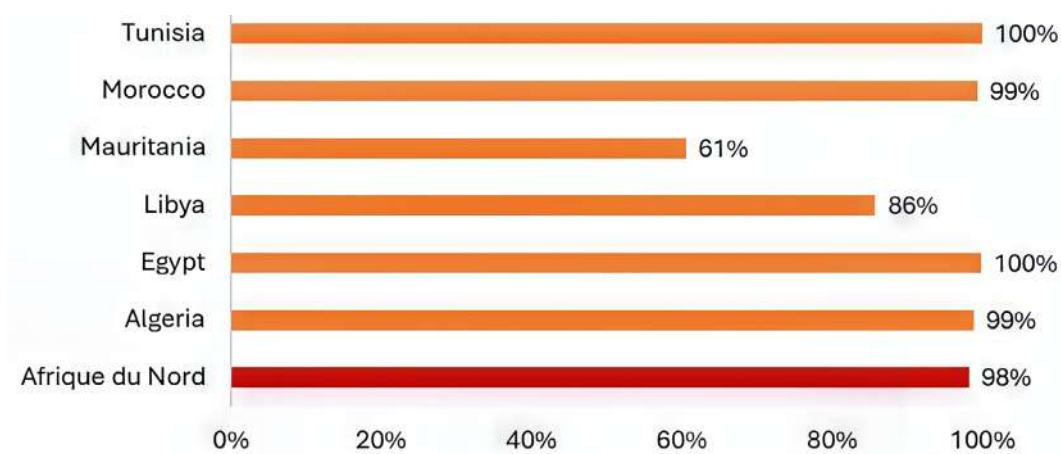
Figure 5 : Afrique de l'Est : accès à l'électricité, par pays, en 2023



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

- **L'Afrique du Nord** (Figure 6) a maintenu un accès quasi universel à 98 %, avec une croissance minimale (1 %) en raison de son niveau de référence déjà élevé.

Figure 6 : Afrique du Nord : accès à l'électricité, par pays, en 2023

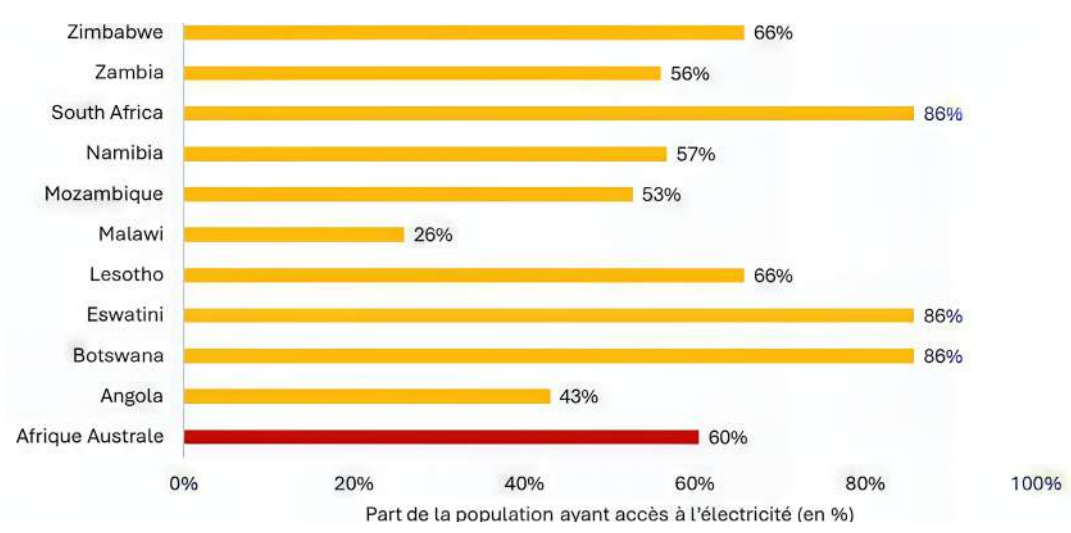


Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

Remarque : les données relatives à la République sahraouie ne sont pas disponibles.

- L'Afrique australe** (Figure 7) a atteint 60 %, reflétant à la fois les progrès réalisés dans des pays comme l'Afrique du Sud (86 %), le Botswana (86 %) et l'Eswatini (86 %), et les défis auxquels sont confrontés des pays comme le Malawi (26 %) et le Mozambique (53 %), où des obstacles économiques et logistiques persistent.

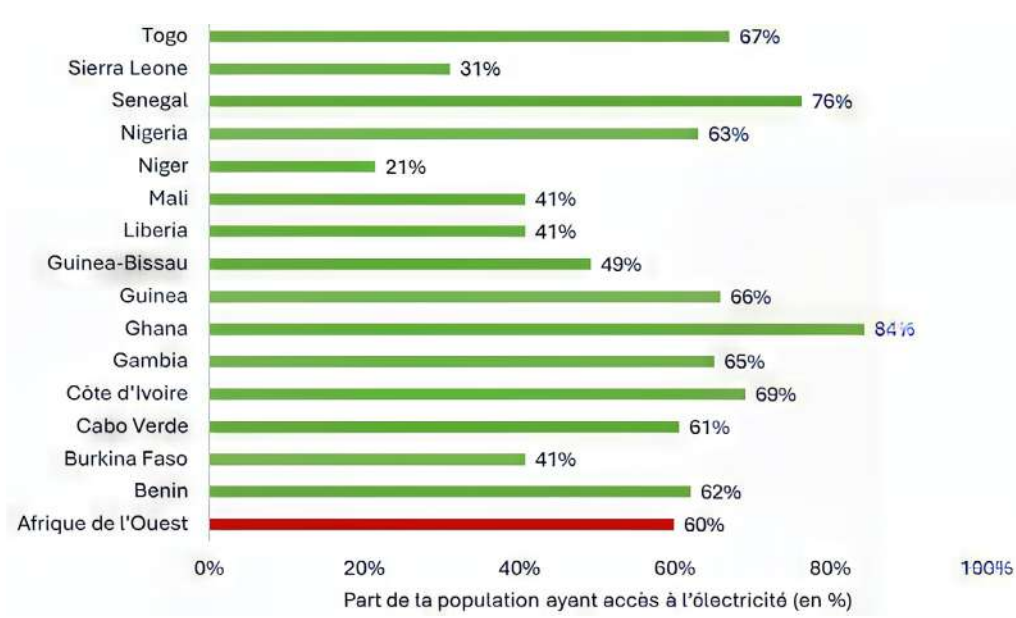
Figure 7 : Afrique australe : accès à l'électricité, par pays, en 2023



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

- L'Afrique de l'Ouest** (Figure 8) affiche un taux d'accès de 60 %, grâce à des initiatives régionales coordonnées, à des investissements accrus dans des solutions hors réseau et à des cadres politiques favorables. Par exemple, le Ghana (84 % d'accès en 2023), le Sénégal (76 %) et la Côte d'Ivoire (69 %) ont réalisé des progrès remarquables.

Figure 8 : Afrique de l'Ouest : accès à l'électricité, par pays, en 2023

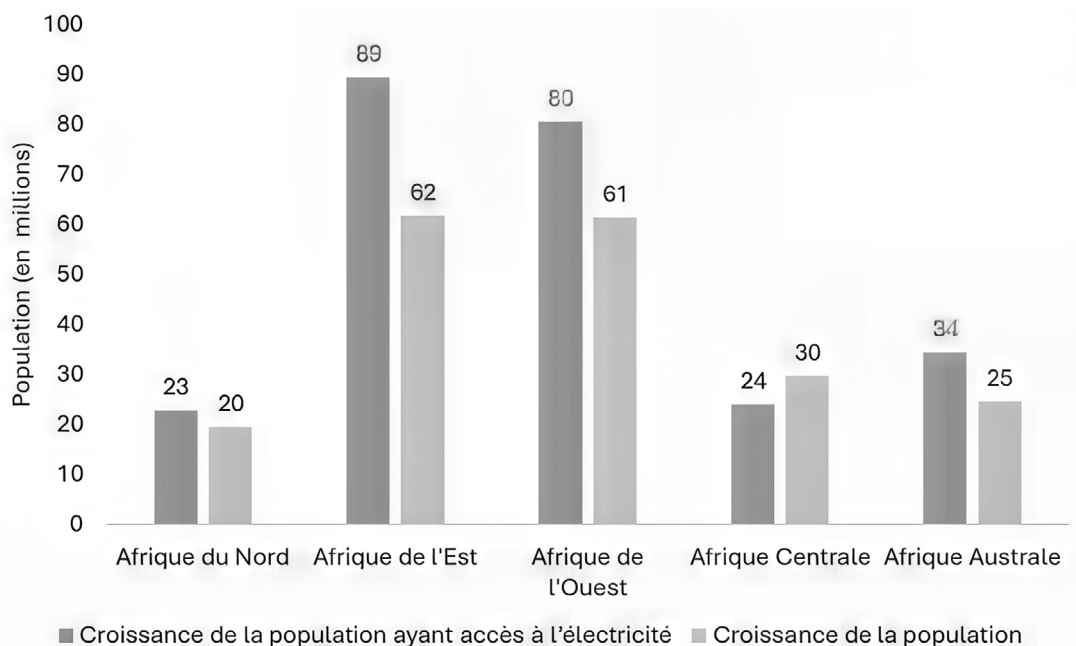


Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

3.2 ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ ET CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE : ANALYSE DE L'IMPACT DÉMOGRAPHIQUE

La croissance démographique de l'Afrique, qui devrait doubler d'ici 2050⁷, représente à la fois un défi et une opportunité pour les efforts d'électrification. En tant que continent à la croissance la plus rapide, l'interaction entre la dynamique démographique et l'accès à l'électricité est profonde, créant une double réalité où les progrès en matière de raccordement sont souvent éclipsés par l'ampleur même de la croissance (Figure 9).

Figure 9 : Croissance démographique par rapport à la croissance de la population ayant accès à l'électricité (2017-2023)



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

Entre 2017 et 2023, les efforts d'électrification en Afrique de l'Est, centrale et de l'Ouest ont augmenté à un taux annuel de plus de 2 points de pourcentage, principalement grâce à des solutions décentralisées. Cependant, la croissance démographique dans les pays à forte densité de population a partiellement compensé ces gains, soulignant la nécessité d'accélérer le développement des infrastructures et d'adopter des approches innovantes pour élargir l'accès.

En Afrique de l'Ouest, où les taux d'électrification ont augmenté de manière constante, des pays comme le Ghana et le Sénégal ont considérablement réduit leurs déficits en matière d'accès à l'énergie. Cependant, dans des pays très peuplés comme le Nigeria, où la population s'est accrue de plus de 30 millions d'habitants au cours de la même période, le nombre de personnes sans électricité reste supérieur à 82 millions, ce qui montre à quel point les tendances démographiques peuvent atténuer l'impact des programmes d'électrification.

L'Afrique centrale est confrontée à un défi encore plus grand. Avec des pays comme la République démocratique du Congo, qui connaissent des taux de natalité élevés et un développement limité des infrastructures, le déficit en matière d'électrification reste l'un des plus importants au monde, avec près de 85 millions de personnes n'ayant toujours pas accès à l'électricité. La pression démographique augmente non seulement la demande de nouveaux raccordements, mais amplifie également la nécessité d'investir dans des infrastructures énergétiques résilientes et évolutives.

En Afrique de l'Est, des pays à fort déficit d'accès comme l'Éthiopie et la Tanzanie tentent de devancer la croissance démographique. Bien qu'ils fournissent chaque année l'accès à l'électricité à une grande partie de leur population, les progrès réalisés ne font que suivre le rythme de la croissance démographique.

7 - Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, « (Blog) Alors que la population africaine dépasse 1,5 milliard d'habitants, la fenêtre démographique s'ouvre ; pour en tirer les bénéfices, il faudra plus de temps et des efforts plus soutenus », 12 juillet 2024, [https://www.uneca.org/stories/\(blog\)-as-africa's-population-crosses-1.5-billion,-the-demographic-window-is-opening-getting](https://www.uneca.org/stories/(blog)-as-africa's-population-crosses-1.5-billion,-the-demographic-window-is-opening-getting).

En Afrique australe, le Mozambique et la Zambie ont fourni l'accès à deux fois plus de personnes que leur croissance démographique et ont ainsi pu réduire considérablement leur taux d'accès.

En Afrique du Nord, la croissance démographique plus lente a permis à des pays comme l'Égypte et l'Algérie de maintenir un accès universel ou quasi universel. En alignant leurs stratégies énergétiques sur les réalités démographiques, ces pays ont optimisé l'allocation des ressources et assuré des progrès durables. Leurs modèles soulignent l'importance d'intégrer les tendances démographiques dans les stratégies nationales d'électrification.

La croissance démographique complique également la réalisation de l'accès universel. Les besoins financiers, techniques et logistiques augmentent de manière exponentielle, car les pays doivent non seulement combler les lacunes existantes, mais aussi accueillir chaque année des millions de nouveaux ménages. Par exemple, l'extension du réseau électrique aux zones rurales et périurbaines, où la croissance démographique est la plus forte, nécessite des investissements importants dans les infrastructures, le renforcement des capacités et l'efficacité opérationnelle.

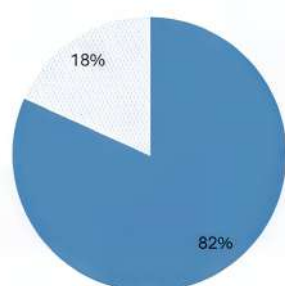
Malgré ces défis, la jeunesse de la population africaine représente une opportunité. Une main-d'œuvre bien formée et qualifiée peut stimuler l'innovation dans le domaine des solutions énergétiques, du déploiement de systèmes décentralisés aux progrès des technologies d'énergie renouvelable. En outre, la demande en électricité provenant de la population justifie fortement les investissements dans les infrastructures énergétiques, l'extension de l'accès contribuant directement à la croissance économique, à l'industrialisation et à l'amélioration des résultats sociaux.

Par ailleurs, en vue de relever le double défi de la croissance démographique et de l'électrification, il convient d'avoir des stratégies audacieuses et adaptatives. Les gouvernements et les partenaires au développement doivent donner la priorité aux interventions à fort impact, telles que la mise à l'échelle des solutions énergétiques décentralisées, l'utilisation des technologies pour une planification efficace des réseaux et la promotion des collaborations régionales afin de partager les ressources et l'expertise. Ce n'est qu'en intégrant les réalités démographiques dans la planification énergétique que l'Afrique pourra faire des progrès significatifs vers l'accès universel à l'électricité d'ici 2030.

3.3 FRACTURE URBAINE-RURALE EN MATIÈRE D'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

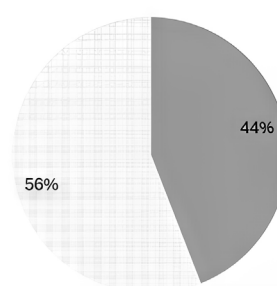
Les disparités en matière d'accès à l'électricité entre les zones urbaines et rurales révèlent certains des défis les plus persistants auxquels est confronté le paysage énergétique africain. L'accès à l'électricité en milieu urbain en Afrique consiste généralement à raccorder les ménages et les entreprises des villes et des agglomérations à des réseaux électriques centralisés, tandis que l'accès en milieu rural repose souvent sur des solutions décentralisées telles que des mini-réseaux ou des systèmes solaires hors réseau en raison de l'éloignement géographique et des limitations infrastructurelles. En 2023, le taux d'électrification urbaine en Afrique était en moyenne de 82 % (Figure 10), contre un taux d'électrification rurale nettement inférieur, de 44 % (Figure 11). Cette fracture souligne les profondes inégalités socio-économiques et les défis logistiques liés à l'extension des infrastructures énergétiques dans les zones reculées.

Figure 10 : Population urbaine ayant accès à l'électricité, 2023



■ Accès à l'électricité en milieu urbain en 2023
▨ Progrès restant à accomplir pour atteindre l'accès universel à l'électricité (2023-2030)

Figure 11 : Population rurale ayant accès à l'électricité, 2023



■ Accès à l'électricité en milieu rural en 2023
▨ Progrès restant à accomplir pour atteindre l'accès universel à l'électricité (2023-2030)

Source: AFREC SDG7 Database 2025

Les zones urbaines bénéficient généralement de réseaux centralisés, d'une population concentrée et d'une activité économique plus intense, ce qui facilite le développement et l'entretien des infrastructures. Les zones rurales, en revanche, se caractérisent souvent par des établissements dispersés, des niveaux de revenus plus faibles et un relief accidenté, autant de facteurs qui augmentent le coût et la complexité des projets d'électrification.

Par exemple, en Gambie, l'électrification urbaine atteint environ 83 %, tandis que les zones rurales sont à la traîne avec 35 %. De même, au Nigeria, l'accès en milieu urbain dépasse 85 %, mais reste inférieur à 36 % en milieu rural. Ces écarts reflètent non seulement les limites des infrastructures, mais aussi les défis en matière de politiques et de financement.

La fracture entre les zones urbaines et rurales a de profondes implications pour le développement social et économique. Les communautés rurales qui ne disposent pas d'un approvisionnement fiable en électricité sont confrontées à des limitations en matière d'éducation, de soins de santé et d'opportunités économiques. Le manque d'électricité dans les écoles rurales entrave l'apprentissage numérique et l'accès aux ressources éducatives, tandis que les cliniques rurales fonctionnent souvent sans réfrigération pour les vaccins ni éclairage fiable pour les procédures nocturnes. Les petites entreprises des zones rurales ont du mal à se développer sans accès à l'électricité pour les machines, l'irrigation ou le stockage.

Pour combler ce fossé, une approche multidimensionnelle combinant innovation technologique, investissements ciblés et politiques de soutien est nécessaire. Les technologies hors réseau, telles que les systèmes solaires domestiques et les mini-réseaux, peuvent apporter une aide immédiate aux communautés rurales. Au Kenya, au Rwanda, au Sénégal et en Ouganda, par exemple, les systèmes solaires à paiement à l'utilisation (PAYGO) ont permis de connecter des millions de foyers ruraux. Les subventions, le microcrédit et les financements concessionnels peuvent rendre les projets d'électrification rurale financièrement viables. Les partenariats public-privé (PPP) peuvent stimuler l'électrification rurale en tirant parti de l'efficacité du secteur privé et de la supervision du secteur public. Les progrès technologiques dans le domaine du stockage de l'énergie, des réseaux de distribution à faible coût et de l'intégration des énergies renouvelables peuvent réduire les coûts et améliorer la prestation des services.

Il est essentiel de réduire la fracture entre les zones urbaines et rurales pour garantir l'accès universel à l'électricité et libérer le potentiel de développement de l'Afrique. En donnant la priorité à une électrification équitable et en tirant parti des ressources locales et mondiales, l'Afrique peut veiller à ce que les communautés rurales ne soient pas laissées pour compte. L'intégration des objectifs d'accès rural dans les stratégies nationales de développement, la promotion des collaborations régionales et l'adoption de solutions innovantes seront essentielles pour combler ce fossé et favoriser une croissance inclusive.

3.4 SOLUTIONS HORS RÉSEAU ET DÉCENTRALISÉES : UN CATALYSEUR POUR L'ÉLECTRIFICATION RURALE

Les systèmes décentralisés d'énergie renouvelable (DRE), notamment l'énergie solaire hors réseau (OGS) et les mini-réseaux, sont essentiels pour combler le déficit d'accès à l'électricité en Afrique⁸. Ces solutions devraient représenter près de la moitié des connexions nécessaires pour atteindre l'accès universel d'ici 2030, en particulier dans les zones rurales et périurbaines où l'extension du réseau est difficile sur le plan économique ou logistique.

Entre 2015 et 2023, les systèmes décentralisés ont représenté une part importante des nouveaux raccordements à l'électricité en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Par exemple, en **Éthiopie et au Rwanda**, les systèmes solaires hors réseau ont contribué respectivement à **17 % et 24 %** des nouveaux raccordements en 2023, soulignant ainsi leur rôle transformateur dans la lutte contre la pauvreté énergétique. Les mini-réseaux, qui fournissent des services énergétiques de niveau supérieur, sont essentiels pour permettre des utilisations productives telles que l'alimentation des petites entreprises, des systèmes d'irrigation et des établissements de santé. Les systèmes solaires domestiques, bien que souvent limités à l'éclairage de base et à la recharge d'appareils, remplacent immédiatement les lampes à kérosène, réduisant ainsi les coûts énergétiques des ménages et améliorant la qualité de l'air.

8- Alliance pour l'électrification rurale, « Découvrez l'ERD », <https://www.ruralelec.org/discover-dre/>.

Principales réussites :

- **Éthiopie** : Avec des systèmes solaires hors réseau reliant environ 31 % des foyers, l'Éthiopie est devenue un leader dans l'utilisation de modèles de financement innovants pour élargir l'accès à l'électricité.
- **Côte d'Ivoire** : Un marché de l'électrification hors réseau durable et évolutif, destiné à répondre aux besoins en électricité des populations non desservies, a permis à la Côte d'Ivoire de connecter 26 % de sa population à des solutions solaires hors réseau.
- **Rwanda** : Soutenu par des cadres politiques solides, le solaire hors réseau au Rwanda a permis d'alimenter en électricité 24 % de la population, dont la plupart réside dans des communautés isolées, facilitant ainsi les activités économiques et améliorant les moyens de subsistance.
- **Nigeria** : Des outils de cartographie géospatiale ont permis le déploiement efficace de mini-réseaux dans les zones mal desservies, contribuant à 10 % des connexions.

Relever les défis et libérer le potentiel :

Malgré leur potentiel prometteur, les systèmes ERD sont confrontés à des défis, notamment des coûts initiaux élevés, des cadres réglementaires fragmentés et des normes de qualité incohérentes.

Pour surmonter ces obstacles :

1.Élargir les mécanismes de financement : Les subventions, les financements concessionnels et les modèles PAYGO sont essentiels pour réduire les obstacles liés au coût. Par exemple, des initiatives telles que l'Energy Access Relief Fund⁹ ont permis de réduire les risques liés aux investissements privés.

2.Renforcer les cadres réglementaires : la rationalisation des processus d'octroi de licences, telle qu'elle a été mise en oeuvre au Nigeria et en Zambie, encourage la participation du secteur privé et accélère le calendrier des projets.

3.Garantir l'assurance qualité : les programmes de certification et les normes de performance rigoureuses garantissent la fiabilité des systèmes et la confiance des consommateurs, assurant ainsi une adoption durable.

4.Tirer parti des chaînes d'approvisionnement locales : les investissements dans les réseaux de fabrication et de distribution locaux peuvent réduire les coûts, créer des emplois et renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement.

5.Adopter des technologies de pointe : l'analyse géospatiale basée sur l'IA et les systèmes de surveillance à distance optimisent les stratégies de déploiement et garantissent une utilisation efficace des ressources.

En intégrant ces systèmes dans leurs stratégies nationales d'électrification, les pays africains peuvent accélérer les progrès vers l'accès universel, transformer les économies rurales et améliorer la qualité de vie de millions de personnes.

3.5 VOIES FINANCIÈRES ET POLITIQUES VERS L'ACCÈS UNIVERSEL À L'ÉLECTRICITÉ

Pour parvenir à l'accès universel à l'électricité d'ici 2030, il faudra investir environ 50 milliards de dollars par an¹⁰. La mobilisation de ces ressources et la garantie de leur déploiement efficace nécessitent des innovations financières associées à des interventions politiques ciblées. Plusieurs approches stratégiques se sont révélées transformatrices, chacune complétant les autres pour répondre collectivement aux divers besoins et obstacles en matière de financement.

9- SIMA Funds, "Energy Access Relief Fund" <https://simafunds.com/energy-access-relief-fund/>.

10- Carnegie Endowment for International Peace, "Who Finances Energy Projects in Africa?" November 2023, <https://carnegieendowment.org/research/2023/11/who-finance-energy-projects-in-africa?lang=en>.

Les modèles de financement mixte, qui combinent fonds publics et investissements privés, ont joué un rôle déterminant dans l'atténuation des risques associés aux projets énergétiques à haut risque. Par exemple, l'initiative Africa GreenCo a réussi à attirer des capitaux privés sur les marchés des énergies renouvelables en offrant des garanties et des structures financières qui réduisent l'incertitude des investisseurs, notamment en Afrique australe et orientale. Ce mélange de fonds publics et privés peut débloquer des ressources financières supplémentaires et amplifier la taille des projets.

S'appuyant sur ces innovations financières, les tarifs et les modèles de paiement novateurs, en particulier les systèmes de paiement à l'utilisation (PAYGO), ont considérablement amélioré l'accessibilité financière en permettant aux ménages d'acheter de l'électricité par tranches gérables. Des pays comme le Togo, la Sierra Leone et la Zambie ont vu leurs obstacles financiers réduits et l'accès à l'électricité amélioré dans les communautés à faibles revenus grâce à ces modes de paiement flexibles. En outre, la mise en place de tarifs différenciés reflétant les niveaux de consommation réels peut améliorer encore l'accessibilité financière et garantir la viabilité des fournisseurs d'électricité.

En outre, pour compléter ces approches axées sur l'accessibilité financière, les financements concessionnels et les subventions se sont avérés essentiels, en particulier pour les projets d'électrification dans les régions à haut risque comme l'Afrique centrale. Des initiatives telles que le programme Scaling Solar¹¹, qui offre une assistance technique ainsi que des conditions financières favorables, ont efficacement soutenu des investissements solaires à grande échelle dans des pays comme le Sénégal et la Zambie. Les financements concessionnels comblent ainsi les déficits de financement dans les régions où les capitaux commerciaux restent rares ou prohibitifs.

Afin d'optimiser l'efficacité des investissements, la planification géospatiale de l'électrification a amélioré la prise de décision en identifiant avec précision les zones prioritaires pour les projets énergétiques. Au Nigeria, la cartographie par système d'information géographique (SIG) a permis de cibler les communautés mal desservies, garantissant ainsi une allocation efficace des ressources et maximisant l'impact du déploiement de mini-réseaux.

Par ailleurs, pour élargir encore les instruments de financement disponibles, les obligations vertes et le financement climatique sont de plus en plus utilisés en Afrique, notamment dans les pays d'Afrique du Nord tels que le Maroc et l'Égypte, pour financer d'importants projets de développement des énergies renouvelables. Le complexe solaire Noor Ouarzazate au Maroc¹², la plus grande centrale solaire à concentration au monde, illustre le potentiel considérable des instruments financiers alignés sur le climat pour attirer les investissements mondiaux dans les énergies renouvelables.

Enfin, les partenariats public-privé (PPP) offrent un cadre solide pour la collaboration et l'accélération de l'électrification rurale. Le programme d'énergie renouvelable du Ghana illustre comment l'expertise et les capitaux du secteur privé peuvent permettre de développer le déploiement de l'énergie solaire dans les régions mal desservies, allégeant ainsi efficacement les contraintes financières qui pèsent sur les ressources publiques.

L'alignement stratégique de ces innovations financières interconnectées sur des cadres politiques favorables et adaptés, permettra à l'Afrique de mobiliser efficacement les investissements nécessaires pour garantir l'accès universel à l'électricité. L'adaptation de ces stratégies aux contextes régionaux et nationaux spécifiques permettra de s'attaquer directement aux obstacles existants tout en maximisant leur potentiel de transformation collectif.

11 - World Bank Group, « Scaling Solar », <https://www.scalingsolar.org/>.

12 - Banque mondiale, « La plus grande centrale solaire à concentration au monde inaugurée au Maroc », 4 février 2016, <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2016/02/04/worlds-largest-concentrated-solar-plant-opened-in-morocco>.

3.6 PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

L'électrification de l'Afrique est à un tournant décisif. Si des progrès significatifs ont été accomplis, la voie vers l'accès universel à l'électricité nécessite des efforts accrus, des innovations et une collaboration renforcée. Les priorités stratégiques suivantes constituent une feuille de route pour un changement significatif :

- **Mettre en place des politiques énergétiques nationales cohérentes** : chaque pays africain doit élaborer et mettre en oeuvre une politique énergétique nationale claire et cohérente, explicitement axée sur l'accès universel à l'électricité. Cette étape fondamentale guidera les investissements stratégiques, facilitera la mobilisation des ressources et créera un environnement propice à l'innovation et aux partenariats.
- **Développer des solutions décentralisées** : les systèmes d'énergie solaire à petite échelle doivent être développés pour répondre aux besoins des communautés mal desservies. Cela nécessite de favoriser les partenariats public-privé, d'améliorer les mécanismes de financement et de développer des modèles tels que le solaire PAYGO (paiement à l'utilisation) et le micro-leasing. En Ouganda, par exemple, le programme SolarNow a permis à des ménages ruraux d'accéder à des services énergétiques de meilleure qualité grâce à des prêts solaires abordables.
- **Renforcer la collaboration régionale** : Des initiatives régionales, telles que le Southern African Power Pool et l'Agenda 2063 de l'Union africaine¹³, offrent des cadres pour le commerce transfrontalier de l'énergie et les investissements dans des infrastructures partagées. Les approches collaboratives garantissent l'efficacité des ressources et renforcent la stabilité des réseaux transfrontaliers.
- **Exploiter les données et les technologies** : des outils avancés tels que l'IA, l'analyse géospatiale et les systèmes de surveillance en temps réel sont essentiels pour optimiser la planification des investissements. En Éthiopie, par exemple, des modèles d'électrification intégrés à des satellites ont amélioré les stratégies d'extension du réseau, garantissant que les ressources sont dirigées vers les zones à fort impact¹⁴.
- **Renforcer les capacités institutionnelles** : Mettre en place des politiques énergétiques nationales cohérentes : Chaque pays africain doit élaborer et mettre en oeuvre une politique énergétique nationale claire et cohérente, explicitement axée sur l'accès universel à l'électricité. Cette étape fondamentale guidera les investissements stratégiques, facilitera la mobilisation des ressources et créera un environnement propice à l'innovation et aux partenariats.
- **Intégrer la résilience climatique** : les stratégies d'électrification doivent tenir compte des risques climatiques, en particulier dans les régions vulnérables aux phénomènes météorologiques extrêmes. Les zones inondables d'Afrique de l'Est, par exemple, nécessitent des réseaux résilients et des systèmes hors réseau capables de résister aux chocs environnementaux.
- **Encourager les partenariats internationaux** : Une collaboration plus étroite avec les acteurs mondiaux, notamment les banques de développement et les investisseurs privés, est essentielle pour mobiliser les ressources nécessaires. L'initiative « Desert to Power », menée par la Banque africaine de développement, illustre comment les partenariats internationaux peuvent soutenir des projets d'énergie renouvelable à grande échelle dans la région du Sahel¹⁵.

Grâce à l'adoption de ces stratégies, l'Afrique peut surmonter les obstacles à l'accès universel à l'électricité et libérer son vaste potentiel de développement durable. La réalisation de cet objectif transformera non seulement des vies, mais positionnera également le continent comme un leader mondial en matière d'innovation dans le domaine des énergies renouvelables et de résilience climatique.

13- Union africaine, « Agenda 2063 : aperçu », <https://au.int/en/agenda2063/overview>.

14- Banque mondiale, « L'approche transformationnelle de l'Éthiopie en matière d'électrification universelle », 8 mars 2018, <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2018/03/08/ethiopia-transformational-approach-to-universal-electrification>.

15- Groupe de la Banque africaine de développement, « Initiative Desert to Power », <https://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/desert-power-initiative>.

ANNEXE 1: CLASSIFICATION RÉGIONALE DES PAYS

Pays	Région	Pays	Région
Algérie	Afrique du Nord	Malawi	Afrique australe
Angola	Afrique australe	Mali	Afrique de l'Ouest
Bénin	Afrique de l'Ouest	Mauritanie	Afrique du Nord
Botswana	Afrique australe	Maurice	Afrique de l'Est
Burkina Faso	Afrique de l'Ouest	Maroc	Afrique du Nord
Burundi	Afrique centrale	Mozambique	Afrique australe
Cap-Vert	Afrique de l'Ouest	Namibie	Afrique australe
Cameroun	Afrique centrale	Niger	Afrique de l'Ouest
République centrafricaine	Afrique centrale	Niger	Afrique de l'Ouest
Tchad	Afrique centrale	Rwanda	Afrique de l'Est
Comores	Afrique de l'Est	République sahraouie	Afrique du Nord
République du Congo	Afrique centrale	Sao Tomé-et-Principe	Afrique centrale
Côte d'Ivoire	Afrique de l'Ouest	Sénégal	Afrique de l'Ouest
Djibouti	Afrique de l'Est	Seychelles	Afrique de l'Est
République démocratique du Congo	Afrique centrale	Sierra Leone	Afrique de l'Ouest
Égypte	Afrique du Nord	Somalie	Afrique de l'Est
Guinée équatoriale	Afrique centrale	Afrique du Sud	Afrique australe
Érythrée	Afrique de l'Est	Sud-Soudan	Afrique de l'Est
Eswatini	Afrique australe	Soudan	Afrique de l'Est
Éthiopie	Afrique de l'Est	Tanzanie	Afrique de l'Est
Gabon	Afrique centrale	Togo	Afrique de l'Ouest
Gambie	Afrique de l'Ouest	Tunisie	Afrique du Nord
Ghana	Afrique de l'Ouest	Ouganda	Afrique de l'Est
Guinée	Afrique de l'Ouest	Zambie	Afrique australe
Guinée-Bissau	Afrique de l'Ouest	Zimbabwe	Afrique australe
Kenya	Afrique de l'Est		
Lesotho	Afrique australe		
Libéria	Afrique de l'Ouest		
Libye	Afrique du Nord		
Madagascar	Afrique de l'Est		



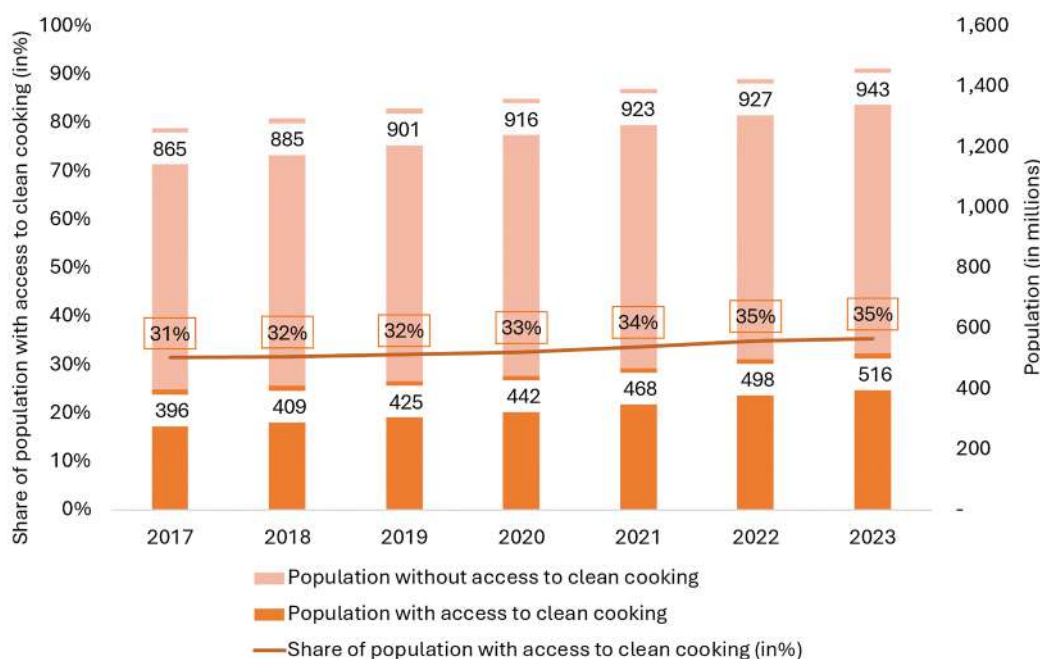
4

ACCÈS À DES MODES DE CUISSON PROPRES EN AFRIQUE

4.1. APERÇU DE L'ACCÈS À DES MODES DE CUISSON PROPRES EN AFRIQUE : PROGRÈS ET DISPARITÉS

L'accès à des moyens de cuisson propres¹⁶ est un élément essentiel de la réalisation de l'objectif de développement durable 7 (ODD7), qui vise à garantir l'accès universel à des services d'énergie abordables, fiables, durables et modernes d'ici 2030. Malgré la reconnaissance croissante de l'importance des solutions de cuisson propres, l'Afrique reste le continent le plus pauvre en énergie à cet égard. Plus de 940 millions d'Africains dépendent encore de combustibles polluants tels que le bois, le charbon de bois, les excréments et le kérosène pour la cuisson, ce qui fait de l'Afrique la région du monde où l'accès à des modes de cuisson propres est le plus déficitaire (Figure 12).

Figure 12: ODD 7.1.2. Part de la population ayant accès aux moyens de cuisson propres (2017-2023)



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

L'utilisation de la biomasse traditionnelle pour la cuisson a des répercussions considérables sur la santé, l'économie, l'égalité de genre et l'environnement. L'exposition à la pollution de l'air domestique due à des méthodes de cuisson inefficaces entraîne environ 500 000 décès prématurés chaque année sur le continent, touchant de manière disproportionnée les femmes et les enfants¹⁷. En outre, le recours continu aux combustibles issus de la biomasse accélère la déforestation et contribue au changement climatique par le biais des émissions de carbone.

Malgré des années d'interventions au niveau international et national, les progrès en matière d'accès à des modes de cuisson propres ont été douloureusement lents. Entre 2017 et 2023, l'accès à des modes de cuisson propres a légèrement augmenté, passant de 31 % à 35 %, soit une amélioration de seulement 4 points de pourcentage en six ans. Cette croissance est nettement plus lente que l'expansion démographique, ce qui signifie que le nombre absolu de personnes sans accès à des modes de cuisson propres a continué d'augmenter.

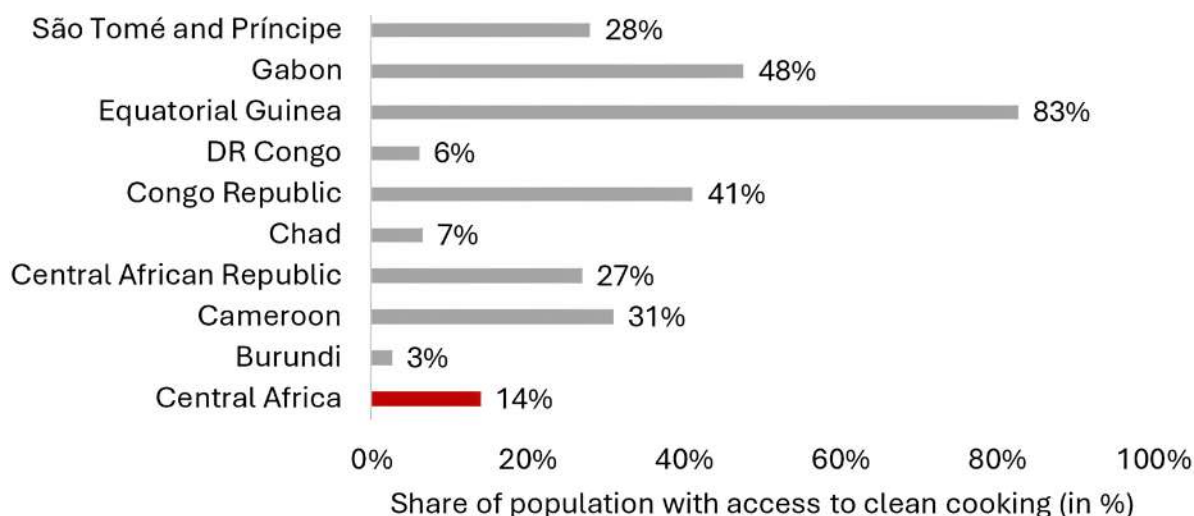
Tout comme l'accès à l'électricité, l'accès à des modes de cuisson propres est marqué par des disparités interrégionales et intra-régionales :

- **Afrique centrale** : le Cameroun affiche un taux de 31 % grâce à l'adoption du GPL en milieu urbain, tandis que la République démocratique du Congo reste à 6 % en raison des faibles revenus et de l'absence d'une chaîne de valeur pour les modes de cuisson propres. (Figure 13).

16- Les combustibles et technologies propres englobent les fourneaux fonctionnant à l'électricité, au GPL, au gaz naturel, au biogaz, à l'énergie solaire et aux combustibles à base d'alcool.

17- Groupe de la Banque africaine de développement. « Le sommet de Paris vise à obtenir des engagements à hauteur de 4 milliards de dollars nécessaires pour combler le déficit de financement en matière de cuisson propre pour les femmes africaines ». 10 mai 2024, <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/paris-summit-aims-secure-commitments-toward-4b-needed-close-clean-cooking-funding-gap-african-women-70647>.

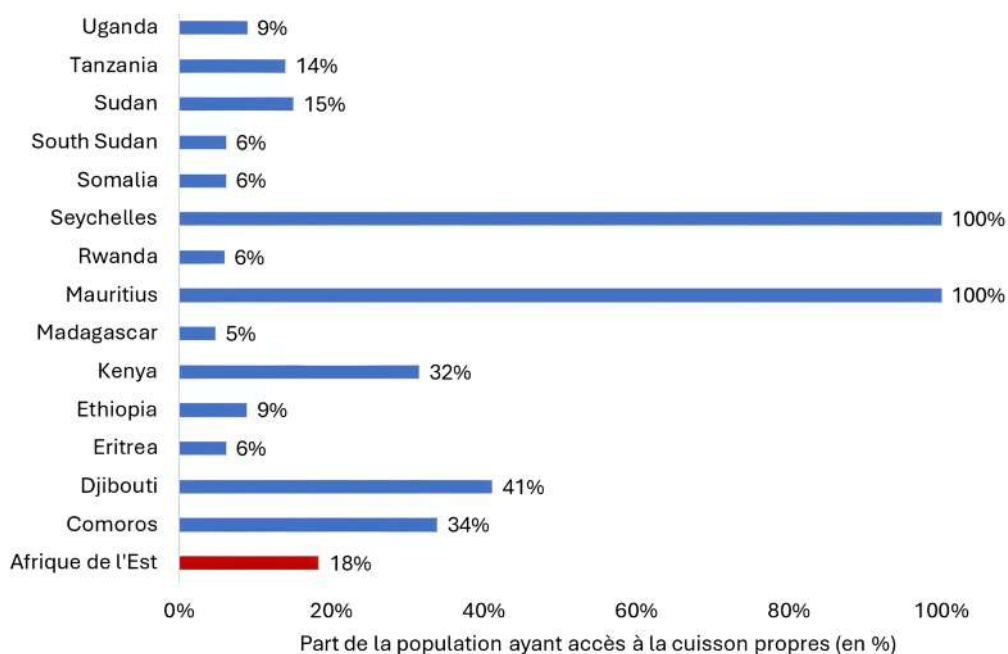
Figure 13: Afrique centrale : accès des modes de cuisson propres, par pays, en 2023



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

- **Afrique de l'Est** : l'accès au Kenya est passé de 16 % à 32 % grâce à la microfinance pour le GPL et les fourneaux propres¹⁸. L'Éthiopie reste à un faible niveau de 9 %, les zones rurales étant confrontées à des problèmes d'approvisionnement en combustible et à des obstacles financiers (Figure 14).

Figure 14: Afrique de l'Est : accès des modes de cuisson propres, par pays, en 2023

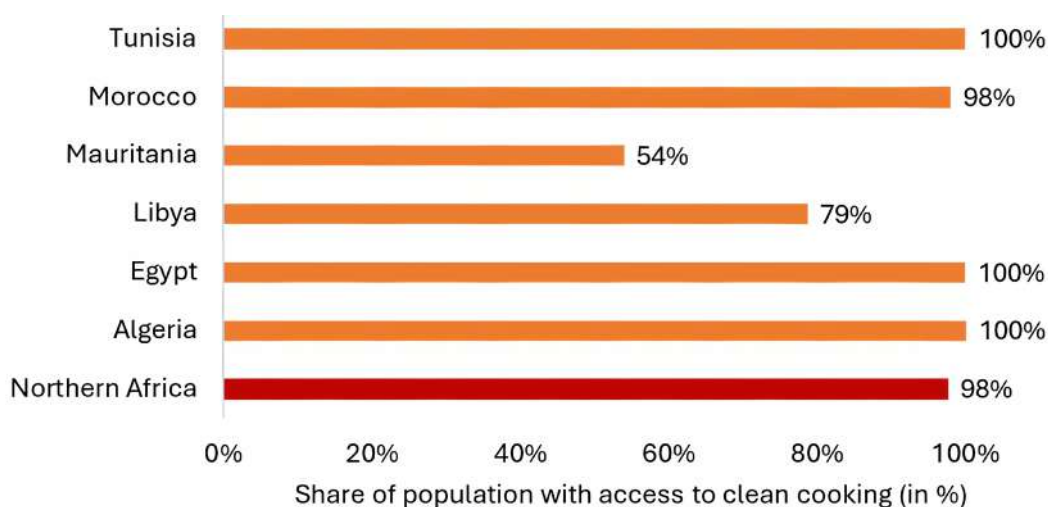


Source: AFREC SDG7 Database 2025

- **Afrique du Nord** : L'Algérie, la Tunisie et l'Égypte ont atteint un taux d'accès de près de 100 % entre 2017 et 2023, grâce à des politiques gouvernementales fortes, à l'urbanisation et à la distribution subventionnée de GPL. La Libye est toutefois à la traîne, avec un taux d'environ 79 %, en raison de l'instabilité politique et des problèmes d'infrastructure, tandis que la Mauritanie affiche un taux de 54 % en raison de la faiblesse des revenus. (Figure 15).

18- International Growth Centre. « Microfinance pour une cuisson propre au GPL au Kenya : évaluation d'une expérience pilote et implications pour le déploiement futur du programme ». <https://www.theigc.org/collections/microfinance-clean-cooking-lpg-kenya-evaluation-pilot-experiment-and-implications>.

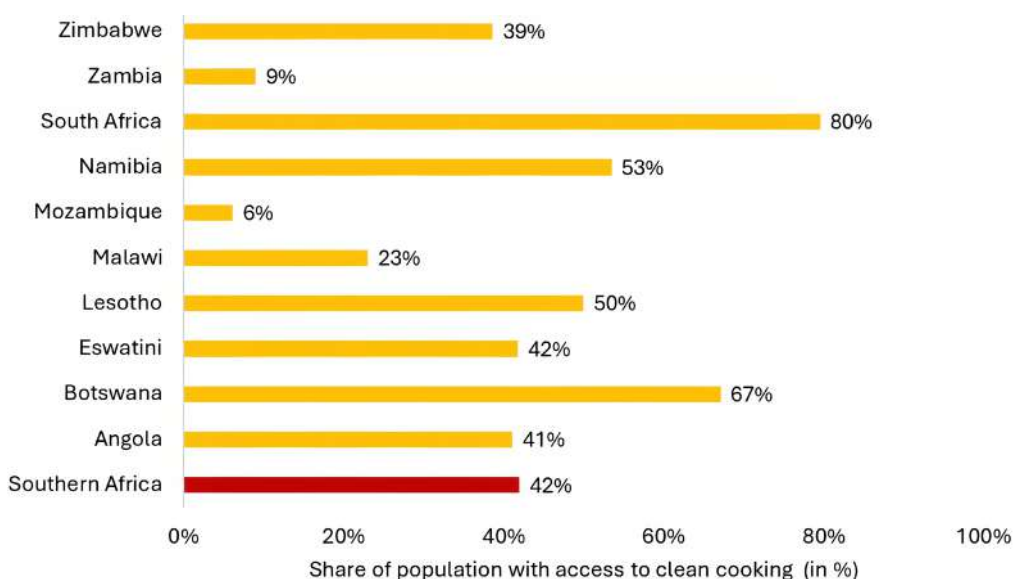
Figure 15: Afrique du Nord : Accès des modes de cuisson propres, par pays, en 2023



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

- **Afrique australe** : le Botswana maintient un taux d'accès d'environ 67 % grâce à l'utilisation du GPL en milieu urbain, tandis que le Mozambique peine à atteindre 6 %, freiné par des difficultés économiques et sa dépendance à la biomasse traditionnelle (Figure 16).

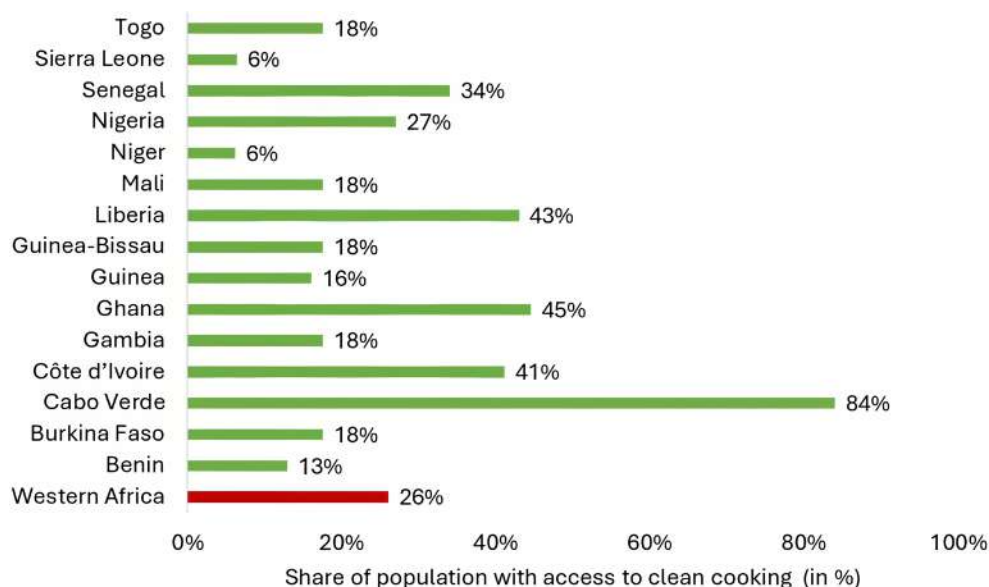
Figure 16: Afrique australe : accès des modes de cuisson propres, par pays, en 2023



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

- **Afrique de l'Ouest** : Le Ghana arrive en tête avec un taux d'accès de 45 % grâce à des programmes de GPL soutenus par le gouvernement et à des campagnes de sensibilisation du public. Le Burkina Faso est passé de 9 % à 18 % grâce à des initiatives de cuisson propre financées par des donateurs, tandis que le Niger reste en dessous de 10 % en raison d'infrastructures limitées et de taux de pauvreté élevés. Les nations insulaires comme le Cap-Vert, qui ont développé une chaîne d'approvisionnement en cuisson propre, sont en mesure d'atteindre des niveaux d'accès élevés (Figure 17).

Figure 17: Afrique de l'Ouest : accès des modes de cuisson propres, par pays, en 2023



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

Les principaux facteurs qui influencent ces disparités sont notamment la force des politiques gouvernementales, les taux d'urbanisation, la qualité des infrastructures, la disponibilité de combustibles propres et les obstacles financiers. Le succès de l'Afrique du Nord repose sur la stabilité de ses politiques et de ses infrastructures, tandis que de nombreux pays subsahariens sont confrontés à des défis liés à la pauvreté, aux conflits et au sous-développement des marchés. L'élargissement de l'accès nécessite des interventions politiques ciblées, des mécanismes financiers et un soutien international.

4.2. LE RÔLE ESSENTIEL DE LA CUISSON PROPRE : SANTÉ, GENRE ET ENVIRONNEMENT

IMPACTS DES COMBUSTIBLES TRADITIONNELS UTILISÉS POUR LA CUISSON SUR LA SANTÉ

Le recours continu à des combustibles polluants et à des fourneaux inefficaces est l'une des principales causes des maladies respiratoires et d'autres problèmes de santé en Afrique. Les femmes et les enfants, qui passent le plus de temps à proximité des zones de cuisson domestiques, sont plus exposés aux maladies respiratoires chroniques, aux infections pulmonaires, aux maladies cardiovasculaires et aux troubles oculaires en raison de leur exposition prolongée à des fumées toxiques. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que l'exposition à la pollution de l'air domestique est responsable de plus de décès que le paludisme et la tuberculose réunis¹⁹.

Parmi les principaux problèmes de santé figurent :

- **Les infections respiratoires aiguës chez les enfants**, notamment la pneumonie, qui est la principale cause de décès chez les enfants de moins de cinq ans.
- **Les maladies pulmonaires obstructives chroniques (MPOC)** chez les adultes, en particulier les femmes exposées à des années d'inhalation de fumée.
- **Risque accru de cancer du poumon** en raison d'une exposition prolongée aux fumées de bois et de charbon de bois.

ÉGALITÉ DE GENRE ET PRODUCTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Au-delà des impacts sur la santé, l'absence de solutions de cuisson propres touche de manière disproportionnée les femmes et les filles en renforçant les inégalités existantes entre les hommes et les femmes. Dans de nombreuses régions d'Afrique, la responsabilité de la collecte du bois de chauffage et de la préparation des repas incombe aux femmes et aux filles, ce qui limite leur temps consacré à l'éducation, à l'emploi et à leur développement personnel.

19- World Health Organization. (2022, March). Household air pollution and health. <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/household-air-pollution-and-health>

En moyenne, les femmes et les filles des zones rurales d'Afrique consacrent entre 1,5 et 5 heures par jour à la collecte de bois de chauffage²⁰. Cette tâche fastidieuse et chronophage réduit la productivité économique et perpétue le cycle de la pauvreté. L'introduction de solutions de cuisson propres peut considérablement alléger la charge qui pèse sur les femmes, leur permettant ainsi de se livrer à des activités génératrices de revenus, à l'entrepreneuriat et à l'éducation.

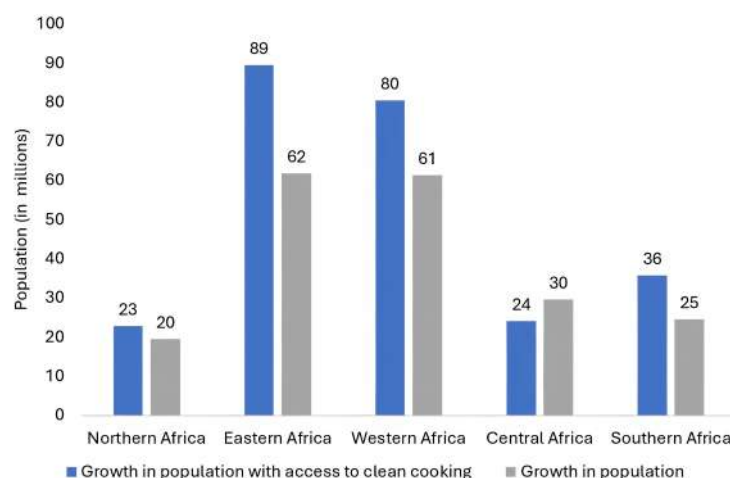
ENVIRONNEMENT

Les impacts environnementaux du manque de cuisson propre en Afrique sont graves et multiples. La déforestation généralisée due à la collecte de bois de chauffage et de charbon de bois entraîne une perte de biodiversité, une dégradation des sols et une perturbation des écosystèmes locaux. Dans des régions comme l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, la déforestation accélère le changement climatique en augmentant les émissions de gaz à effet de serre. Le Malawi, la Tanzanie et le Kenya ont subi une perte importante de leur couvert forestier en raison de leur dépendance à la biomasse pour la cuisson. La déforestation affecte également les régimes pluviométriques, la productivité agricole et les ressources en eau, exacerbant l'insécurité alimentaire. En outre, les émissions de carbone provenant de la combustion de la biomasse contribuent au réchauffement climatique. Il est essentiel de garantir l'accès à des modes de cuisson propres, non seulement pour préserver l'environnement, mais aussi pour assurer des moyens de subsistance durables, la résilience climatique et l'équilibre écologique sur tout le continent.

4.3. CUISSON PROPRE ET CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE : LE DÉFI DÉMOGRAPHIQUE

La population africaine devrait doubler d'ici 2050, et cette croissance démographique représente l'un des obstacles les plus redoutables à la réalisation de l'accès universel à des modes de cuisson propres en Afrique. Si le nombre absolu de personnes utilisant des combustibles modernes continue d'augmenter, le rythme de formation des ménages dépasse souvent ces améliorations, ce qui maintient la population totale sans accès à des modes de cuisson propres à un niveau obstinément élevé. Si les tendances actuelles se poursuivent, le nombre de personnes dépendant de combustibles polluants continuera d'augmenter malgré l'amélioration de l'accès en pourcentage (Figure 18).

Figure 18: Croissance démographique par rapport à la croissance de la population ayant accès aux moyens de cuisson propres (2017-2023)



Source: AFREC SDG7 Database 2025

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET PROGRÈS EN MATIÈRE DE CUISSON PROPRE

Entre 2017 et 2023, l'Afrique a vu sa population augmenter de près de 197 millions de personnes, soit une hausse de 16 % de sa population totale. Au cours de la même période, le nombre de personnes ayant accès à des moyens de cuisson propres a augmenté de 30 %, soit environ 120 millions de personnes supplémentaires. Bien que cette augmentation soit notable, elle reste inférieure à la croissance démographique globale. Résultat : des dizaines de millions de personnes continuent de dépendre de combustibles polluants, même si la part des ménages utilisant des sources d'énergie modernes augmente légèrement.

20- International Energy Agency (IEA). Africa Energy Outlook 2022. Paris: IEA, 2022. Available at: <https://www.iea.org/reports/africa-energy-outlook-2022>.

La population de l'**Afrique du Nord** est passée de 201 millions d'habitants en 2017 à près de 221 millions en 2023, soit une augmentation de 10 %. L'accès à des modes de cuisson propres a augmenté à un rythme comparable, suivant ainsi la croissance démographique. Le taux d'urbanisation élevé et la couverture urbaine quasi universelle ont permis à la plupart des nouveaux ménages d'adopter rapidement des combustibles propres. L'Algérie a maintenu un taux de couverture de 100 % malgré la croissance démographique, principalement grâce à ses infrastructures énergétiques bien établies et aux subventions publiques soutenues. La chaîne d'approvisionnement en GPL bien développée et l'engagement du gouvernement algérien ont permis aux nouveaux ménages de s'intégrer sans heurts dans les systèmes énergétiques modernes.

En **Afrique de l'Ouest**, la population a augmenté d'environ 61 millions d'habitants (16 %) et l'accès à des modes de cuisson propres a considérablement progressé, passant de 66 millions à 113 millions, soit une augmentation de 70 %. Cependant, ces gains importants sont quelque peu atténués par la formation continue de nouveaux ménages. Le Nigeria illustre bien le défi posé par la croissance démographique rapide : malgré une augmentation de la couverture en cuisson propre de 19 % à 27 %, sa population a augmenté de plus de 30 millions d'habitants, laissant des millions de personnes dépendantes de combustibles polluants. Le Ghana se distingue comme une réussite régionale, ayant presque doublé la couverture en cuisson propre grâce à des politiques proactives de promotion du GPL et de l'amélioration des fourneaux à biomasse. Néanmoins, l'arrivée de près de 4 millions de nouveaux habitants souligne l'importance cruciale de maintenir les progrès afin de suivre le rythme de la croissance démographique actuelle.

L'**Afrique australe** a vu sa population augmenter de 25 millions de personnes (14 %) entre 2017 et 2023. L'accès à des modes de cuisson propres a augmenté de 15 millions d'utilisateurs (soit une hausse de 22 %), ce qui représente une amélioration relativement faible par rapport aux autres régions. La diversité des conditions économiques et politiques entre les différents pays a entraîné des progrès inégaux, particulièrement visibles dans les zones rurales. L'Angola a enregistré une amélioration significative, avec une augmentation de près de dix points de pourcentage de l'accès à des modes de cuisson propres, malgré l'arrivée de plus de 6 millions de nouveaux habitants. Le secteur pétrolier solide du pays offre un potentiel d'expansion de l'adoption du GPL, sous réserve de l'amélioration des réseaux de distribution et de l'accessibilité financière.

L'**Afrique centrale** a connu la croissance démographique régionale la plus rapide du continent entre 2017 et 2023, avec une augmentation de 28 millions d'habitants, soit une hausse d'environ 20 %. Malgré l'amélioration de l'accès à des modes de cuisson propres pour 7 millions de personnes, soit une augmentation de 41 %, cela n'a pas permis de répondre de manière significative aux besoins de la population non desservie de la région. Les déficits en infrastructures et les contraintes économiques ont exacerbé les défis liés à la croissance démographique rapide. Plus précisément, en République démocratique du Congo, même si la population a augmenté de près de 18 millions d'habitants, le taux de couverture en cuisson propre reste d'environ 6 %, ce qui ne reflète qu'une augmentation marginale du nombre absolu d'utilisateurs. Les limitations infrastructurelles persistantes, les difficultés économiques et les conflits en cours constituent des obstacles majeurs à l'expansion de l'utilisation de combustibles propres dans le pays. Au Cameroun, la couverture s'est légèrement améliorée de neuf points de pourcentage, mais la population a également augmenté de plus de 4 millions d'habitants. Les réseaux d' s de distribution restent concentrés dans les zones urbaines, laissant les régions rurales confrontées à d'importants obstacles logistiques.

En **Afrique de l'Est**, la population a considérablement augmenté, avec environ 64 millions de personnes supplémentaires entre 2017 et 2023, soit une croissance de 17 %. L'accès à des modes de cuisson propres a augmenté de manière notable, passant de 50 millions à 81 millions de personnes, soit une augmentation de 62 % du nombre d'utilisateurs de modes de cuisson propres. Malgré ces progrès, le nombre de personnes dépendantes de combustibles polluants reste élevé en raison de la croissance démographique rapide. L'Éthiopie a vu à elle seule son population augmenter de plus de 18 millions de personnes au cours de cette période, et bien que la proportion de ménages utilisant des moyens de cuisson propres ait presque doublé, le faible niveau de départ signifie que la grande majorité continue de dépendre de la biomasse traditionnelle. Le Kenya a vu son taux d'accès à des moyens de cuisson propres doubler en six ans, grâce en grande partie à l'expansion de la distribution de GPL et à des initiatives innovantes en matière de fourneaux. Néanmoins, la croissance démographique du Kenya, qui a dépassé les 6 millions d'habitants, a maintenu le nombre absolu de personnes sans accès à des moyens de cuisson propres à un niveau considérable.

La croissance démographique rapide influence considérablement les progrès vers l'accès universel à des modes de cuisson propres en Afrique. Chaque année, des millions de jeunes Africains fondent un nouveau foyer, qui a besoin de solutions de cuisson modernes et abordables. Sans accès facile à des combustibles propres et à des fourneaux améliorés, ces foyers dépendent inévitablement des sources de biomasse traditionnelles telles que le bois et le charbon de bois. À mesure que la population continue de croître, en particulier dans les banlieues urbaines et les régions rurales, les réseaux de distribution existants pour le GPL, l'électricité et les fourneaux à biomasse améliorés sont de plus en plus sollicités. Il est très difficile de développer rapidement les infrastructures nécessaires pour répondre aux besoins des ménages existants et des nouveaux ménages. Les contraintes financières et politiques compliquent encore la situation, car de nombreux gouvernements des pays en développement ont du mal à financer et à mettre en oeuvre des initiatives à grande échelle en faveur de la cuisson propre à un rythme adapté à la croissance démographique. Des programmes de subventions efficaces, des campagnes de sensibilisation et des partenariats solides avec le secteur privé doivent être mis en place encore plus rapidement afin d'éviter une accumulation croissante de ménages non desservis. En outre, les disparités entre les zones rurales et urbaines ajoutent une autre couche de complexité : si l'urbanisation élevée peut faciliter la distribution de combustibles plus propres, la croissance rapide des zones périurbaines et des quartiers informels, associée à des taux de fécondité rural toujours élevés, dépasse souvent la mise en oeuvre des politiques, ce qui complique les efforts visant à garantir un accès équitable à des modes de cuisson propres.

4.4. DISPARITÉS ENTRE ZONES URBAINES ET RURALES EN MATIÈRE D'ACCÈS À DES MODES DE CUISSON PROPRES

Des disparités marquées persistent entre les populations urbaines et rurales, en particulier dans les régions où les ressources et les infrastructures sont limitées. Si certaines régions, comme l'Afrique du Nord, ont réalisé des progrès louables, de vastes parties de l'Afrique centrale, orientale, australe et occidentale accusent un retard considérable. La compréhension de ces disparités entre les zones urbaines et rurales permet de mieux comprendre l'impact des politiques, des infrastructures, de l'accessibilité financière et de la démographie sur l'accès à des modes de cuisson propres (Figure 19 - Figure 24).

Figure 19: Accès des modes de cuisson propres en milieu urbain en Afrique

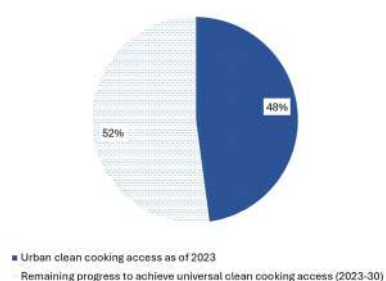


Figure 20: Accès des modes de cuisson propres en milieu rural en Afrique

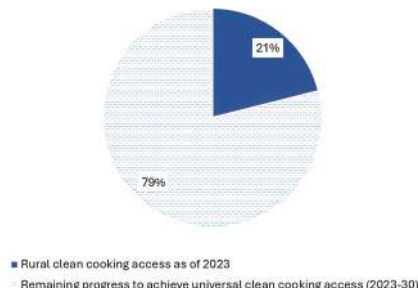


Figure 21: Accès des modes de cuisson propres en milieu urbain en Afrique centrale, orientale, australe et occidentale

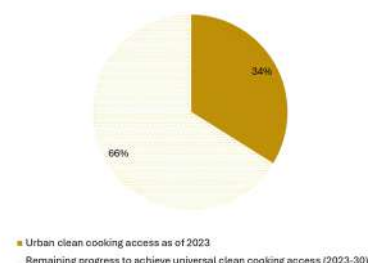


Figure 22: Accès des modes de cuisson propres en milieu rural en Afrique centrale, orientale, australe et occidentale

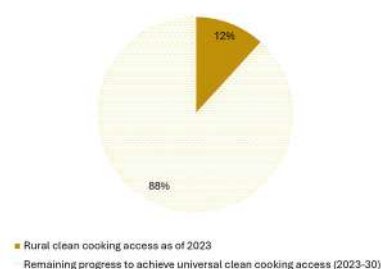


Figure 23: Accès des modes de cuisson propres en milieu urbain en Afrique du Nord

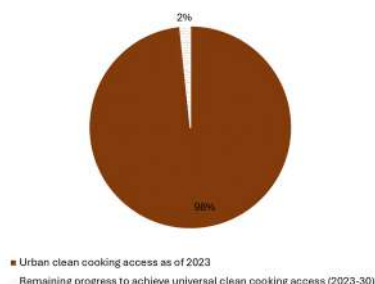
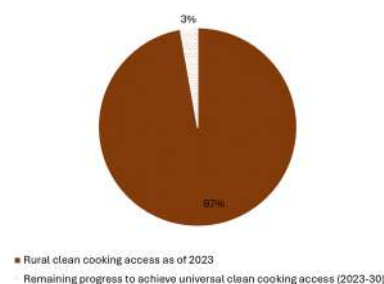


Figure 24: Accès des modes de cuisson propres en milieu rural en Afrique du Nord



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025



RÉGIONS DÉVELOPPÉES :

ACCÈS QUASI UNIVERSEL EN AFRIQUE DU NORD

L'Afrique du Nord offre un exemple éloquent de l'accès quasi universel à des modes de cuisson propres, avec une couverture atteignant 98 % en 2023. Cette réussite résulte de plusieurs facteurs interdépendants. Des politiques gouvernementales efficaces et des subventions ont considérablement favorisé l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié (GPL) grâce à des programmes de subventions soigneusement structurés, réduisant ainsi les coûts pour les consommateurs et facilitant la transition depuis les combustibles issus de la biomasse. En outre, des cadres politiques proactifs ont garanti que cette transition soit à la fois réalisable et attrayante pour les ménages.

La région bénéficie considérablement de réseaux de distribution d'énergie bien établis. Les zones urbaines, en particulier, disposent d'infrastructures solides, notamment de systèmes fiables de distribution de combustible et d'électricité. En outre, la collaboration entre les secteurs privé et public a considérablement amélioré la distribution sur le dernier kilomètre, permettant même aux ménages des petites villes d'accéder à des combustibles modernes. Les avantages des infrastructures urbaines, tels que la densité de population, jouent également un rôle crucial en permettant la mise en place de chaînes d'approvisionnement rentables pour le GPL, l'électricité et d'autres technologies de cuisson propres. Les revenus moyens plus élevés et l'emploi formel plus important dans les zones urbaines renforcent encore l'accessibilité financière et physique des solutions énergétiques modernes. Néanmoins, les populations rurales d'Afrique du Nord continuent de faire face à des défis, bien que ceux-ci soient nettement moins graves que dans d'autres régions du continent. Le succès de l'Afrique du Nord souligne l'importance cruciale des subventions ciblées, de l'urbanisation et de chaînes d'approvisionnement solides pour atteindre des taux élevés d'adoption de modes de cuisson propres.



RÉGIONS MOINS DÉVELOPPÉES :

ACCÈS LIMITÉ ET FORTE DÉPENDANCE AUX COMBUSTIBLES POLLUANTS

Contrairement au succès de l'Afrique du Nord, des régions telles que l'Afrique centrale, orientale, australe et occidentale sont confrontées à un accès limité à des modes de cuisson propres et à une dépendance persistante aux combustibles traditionnels issus de la biomasse, notamment le bois, le charbon de bois et les résidus de cultures. Si les zones urbaines de ces régions bénéficient généralement d'un accès légèrement meilleur que les villages ruraux, des écarts importants persistent.

En Afrique de l'Est, les réalités urbaines et rurales sont très différentes. Dans des villes comme Nairobi et Addis-Abeba, certains ménages sont passés aux briquettes de charbon de bois ou au GPL, mais les régions rurales et périurbaines sont confrontées à de graves problèmes d'accessibilité financière en raison des goulets d'étranglement dans le transport et la distribution. Bien qu'il existe des programmes de subvention du GPL menés par les pouvoirs publics et des initiatives du secteur privé, ceux-ci manquent souvent de soutien financier ou de portée suffisante pour apporter des changements significatifs dans les communautés rurales.

L'Afrique de l'Ouest illustre également cette fracture. Les grandes villes, telles que Lagos, Accra et Abidjan, constituent des centres de distribution essentiels pour les combustibles et les fourneaux améliorés. La demande urbaine en combustibles plus propres peut entraîner des économies d'échelle et faire baisser progressivement les prix dans les zones environnantes. Cependant, les zones rurales continuent d'accuser un retard important, principalement en raison de l'insuffisance des infrastructures et de l'accès limité au marché.

L'Afrique centrale est également confrontée à des disparités urbaines-rurales prononcées. Alors que des villes comme Kinshasa et Yaoundé ont modestement adopté le GPL et amélioré les fourneaux à biomasse, les régions rurales n'y ont généralement qu'un accès minimal, voire nul. Ces zones souffrent de défis logistiques et d'un soutien politique insuffisant, combinés à des taux de pauvreté élevés, des initiatives gouvernementales limitées et des chaînes d'approvisionnement inefficaces, ce qui perpétue

une dépendance généralisée aux combustibles issus de la biomasse, souvent moins chers à court terme mais plus coûteux pour la santé et l'environnement.

L'Afrique australe met en évidence un écart important entre l'accès en milieu urbain et rural, avec un accès à des modes de cuisson propres de 59 % en milieu urbain contre seulement 23 % en milieu rural. Les différences économiques contribuent de manière significative à cette disparité, car les revenus plus élevés et les meilleures possibilités d'emploi en milieu urbain rendent les combustibles et les appareils de cuisson modernes plus accessibles dans les villes. En outre, les centres urbains bénéficient de la proximité des dépôts de combustible, des réseaux électriques et des points de vente au détail. En revanche, les régions rurales manquent souvent de chaînes d'approvisionnement fiables en GPL ou de fourneaux efficaces. De plus, les politiques et les programmes de subventions dans des pays tels que l'Afrique du Sud, le Botswana et la Namibie ne parviennent souvent pas à s'étendre de manière adéquate aux zones rurales, où les coûts logistiques sont plus élevés et les capacités administratives plus limitées.

4.5. TYPES DE COMBUSTIBLES ET ADOPTION DES TECHNOLOGIES : PASSER DE SOLUTIONS POLLUANTES À DES SOLUTIONS PROPRES

L'accès à des modes de cuisson propres reste un défi majeur en Afrique, avec de grandes disparités entre les régions et entre les zones urbaines et rurales. Malgré des progrès graduels ces dernières années, la majorité des ménages en Afrique centrale, orientale, australe et occidentale dépendent encore de combustibles polluants (biomasse (bois, charbon de bois), kérosène ou charbon) pour leurs besoins quotidiens en cuisson. En revanche, l'Afrique du Nord a presque entièrement adopté des combustibles plus propres comme le GPL (gaz de pétrole liquéfié) et, dans les zones urbaines, l'électricité. Il est essentiel de comprendre la composition actuelle des combustibles utilisés et la voie à suivre pour assurer la transition afin d'atteindre les objectifs de santé publique, d'atténuer la dégradation de l'environnement et de réaliser les objectifs de la région en matière de cuisson propre d'ici 2030.

● Prévalence des combustibles polluants

- **Combustibles traditionnels issus de la biomasse** : le bois, le charbon de bois et les résidus agricoles restent les combustibles les plus couramment utilisés pour la cuisson en Afrique centrale, orientale, australe et occidentale, en particulier dans les zones rurales où jusqu'à 90 % des ménages dépendent de ces sources polluantes.
- **Kérosène et charbon** : Bien que moins répandus que le bois ou le charbon de bois, le kérosène et le charbon sont utilisés par certains ménages à faible et moyen revenu, principalement en milieu urbain. Ils contribuent de manière significative à la pollution de l'air intérieur et présentent des risques distincts pour la sécurité (par exemple, brûlures, explosions).

● Combustibles et technologies modernes

- **GPL (gaz de pétrole liquéfié)**
 - o **Afrique du Nord** : dans des pays comme l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, le GPL couvre plus de 90 % des besoins des ménages en matière de cuisson, grâce à des programmes de subventions bien établis et à une infrastructure de distribution solide.
 - o **Reste de l'Afrique** : son adoption est en hausse dans des villes telles que Lagos (Nigeria), Accra (Ghana) et Nairobi (Kenya), mais son utilisation reste limitée dans les zones rurales en raison de son coût et des difficultés logistiques.
- **Électricité et cuisson électrique**
 - o **Pôles urbains** : les ménages des zones plus aisées ou bien raccordées au réseau électrique utilisent de plus en plus des plaques électriques, des fourneaux à induction ou des autocuiseurs électriques (EPC).
 - o **Mini-réseaux et solutions hors réseau** : Les mini-réseaux solaires et les systèmes alimentés par batterie font lentement leur apparition dans les zones reculées, mais les coûts d'investissement initiaux élevés et l'approvisionnement peu fiable freinent souvent leur adoption.

• Éthanol et biogaz

- o **Alternatives émergentes** : certaines régions (par exemple, certaines parties de l'Éthiopie et du Kenya) testent des fourneaux à l'éthanol, tandis que les digesteurs de biogaz à petite échelle semblent prometteurs dans certaines communautés agricoles spécifiques. Cependant, ces combustibles restent marginaux par rapport au GPL ou à l'électricité.

■ Cumul des combustibles et transitions partielles

Malgré la disponibilité croissante de solutions de cuisson plus propres, de nombreux ménages continuent d'utiliser un mélange de combustibles propres et polluants, une pratique communément appelée « cumul des combustibles ». Si ce phénomène est parfois considéré comme une simple phase de transition, le cumul des combustibles peut être plus profondément ancré dans les réalités culturelles, pratiques et économiques des ménages²¹.

Pour de nombreuses familles, la décision de conserver l'accès aux combustibles traditionnels pour la cuisson est motivée par des préoccupations liées à la fiabilité et à l'accessibilité financière des alternatives modernes. L'approvisionnement en combustibles propres tels que le gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou l'électricité peut être imprévisible, et les ménages peuvent conserver un poêle à bois ou à charbon en réserve pour se prémunir contre les hausses de prix, les pénuries de bouteilles de GPL ou les coupures d'électricité. Les contraintes budgétaires jouent également un rôle important. Pour les familles à faible revenu, le coût initial d'une bouteille de GPL pleine peut être prohibitif. En revanche, les combustibles issus de la biomasse, tels que le charbon de bois ou le bois de chauffage, peuvent souvent être achetés en quantités plus petites et plus faciles à gérer, ce qui en fait un choix pratique lorsque les finances sont serrées.

Les traditions culturelles et les préférences culinaires contribuent également à maintenir l'utilisation de combustibles polluants. Certains plats sont considérés comme plus savoureux lorsqu'ils sont cuits lentement sur un feu de bois ou de charbon de bois, et les combustibles issus de la biomasse sont souvent réservés aux occasions spéciales ou aux repas élaborés. Les poêles traditionnels sont souvent considérés comme plus adaptés à la cuisson longue ou communautaire, les combustibles modernes n'étant pas considérés comme des substituts, mais comme des compléments aux pratiques ancestrales.

La structure et la dynamique au sein des ménages influencent également le choix des combustibles. Les femmes sont souvent les principales cuisinières, mais elles n'ont pas toujours leur mot à dire dans les décisions relatives aux dépenses du ménage. Cela peut limiter l'accès régulier à des combustibles propres, même lorsque des appareils modernes sont disponibles. En outre, les avantages pratiques du stockage des combustibles ne peuvent être négligés, en particulier dans les ménages qui doivent gérer plusieurs besoins en matière de cuisson. Par exemple, une famille peut utiliser un fourneau au GPL pour les repas rapides de tous les jours, tout en recourant à un fourneau à charbon de bois pour les aliments de base qui nécessitent un temps de cuisson plus long.

Pour promouvoir efficacement l'utilisation exclusive de combustibles propres, les interventions doivent aller au-delà des messages sanitaires. Les programmes qui mettent en avant l'adéquation culturelle, les économies à long terme et la fiabilité ont plus de chances d'être adoptés. Les innovations en matière de conception des produits, telles que les appareils adaptés aux méthodes de cuisson traditionnelles, peuvent faciliter leur adoption. De même, des modèles de financement flexibles tels que le paiement à l'utilisation (PAYG) et la microfinance peuvent aider les ménages à surmonter les obstacles financiers à l'utilisation durable de combustibles propres.

Enfin, la collecte continue de données et le suivi des comportements sont essentiels. Les outils d'enquête développés par des organisations telles que la Clean Cooking Alliance²² peuvent aider les entreprises et les décideurs à suivre l'évolution des préférences des ménages, afin de garantir que les interventions en faveur d'une cuisson propre restent adaptées, ciblées et efficaces.

21 - April Warren et Colm Fay, « Uncovering Fuel Stacking Behaviors and Preferences: A Survey Tool for Clean Cooking Enterprises » (Découvrir les comportements et les préférences en matière d'empilement de combustibles : un outil d'enquête pour les entreprises de cuisson propre), Clean Cooking Alliance, 16 septembre 2024. <https://cleancooking.org/news/uncovering-fuel-stacking-behaviors-and-preferences-a-survey-tool-for-clean-cooking-enterprises/>.

22 - Clean Cooking Alliance, « Réduire l'empilement de combustibles – Un outil d'enquête pour l'industrie de la cuisson propre », 16 septembre 2024, <https://cleancooking.org/reports-and-tools/reducing-fuel-stacking-a-survey-tool-for-the-clean-cooking-industry/>.

● Politiques et investissements pour une transition durable vers une cuisson propre

Accélérer la transition vers une cuisson propre nécessite une combinaison de solutions à court terme et de réformes structurelles à long terme. Du point de vue des politiques et des investissements, une approche intégrée doit être adoptée, qui aborde simultanément les infrastructures, l'accessibilité financière, les changements de comportement et l'innovation.

Une infrastructure solide est fondamentale pour la transition vers une cuisson propre. L'extension des systèmes de stockage et de distribution de combustibles propres, par exemple en investissant dans des terminaux d'importation de GPL, des stations de remplissage de bouteilles et des réseaux de distribution ruraux, peut atténuer les contraintes d'approvisionnement et améliorer l'accessibilité. Dans le même temps, l'amélioration de l'accès à l'électricité, notamment par l'extension du réseau et des solutions décentralisées telles que les mini-réseaux, est essentielle pour libérer le potentiel de la cuisson électrique, en particulier dans les zones périurbaines et rurales où la fiabilité reste un problème.

Le coût reste un obstacle pour de nombreux ménages, ce qui rend indispensables des solutions de financement stratégiques. Des subventions ciblées pour le GPL ou le financement partiel d'appareils de cuisson électriques peuvent aligner le coût des combustibles propres sur celui des options polluantes telles que le charbon de bois, voire le rendre inférieur. Parallèlement, des modèles financiers innovants, tels que le microfinancement et le paiement à l'utilisation (PAYGOO), ont donné des résultats prometteurs dans des pays comme l'Ouganda et le Kenya. Ces mécanismes permettent aux ménages d'adopter des technologies plus propres sans avoir à supporter des coûts initiaux élevés, en étalant les paiements dans le temps par versements échelonnés et gérables.

La technologie et l'accès ne suffisent pas à eux seuls s'ils ne s'accompagnent pas d'une acceptation par les consommateurs et d'un changement de comportement. Les démonstrations communautaires, les initiatives de formation et les campagnes médiatiques adaptées au contexte local jouent un rôle clé pour lutter contre le scepticisme, sensibiliser aux impacts sur la santé et mettre en avant les gains de temps. Pour renforcer cette transition, les gouvernements et les acteurs du développement doivent également s'attacher à établir et à faire respecter des normes de qualité pour les fourneaux et les appareils. L'assurance de la qualité de l' protège non seulement les consommateurs contre les produits peu performants, mais renforce également la confiance à long terme dans les technologies de cuisson propres.

L'innovation continue est essentielle pour répondre aux besoins diversifiés des ménages et élargir l'éventail des combustibles disponibles. La promotion de combustibles alternatifs tels que l'éthanol, le biogaz et les briquettes dérivées de déchets agricoles peut offrir des options durables et adaptées aux conditions locales. Dans les contextes où le passage immédiat à un autre combustible n'est pas viable, l'amélioration des fourneaux à biomasse constitue une solution provisoire intéressante. Ces fourneaux avancés réduisent la consommation de combustible et diminuent considérablement les émissions nocives, offrant ainsi aux ménages une alternative plus propre tout en jetant les bases d'une transition future vers des énergies modernes.

4.6. FINANCEMENT ET POLITIQUES POUR UN ACCÈS UNIVERSEL À DES MODES DE CUISSON PROPRES

Pour garantir l'accès universel à des modes de cuisson propres en Afrique, il faudrait environ 4 milliards de dollars par an. Des mécanismes de financement innovants et des interventions politiques sont essentiels pour combler ce déficit²³. Ce déficit souligne la nécessité de mécanismes de financement innovants et d'interventions politiques adaptés aux divers contextes du continent. La couverture quasi universelle en Afrique du Nord contraste fortement avec le reste de l'Afrique, où les lacunes en matière d'accessibilité financière et d'infrastructures persistent. Vous trouverez ci-dessous les principales stratégies et des exemples illustratifs par pays.

23- Groupe de la Banque africaine de développement, « COP29 : le manque d'accès à des modes de cuisson propres expose des millions de personnes en Afrique à des risques mortels, les dirigeants appellent à agir », 13 novembre 2024. <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/cop29-lack-clean-cooking-access-poses-deadly-risks-millions-africa-leaders-urge-action-78534>

● Financement mixte et subventions ciblées

Le financement mixte combine des capitaux publics, privés et philanthropiques afin d'élargir le pool de ressources disponibles pour les initiatives en faveur de la cuisson propre. Les subventions ciblées, en particulier pour les solutions de cuisson au GPL et à l'électricité, peuvent combler les lacunes en matière d'accessibilité financière pour les populations à faible revenu.

1.Maroc : subventions à grande échelle pour le butane (GPL)

- o **Contexte politique** : le programme marocain de subvention du butane, en place depuis des décennies, stabilise les prix du GPL et les maintient à un niveau abordable²⁴.
- o **Enseignement clé** : des mécanismes de subvention prévisibles encouragent les investissements du secteur privé dans les infrastructures de stockage et de distribution.

2.Ghana: politique nationale de promotion du GPL

- o **Contexte politique** : Le programme ghanéen de promotion du GPL en milieu rural (RLPGPP) vise à accroître la couverture du GPL²⁵. Le gouvernement accorde des subventions partielles et des incitations fiscales aux importateurs et distributeurs de GPL ; les entreprises privées bénéficient également de prêts concessionnels accordés par des banques de développement pour étendre leurs réseaux de vente au détail.
- o **Enseignement clé** : un soutien public bien structuré peut catalyser la participation du secteur privé et accélérer l'utilisation du GPL.

● Partenariats public-privé (PPP) pour une cuisson propre

Les PPP mobilisent des ressources, répartissent les risques et apportent l'expertise des secteurs public et privé. En Afrique subsaharienne, les modèles de partage des risques proposés par des entités telles que la Banque africaine de développement (BAfD) et la Banque mondiale peuvent attirer des capitaux privés vers des marchés généralement mal desservis.

1.Kenya: fabrication et distribution de fourneaux propres

- o **Approche PPP** : Le gouvernement kenyan s'est associé à des ONG internationales et à des fabricants privés (par exemple, Burn Manufacturing) pour développer des fourneaux à biomasse à haut rendement²⁶.
- o **Enseignement clé** : en atténuant le risque d'investissement grâce à des garanties partielles et à des subventions pour le développement du marché, les PPP peuvent stimuler la fabrication locale et créer des chaînes d'approvisionnement durables.

2.Rwanda: partenariats pour la transition vers des modes de cuisson modernes

- o **Approche PPP** : Dans le cadre de sa transition plus large vers l'abandon de la biomasse, le gouvernement rwandais collabore avec des partenaires au développement (par exemple, GIZ), des organisations philanthropiques et des entreprises privées pour tester et développer des solutions de cuisson électrique (e-cooking)²⁷.
- o **Enseignement clé** : Le partage des risques et l'assistance technique dans le cadre des PPP peuvent stimuler la demande du marché pour de nouvelles technologies de cuisson. L'approche multipartite du Rwanda, qui combine le leadership du gouvernement, le financement des bailleurs de fonds et les réseaux de distribution privés, contribue à sensibiliser les consommateurs et à réduire le coût des appareils de cuisson avancés au fil du temps.

24- Kanyako, F., Lamontagne, J., Baker, E., Turner, S., & Wild, T. (2023). Saisonnalité et commerce sur les marchés de l'électricité à forte intensité hydroélectrique : une étude de cas avec le West Africa Power Pool (WAPP). *Applied Energy*, 329, 120214.

25- Adjei-Mantey, K., Takeuchi, K., & Quartey, P. (2021). Impact du programme de promotion du GPL au Ghana : le rôle de la distance pour se réapprovisionner. *Energy Policy*, 158, 112578.

26- Climate Impact Partners. (n.d.). Burn Efficient Cookstoves, Kenya, <https://www.climateimpact.com/global-projects/burn-efficient-cookstoves-kenya/>.

27- Ntivunwa, S. D. (2022). Plan d'action : la transition du Rwanda vers des modes de cuisson modernes. Modern Energy Cooking Services (MECS). <https://mecs.org.uk/wp-content/uploads/2023/01/Plan-of-Action-Rwandas-transition-to-modern-energy-cooking.pdf>.

● Modèles tarifaires innovants et microfinancement

Les coûts initiaux élevés dissuadent souvent les ménages à faible revenu d'adopter des technologies de cuisson propres. Les systèmes de paiement à l'utilisation (PAYGOO), les microcrédits et les tarifs échelonnés peuvent rendre les fourneaux, les bouteilles de GPL et les solutions de cuisson électrique plus abordables.

1.Tanzanie: KopaGas

- o **Modèle de financement** : KopaGas a introduit une solution PAYGO qui utilise des compteurs intelligents installés sur les bouteilles de GPL, permettant aux ménages d'acheter du combustible de cuisson par petites quantités abordables (par exemple, par jour ou par repas).
- o **Enseignement clé** : en permettant des paiements modestes et flexibles, le modèle PAYGO réduit considérablement les obstacles financiers au passage du charbon de bois ou du bois de chauffage au GPL. Cette approche peut accélérer l'adoption dans les zones urbaines et périurbaines à faible revenu.

2.Éthiopie : microcrédit pour l'amélioration des fourneaux à biomasse

- o **Modèle de financement** : le programme national éthiopien pour l'amélioration des fourneaux (National Improved Cookstoves Program) s'associe à des institutions de microfinance pour accorder des microcrédits destinés à l'achat de fourneaux²⁸.
- o **Enseignement clé** : même des fours à biomasse améliorés simples peuvent gagner du terrain lorsque des prêts à court terme ou des options de paiement échelonné sont proposés aux ménages à faibles revenus.

● Programmes géo-spatialement ciblés

L'utilisation stratégique de la cartographie SIG et des données socio-économiques permet aux gouvernements et aux bailleurs de fonds d'acheminer les ressources là où elles sont le plus nécessaires, c'est-à-dire dans les zones rurales pauvres en infrastructures ou dans les zones périurbaines en pleine expansion.

1.Nigeria: déploiement du GPL dans les régions mal desservies

- o **Approche géospatiale** : le plan national d'expansion du GPL combine des cartes de densité de population et des données sur la distribution de combustible afin de donner la priorité aux États où l'accès est limité²⁹.
- o **Enseignement clé** : la planification fondée sur les données optimise les investissements dans les centres de distribution de bouteilles et les corridors de transport.

2.Mozambique : projet pilote d'électrification et de cuisson propre

- o **Approche géospatiale** : le Fonds pour l'énergie du Mozambique (Funae) déploie des mini-réseaux solaires dans les provinces reculées, permettant ainsi des essais limités mais croissants de cuisson électrique³⁰.
- o **Enseignement clé** : la superposition des données sur l'électrification et des indicateurs socio-économiques permet de déterminer précisément où la cuisson électrique peut être testée et déployée à grande échelle.

28- Ministère de l'eau et de l'énergie de l'Éthiopie, Programme national pour l'amélioration des fourneaux (NICSP), Clean Cooking Alliance, consulté le 30 mars 2025. <https://cleancooking.org/sector-directory/ministry-of-water-and-energy-of-ethiopia-national-improved-cookstoves-program-nicsp/>.

29 - Agence internationale de l'énergie (AIE), Cadre pour la mise en oeuvre du mécanisme d'intervention pour le programme national d'expansion du gaz, consulté le 30 mars 2025. <https://www.iea.org/policies/13420-framework-for-the-implementation-of-intervention-facility-for-the-national-gas-expansion-programme>.

30 - Carlos Sakyi-Nyarko et al., Évaluation du marché de la cuisson électrique au Mozambique, Modern Energy Cooking Services (MECS) et Energising Development (EnDev), février 2022. <https://mecs.org.uk/wp-content/uploads/2022/02/MECS-EnDev-Mozambique-eCooking-Market-Assessment.pdf>.

1. Afrique du Nord

- o **Maintenance à couverture élevée** : des pays comme l'Algérie, l'Égypte et la Tunisie affichent déjà une couverture proche de 100 %. Les décideurs se concentrent désormais sur le maintien des subventions et la modernisation des réseaux de distribution.
- o **Diversification** : dans le cadre d'une transition énergétique plus large, les gouvernements d'Afrique du Nord explorent la diversification vers des alternatives plus écologiques au GPL (par exemple, le bio-GPL) et la cuisson électrique avec des tarifs en fonction de l'heure d'utilisation afin de stabiliser la demande sur le réseau.

2. Reste de l'Afrique

- o **Financements concessionnels et subventions** : les niveaux de pauvreté élevés et les déficits en infrastructures nécessitent des financements concessionnels plus importants de la part d'entités telles que la BAD, la Banque mondiale et les donateurs bilatéraux.
- o **Chaînes d'approvisionnement localisées** : Il est essentiel d'encourager la fabrication locale (par exemple, de biomasse améliorée ou de fourneaux électriques) afin de réduire les coûts et de mettre en place un écosystème résilient aux fluctuations du marché international.

4.7. CONCLUSION: L'URGENCE D'AGIR

Sans une intervention immédiate et coordonnée, plus d'un milliard d'Africains dépendront encore de combustibles polluants d'ici 2030³¹. Un tel scénario présente des risques graves pour la santé publique, l'égalité de genre et l'environnement. L'accès à des modes de cuisson propres n'est pas seulement une question énergétique, c'est aussi un impératif de santé publique, un catalyseur de développement et un facteur essentiel pour atteindre les objectifs climatiques et environnementaux.

Le coût de l'inaction est énorme. La pollution de l'air domestique due à la biomasse, au charbon de bois et au kérosène est l'une des principales causes de maladies respiratoires, touchant de manière disproportionnée les femmes et les enfants qui passent plus de temps près des fourneaux domestiques. Le temps et le travail nécessaires pour collecter le combustible entravent encore davantage l'accès à l'éducation, réduisent la productivité et compromettent les possibilités d'amélioration économique, en particulier pour les femmes. Parallèlement, la récolte non durable de la biomasse accélère la déforestation, contribue à la dégradation des sols et sape la résilience climatique, exacerbant ainsi des écosystèmes déjà fragiles.

Si l'Afrique du Nord a fait des progrès significatifs, avec un accès quasi universel au GPL et à l'électricité, ces avancées ne reflètent qu'une partie de la réalité. Le reste du continent est confronté à des défis importants et variés. L'Afrique centrale, orientale, australe et occidentale continue de faire face à de profondes lacunes en matière d'infrastructures, à des contraintes financières et à une croissance démographique qui menace de dépasser les progrès actuels en matière d'accès. Ces nuances régionales exigent des solutions adaptées et pertinentes au niveau local, soutenues par une collaboration entre les pays et une volonté politique.

Dans ce contexte, le champion de l'Union africaine (UA) pour « l'accès à une cuisson propre » a un rôle essentiel à jouer. En tant que voix unificatrice et défenseur politique, le champion peut mobiliser les dirigeants de haut niveau, définir les priorités continentales et coordonner les partenariats régionaux et internationaux afin d'accélérer les progrès. En plaidant en faveur d'une cuisson propre comme enjeu central du développement et du climat, ce rôle peut apporter visibilité, ressources et urgence à un domaine longtemps relégué à la périphérie des discussions sur l'énergie.

31 - Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), Clean Cooking in NDCs Offer Opportunities to Reach SDG7 and Climate Goals, janvier 2025. <https://www.irena.org/News/expertinsights/2025/Jan/Clean-Cooking-in-NDCs-Offer-Opportunities-to-Reach-SDG7-and-Climate-Goals>.

RECOMMANDATIONS POUR UNE ACTION ACCÉLÉRÉE

- 1. Donner la priorité à la cuisson propre au même titre que l'électricité :** les gouvernements et les décideurs doivent reconnaître la cuisson propre comme un élément central des stratégies énergétiques nationales. Il est essentiel d'allouer des ressources à la distribution de fourneaux, aux chaînes d'approvisionnement en combustible et aux politiques de soutien afin d'atteindre une couverture universelle parallèlement à des objectifs plus larges en matière d'électrification.
- 2. Augmenter les investissements internationaux et privés :** Les partenaires au développement et les investisseurs privés devraient augmenter considérablement leur financement en faveur de la cuisson propre. Des modèles de financement mixte, des mécanismes de partage des risques et des PPP solides peuvent débloquent les capitaux nécessaires à l'expansion des infrastructures, à l'innovation en matière de fourneaux et à la distribution du dernier kilomètre.
- 3. Tirer parti des subventions ciblées et des financements innovants :** les subventions directes, le microfinancement et les modèles de paiement à l'utilisation (PAYGO) sont essentiels pour rendre les combustibles de cuisson modernes abordables pour les ménages à faible revenu. Des approches ciblées, en particulier dans les zones reculées ou périurbaines, peuvent alléger la charge financière des familles, tout en garantissant que les subventions parviennent à ceux qui en ont le plus besoin.
- 4. Adopter des solutions décentralisées :** les technologies hors réseau et décentralisées (par exemple, les fourneaux solaires, les mini-réseaux pour la cuisson électrique, les digesteurs de biogaz) sont essentielles pour les populations rurales isolées. En adaptant les solutions au contexte local et en mobilisant les communautés, la décentralisation peut combler les lacunes en matière d'accès plus rapidement que les approches centralisées seules.
- 5. Promouvoir la collaboration régionale et internationale :** les efforts conjoints de l'Union africaine (UA) et les partenariats avec des organisations mondiales peuvent permettre de mettre en commun les ressources, d'harmoniser les normes, d'élaborer et de partager les meilleures pratiques. L'Afrique du Nord peut continuer à affiner ses modèles de cuisson propre au GPL et à l'électricité, tandis que le reste de l'Afrique peut adapter ces enseignements à ses contextes locaux.
- 6. Adopter une planification et un suivi fondés sur les données :** des analyses de données avancées, notamment la cartographie SIG, devraient permettre de déterminer où et comment déployer les ressources pour obtenir un impact maximal. Les pays d'Afrique du Nord peuvent utiliser les données pour optimiser la distribution du GPL et de l'électricité, tandis que l'Afrique centrale, orientale, australe et occidentale devrait se concentrer sur les zones à forte déficience et à forte densité de population.
- 7. Renforcer les capacités et sensibiliser :** les initiatives de renforcement des compétences des fabricants de fourneaux, des techniciens et des décideurs stimulent les marchés locaux de la cuisson propre. Les campagnes de sensibilisation du public peuvent aborder les préférences culturelles et expliquer les avantages sanitaires et économiques à long terme de la transition vers des combustibles non polluants.

PERSPECTIVES

L'objectif d'un accès universel à des modes de cuisson propres d'ici 2030 est ambitieux, mais réalisable. Pour y parvenir, il faudra un leadership audacieux, des investissements ciblés et des politiques adaptées aux différences régionales et aux réalités locales. Grâce aux enseignements tirés par l'Afrique du Nord en matière d'infrastructures et de conception des politiques, et aux innovations du reste du continent, qui s'appuie sur des approches communautaires et décentralisées, l'Afrique peut créer un modèle commun et évolutif pour la transition vers des modes de cuisson propres.

Le Champion de l'Union africaine pour la cuisson propre est à la tête de cet effort : il mobilise des ressources, harmonise les stratégies et donne une voix à l'un des défis les plus urgents mais les plus négligés du continent.

Le temps presse. Si la dynamique s'essouffle, plus d'un milliard de personnes en Afrique resteront dépendantes de la biomasse, du charbon de bois et du kérosène, au détriment de la santé, de l'équité et de l'environnement. Mais grâce à une action décisive et coordonnée, fondée sur des données, des financements et une volonté politique, l'Afrique peut combler le fossé en matière de cuisson propre. Cela permettra de sauver des vies, d'autonomiser les femmes, de stimuler la croissance économique et de protéger la planète pour les générations futures.



5

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE

5.1 INTRODUCTION

Le continent africain se trouve à un moment charnière dans ses efforts pour atteindre l'ODD 7. Malgré ses ressources solaires, éoliennes, hydrauliques et géothermiques abondantes, le paysage énergétique de l'Afrique est fortement caractérisé par de faibles taux d'électrification dans certaines régions et une dépendance persistante à la biomasse traditionnelle.

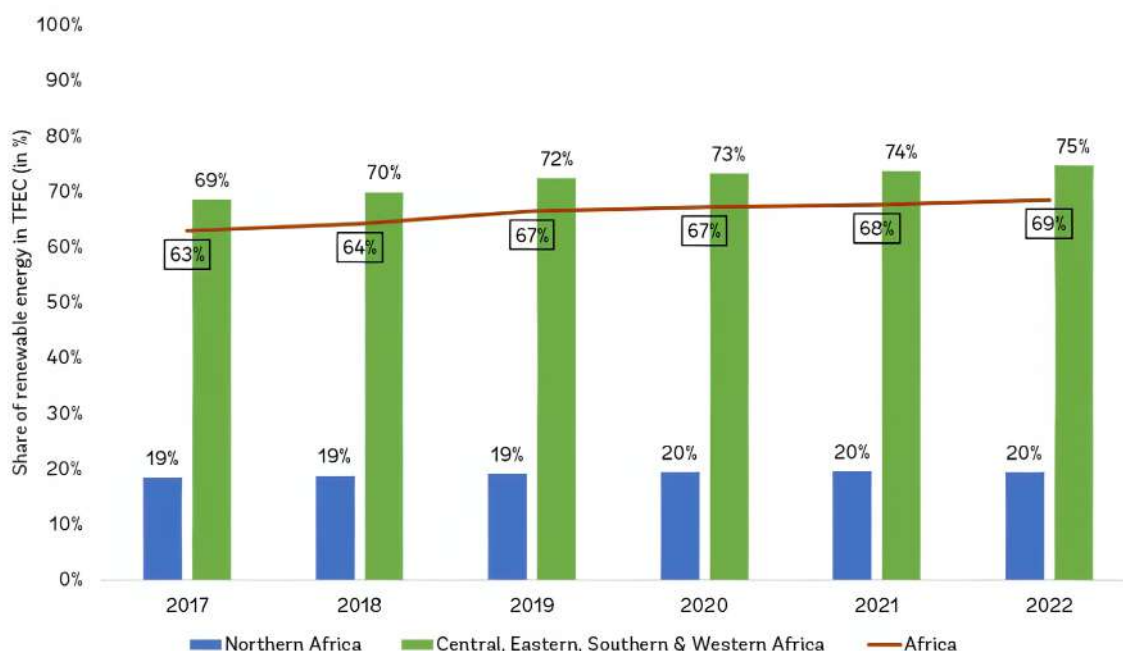
Cette dépendance gonfle les chiffres nominaux des énergies « renouvelables », mais n'entraîne que des progrès minimes dans la lutte contre la pollution atmosphérique, la déforestation et la pauvreté. Il est donc essentiel de passer d'une utilisation traditionnelle et inefficace de la biomasse à des énergies renouvelables modernes telles que l'hydroélectricité, l'énergie solaire, la géothermie et la bioénergie durable, non seulement pour des raisons environnementales et sanitaires, mais aussi pour le développement économique à long terme.

Dans ce contexte, la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie (CFE) varie considérablement d'un pays africain à l'autre. De nombreuses régions affichent des pourcentages relativement élevés – sur le papier – en raison de la consommation de biomasse, tandis que les énergies renouvelables modernes restent rares. Afin d'illustrer ces disparités et de mettre en évidence les voies d'amélioration, ce chapitre présente à la fois une vue d'ensemble du continent et une analyse approfondie de cinq sous-régions africaines. Sur la base des dernières données disponibles, nous évaluons dans quelle mesure les différents pays et régions modernisent leur mix énergétique, en mettant l'accent sur la production d'électricité (c'est-à-dire la part des énergies renouvelables dans la consommation d'électricité), la part des énergies renouvelables modernes dans la TFEC et le rôle émergent des énergies renouvelables dans le chauffage, le refroidissement et les transports.

5.2 APERÇU DE L'ADOPTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE

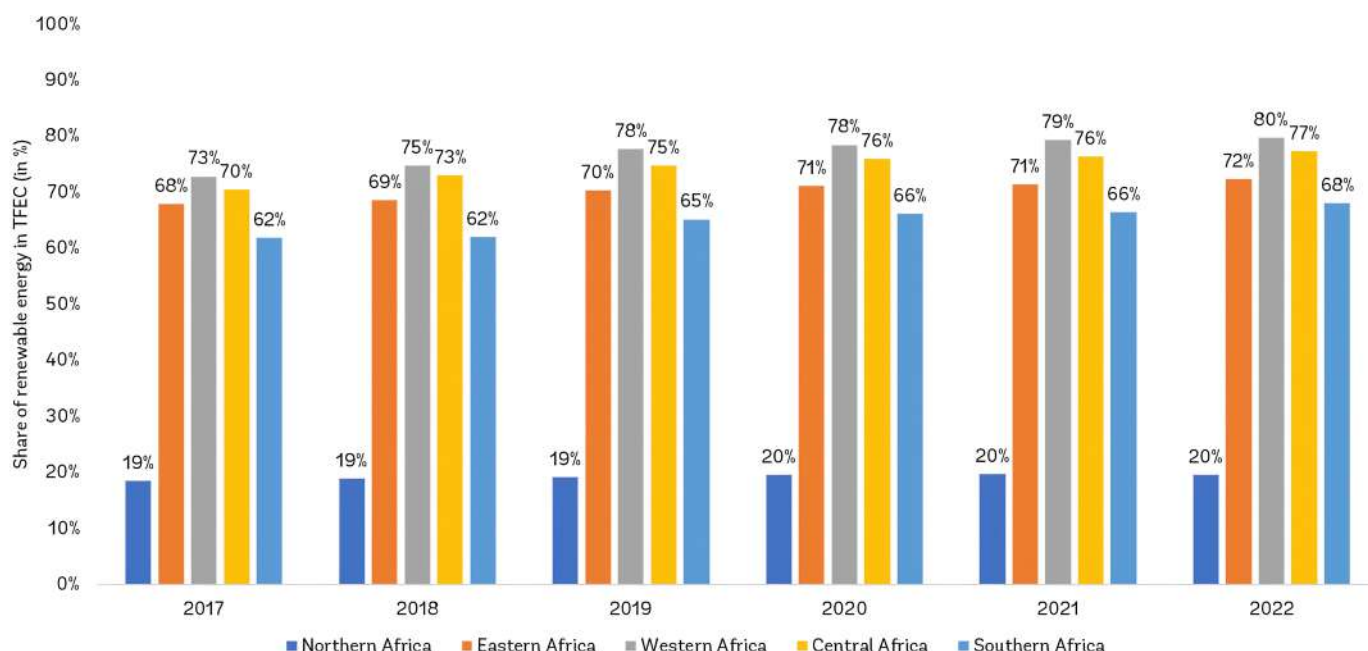
De 2017 à 2022, la part globale des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie (CFE) en Afrique a augmenté modérément, passant de **63 %** à **69 %** (Figure 25). Bien que cette tendance à la hausse reflète l'intérêt croissant pour les technologies et les mesures politiques en faveur des énergies renouvelables sur le continent, elle n'indique pas nécessairement une transition généralisée vers les énergies renouvelables modernes. Une grande partie de cette part est encore constituée de biomasse traditionnelle (par exemple, le bois et le charbon de bois) qui, bien que techniquement « renouvelable », aggrave souvent les problèmes environnementaux et de santé publique. Les comparaisons régionales révèlent des variations importantes tant au niveau des niveaux initiaux que des taux de changement (Figure 26).

Figure 25: SDG 7.2.1. Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, 2017-2022



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

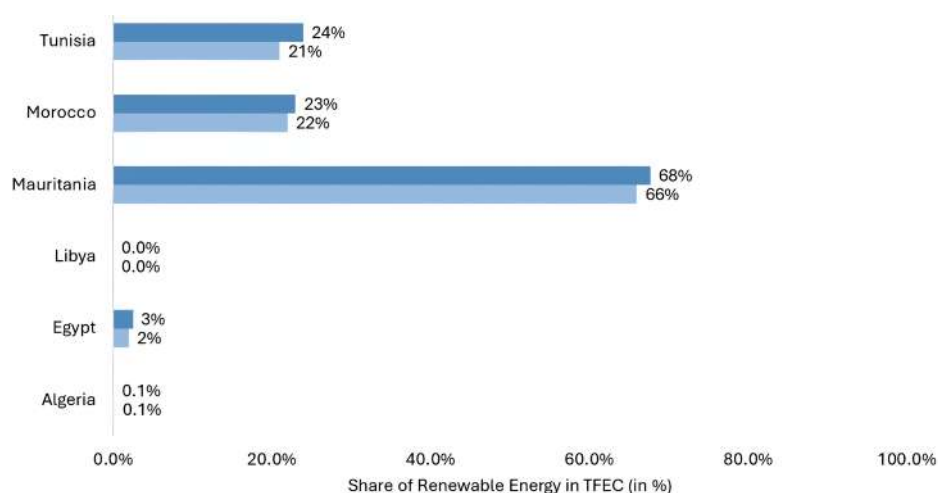
Figure 26: ODD 7.2.1. Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, par sous-région, 2017-2022



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

- **Afrique du Nord** : Avec une part des énergies renouvelables oscillant autour de **20 %** tout au long de cette période, l'Afrique du Nord reste à la traîne par rapport aux autres régions qui bénéficient d'une utilisation intensive de la biomasse. Malgré un fort potentiel solaire et éolien, la forte dépendance de la sous-région aux combustibles fossiles, combinée à d'importantes subventions, limite la croissance rapide des énergies renouvelables modernes. Cependant, des réformes politiques progressives dans des pays tels que le Maroc et l'Égypte ont commencé à attirer les investissements internationaux dans des projets solaires et éoliens à grande échelle (Figure 27).

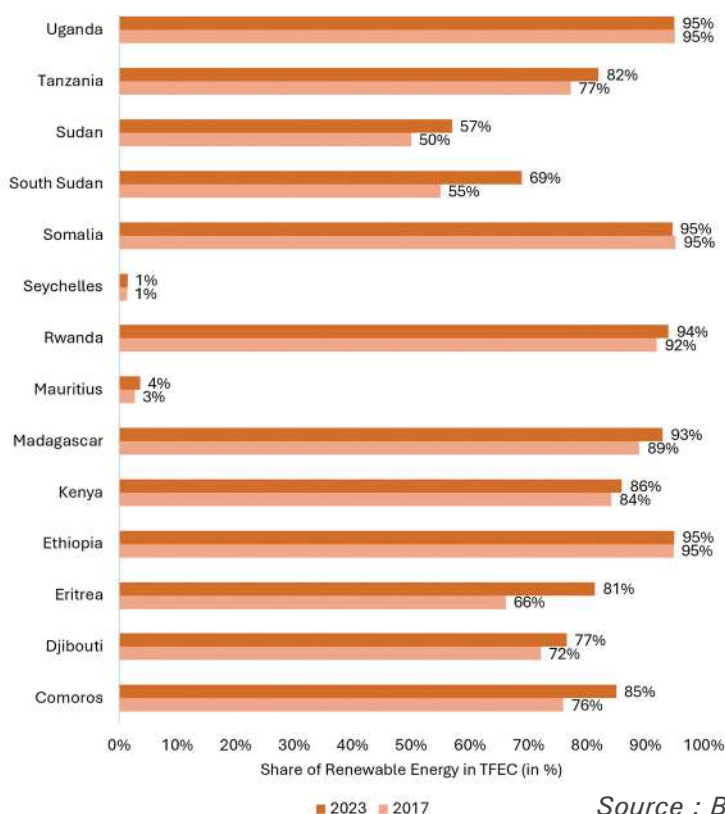
Figure 27: Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, par pays, en Afrique du Nord, 2017-2022



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

- **Afrique de l'Est** : avec une part de **68 %** en 2017 et **72 %** en 2022, l'Afrique de l'Est affiche une part relativement élevée d'énergies renouvelables, largement soutenue par l'hydroélectricité et la géothermie. Le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda bénéficient de ressources naturelles abondantes, ce qui contribue à une forte pénétration des énergies renouvelables dans la production d'électricité (Figure 28). Néanmoins, la dépendance à l'égard de la biomasse traditionnelle pour la cuisson reste importante, et pour progresser davantage, il faudra développer les technologies renouvelables modernes, en particulier l'énergie solaire hors réseau et les solutions améliorées de biomasse.

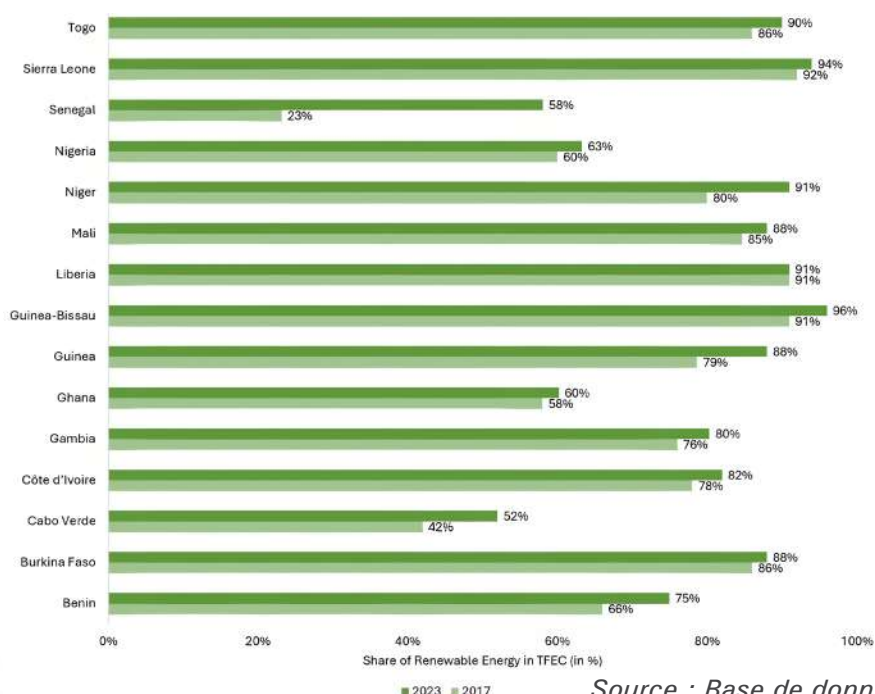
Figure 28: des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, par pays, en Afrique de l'Est, 2017-2022



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

- Afrique de l'Ouest** : Passant de **73 %** à **80 %**, l'Afrique de l'Ouest affiche l'une des parts de renouvelables les plus élevées du continent, mais le facteur dominant reste la biomasse traditionnelle plutôt que les technologies modernes. Si des pays comme le Nigeria ont progressivement augmenté la part des énergies renouvelables dans leur réseau électrique (hydroélectricité et solaire à petite échelle), l'électrification rurale limitée et la dépendance persistante au bois de chauffage et au charbon de bois créent des défis sanitaires et environnementaux importants (Figure 29). La légère augmentation observée dans la région laisse néanmoins entrevoir un potentiel de progrès supplémentaires si des politiques et des investissements favorables sont mis en place.

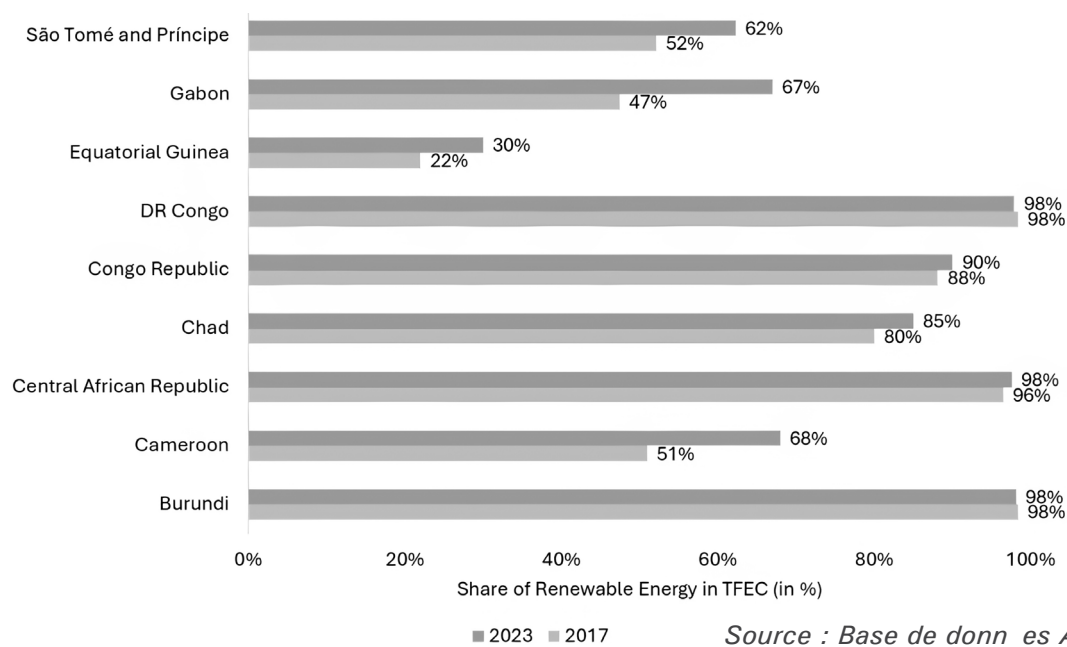
Figure 29: Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, par pays, en Afrique de l'Ouest, 2017-2022



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

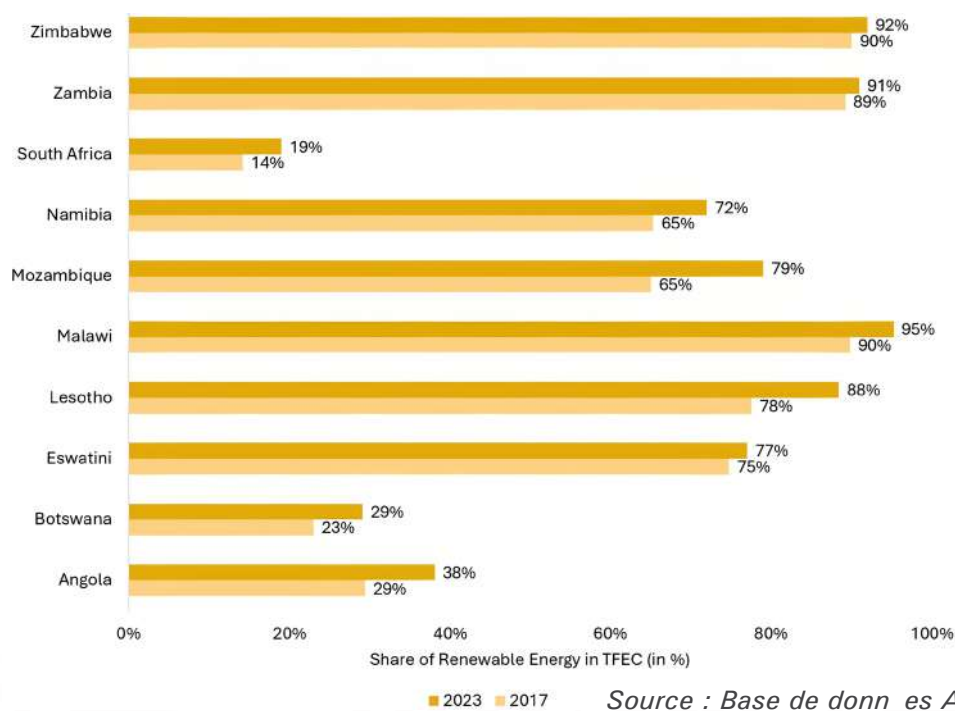
• **Afrique centrale :** avec une augmentation de **70% à 77%**, l'Afrique centrale affiche une dépendance similaire à la biomasse pour la cuisson et le chauffage. Des pays tels que le Burundi, la République démocratique du Congo et le Cameroun bénéficient d'une importante énergie hydraulique, mais les taux d'électrification restent faibles et les infrastructures de distribution sont insuffisantes (Figure 30). La croissance progressive des énergies renouvelables dans l'ensemble masque souvent le besoin de solutions énergétiques modernes dans les communautés isolées.

Figure 30: Part des nergies renouvelables dans la consommation finale d' nergie, par pays, en Afrique centrale, 2017-2022



• **Afrique centrale :** avec une augmentation de **70% à 77%**, l'Afrique centrale affiche une dépendance similaire à la biomasse pour la cuisson et le chauffage. Des pays tels que le Burundi, la République démocratique du Congo et le Cameroun bénéficient d'une importante énergie hydraulique, mais les taux d'électrification restent faibles et les infrastructures de distribution sont insuffisantes (Figure 31). La croissance progressive des énergies renouvelables dans l'ensemble masque souvent le besoin de solutions énergétiques modernes dans les communautés isolées.

Figure 31: des nergies renouvelables dans la consommation finale d' nergie, par pays, en Afrique centrale, 2017-2022

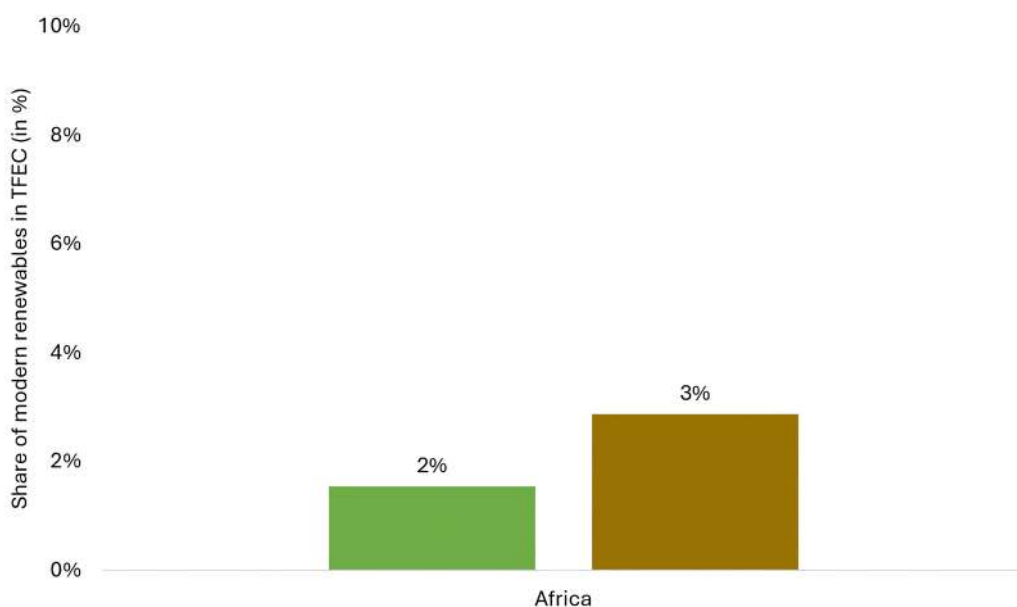


Dans l'ensemble, l'augmentation de la part globale des énergies renouvelables en Afrique témoigne d'une amélioration progressive des politiques, d'une adoption modérée des technologies et de la mise en service de quelques systèmes hydroélectriques et hors réseau supplémentaires. Cependant, la domination persistante de la biomasse traditionnelle dans de nombreuses régions souligne l'urgence de rendre les options renouvelables modernes, telles que l'énergie solaire photovoltaïque, l'énergie éolienne, la bioénergie durable et la géothermie, plus accessibles et abordables. Pour réaliser des progrès significatifs et durables, des efforts systématiques seront nécessaires afin de renforcer les institutions, d'améliorer les infrastructures et d'attirer les investissements dans les solutions énergétiques modernes, en particulier dans les zones rurales et périurbaines où la dépendance à la biomasse traditionnelle reste élevée.

5.3 LES ÉNERGIES RENOUVELABLES MODERNES DANS LA CONSOMMATION FINALE D'ÉNERGIE (CFE)

Les données récentes sur la part des énergies renouvelables modernes dans la consommation finale d'énergie (CFE) illustrent les efforts continus de l'Afrique pour s'affranchir de la biomasse traditionnelle et se tourner vers des énergies renouvelables plus propres et basées sur la technologie, telles que l'énergie solaire photovoltaïque, l'énergie éolienne, l'énergie géothermique et la bioénergie durable. Au niveau continental, les énergies renouvelables modernes ne représentent que **2 à 3 %** de la TFEC entre **2017 et 2022**, ce qui souligne que la plupart des utilisations « renouvelables » restent liées au bois de chauffage, au charbon de bois et à d'autres combustibles issus de la biomasse inefficaces (Figure 32). Cette dépendance gonfle non seulement les statistiques nominales sur les énergies renouvelables, mais perpétue également les problèmes sanitaires et environnementaux.

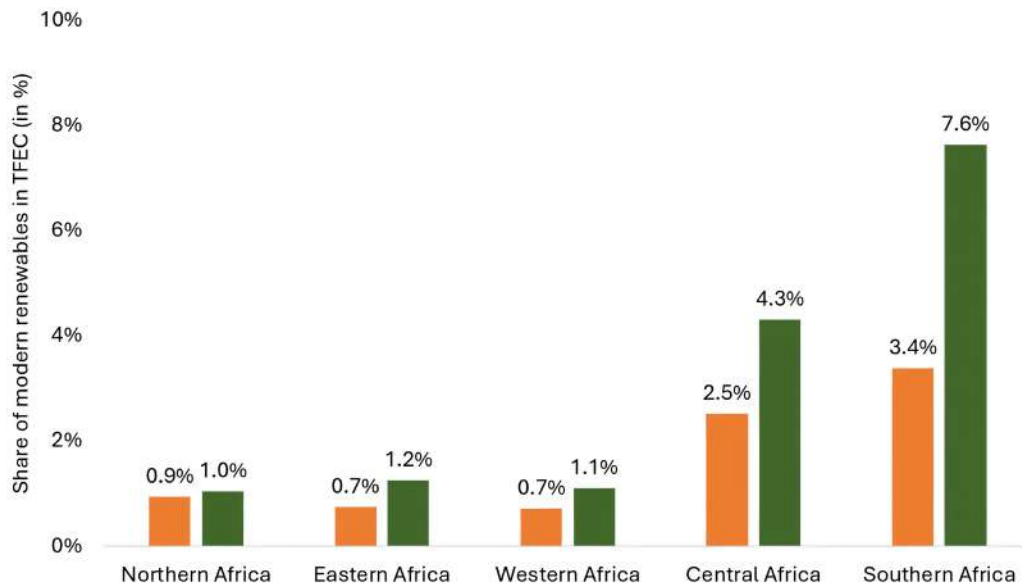
Figure 32: Part des énergies renouvelables modernes dans la consommation finale d'énergie (TFEC), Afrique, 2017-2022



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

Les chiffres sous-régionaux révèlent des progrès faibles mais variés. L'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest oscillent autour de 1 % d'énergies renouvelables modernes dans la TFEC tout au long de la période, reflétant le rôle persistant de la biomasse traditionnelle et l'adoption relativement lente des options modernes (Error! Not a valid bookmark self-reference.). En revanche, l'Afrique centrale passe de 3 % à 4 %, bénéficiant en partie d'investissements dans l'hydroélectricité, tandis que l'Afrique australe affiche la plus forte augmentation, passant de 3 % en 2017 à 8 % en 2022, grâce à quelques pays qui développent leur capacité hydroélectrique, solaire ou éolienne moderne. Néanmoins, même en Afrique australe, les pays riches en charbon comme l'Afrique du Sud conservent une empreinte fossile importante, ce qui indique que les énergies renouvelables modernes restent une composante mineure du bouquet énergétique global.

Figure 33: Part des énergies renouvelables modernes dans la consommation finale d'énergie (TFEC), sous-régions, 2017-2022



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

Derrière ces moyennes régionales se cachent des disparités notables entre les pays. **La Namibie** se distingue par un bond de **7 %** des énergies renouvelables modernes en 2017 à **21 %** d'ici 2022, grâce à de nouveaux projets éoliens et solaires, ainsi qu'aux importations d'énergie hydroélectrique³². **L'Angola** progresse régulièrement, passant de **8 %** à **16 %** au cours de la même période, grâce à des investissements dans la bioénergie moderne et à l'électrification des centres urbains via l'hydroélectricité³³. **La Guinée équatoriale**, bien qu'elle parte de **9 %** en 2017, atteint **20 %** en 2022, même si elle part d'un niveau de consommation totale relativement faible, ce qui suggère qu'avec un soutien politique continu, les petits pays peuvent rapidement développer les énergies renouvelables modernes.

D'autres pays enregistrent des progrès plus modestes. **Le Lesotho** connaît une hausse marquée, passant de **3 %** à **18 %**, probablement liée à la mini-hydroélectricité et à des améliorations potentielles des infrastructures d'électrification rurale³⁴. **Le Cameroun** passe de **6 %** à **7 %**, ce qui témoigne de progrès progressifs dans le domaine de la biomasse moderne et de l'électrification hydraulique³⁵. Le mix énergétique de la **Zambie** intègre de plus en plus les énergies renouvelables modernes, en particulier l'énergie solaire, la petite hydroélectricité et la biomasse, afin de compléter les grandes centrales hydroélectriques traditionnelles et de soutenir les objectifs de développement durable du pays³⁶. Toutefois, dans de nombreux pays (**Algérie, Bénin, Botswana, Burundi, Libye, Tchad, Somalie, etc.**), la part des énergies renouvelables modernes reste pratiquement **nulle** ou à **1 %** entre 2017 et 2022, ce qui souligne une forte dépendance aux combustibles fossiles ou à la biomasse traditionnelle et un investissement minimal dans les nouvelles technologies renouvelables.

Dans l'ensemble, les faibles niveaux d'énergie renouvelable moderne en Afrique révèlent un déficit critique en matière de financement, de soutien politique et de développement des infrastructures. Si quelques lueurs d'espoir existent (Namibie, Angola, Guinée équatoriale), la plupart des pays n'ont pas encore remplacé de manière significative la biomasse polluante par des énergies renouvelables modernes. Pour accélérer cette transition, il faudra coordonner les efforts visant à réformer les subventions, améliorer les réseaux électriques, développer les solutions hors réseau et mettre en place des mesures incitatives fortes pour réduire les coûts initiaux des technologies. Ce n'est qu'en augmentant la part de l'énergie solaire, éolienne, géothermique et d'autres sources d'énergie durables que les pays africains pourront exploiter pleinement leur immense potentiel renouvelable et parvenir à un avenir plus équitable et à faible intensité de carbone.

32 - Forum économique mondial, La Namibie est en passe de devenir le centre des énergies renouvelables en Afrique, octobre 2021.

<https://www.weforum.org/stories/2021/10/namibia-is-positioned-to-become-the-renewable-energy-hub-of-africa>.

33 - Département américain du commerce, Angola - Énergie, Administration du commerce international, consulté en mars 2025. <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/angola-energy>.

34 - Lesotho Electricity Company (LEC), Production, consulté en mars 2025. <https://lec.co.ls/generation/>.

35 - Dintchev, Ognian et al., « Renewable Energy for Electrification in Sub-Saharan Africa », Renewable Energy and Environmental Sustainability, vol. 6, 2021. https://www.rees-journal.org/articles/rees/full_html/2021/01/rees200017/rees200017.html.

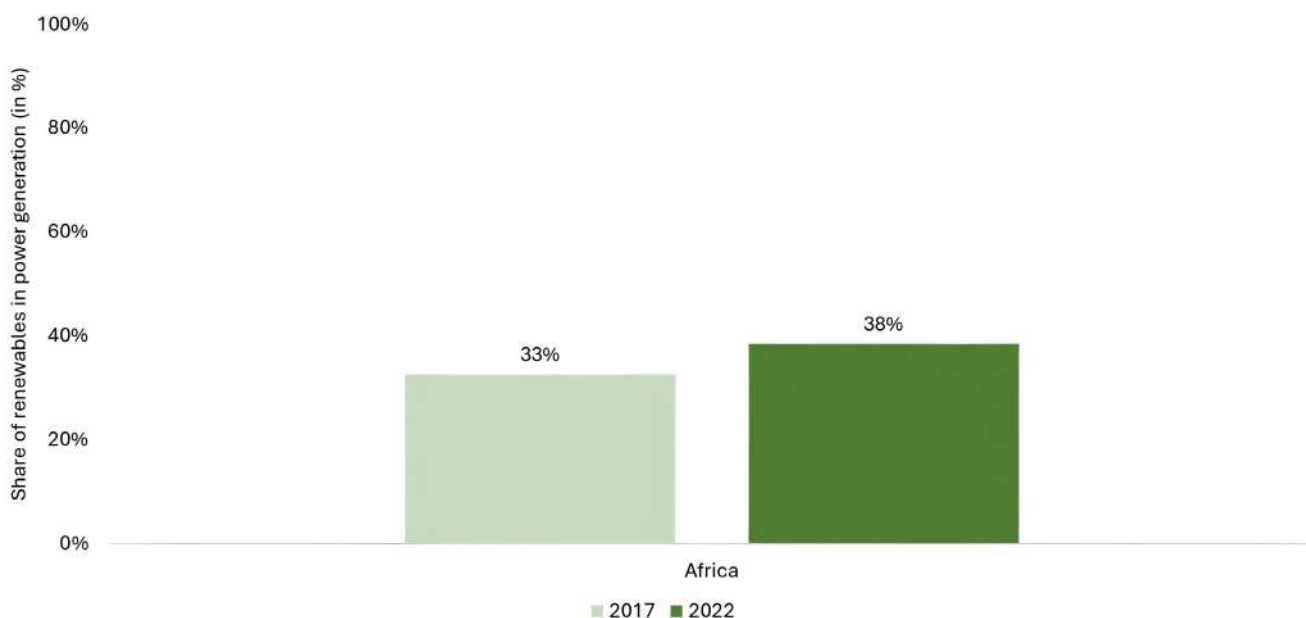
36 - CCNUCC, Momentum for Change : Renewable Energy for Sustainable Development in Zambia, <https://unfccc.int/climate-action/momentum-for-change/activity-database/momentum-for-change-renewable-energy-for-sustainable-development-in-zambia>.

5.4 LES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LE SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ : TENDANCES CONTINENTALES ET SOUS-RÉGIONALES (2017-2022)

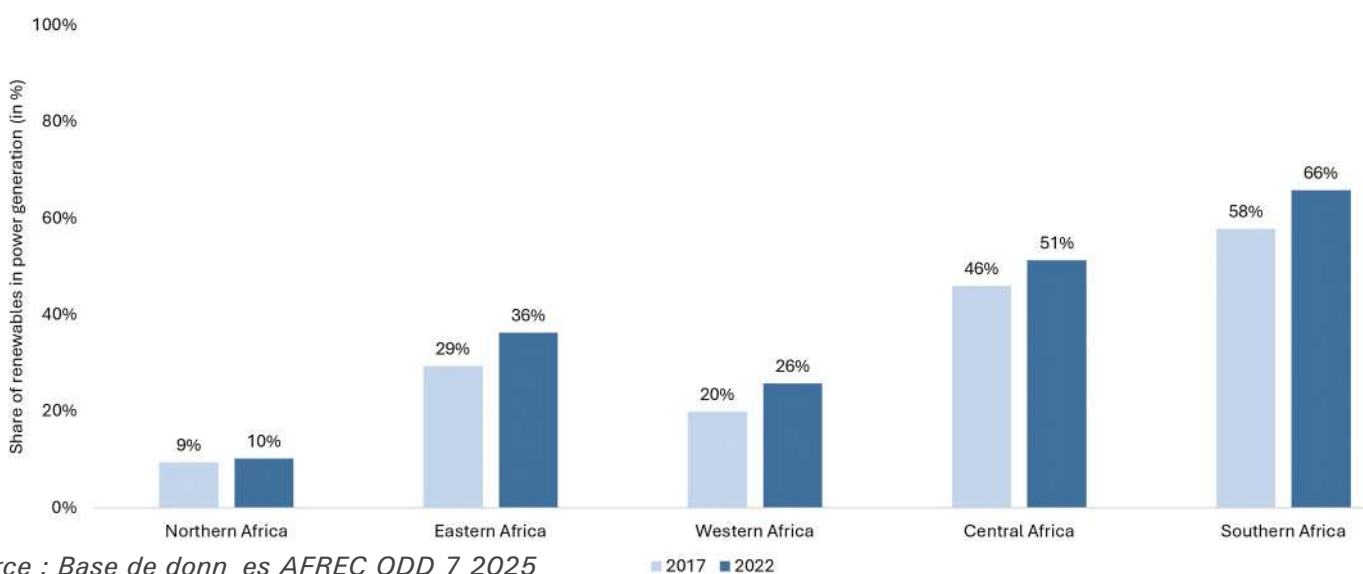
Les données récentes montrent que la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité en Afrique a connu une hausse modeste mais régulière, passant de 33 % en 2017 à 38 % en 2022 à l'échelle continentale (Figure 34). Cette tendance à la hausse reflète l'amélioration progressive des politiques, l'expansion continue de l'hydroélectricité dans plusieurs pays et l'adoption lente mais perceptible de technologies plus récentes telles que l'énergie solaire et éolienne. Toutefois, ces moyennes masquent d'importantes variations entre les sous-régions et les différents pays (Figure 35).

Figure 34: Part des énergies renouvelables dans la production d'électricité, 2017 vs 2022



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

Figure 35: Part des énergies renouvelables dans la production d'électricité, par sous-région, 2017 et 2022



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

L'Afrique du Nord présente la part régionale la plus faible, avec environ 9 à 10 % tout au long de la période. Malgré un fort potentiel hydroélectrique, solaire et éolien dans des pays comme l'Égypte et le Maroc, la dépendance aux combustibles fossiles, souvent encouragée par des subventions, continue d'entraver le développement à grande échelle des énergies renouvelables dans le mix énergétique. L'Algérie, par exemple, ne déclare que 1 % d'énergie renouvelable année après année, ce qui souligne les défis liés à la conversion des ressources solaires abondantes en capacité réelle.

En **Afrique de l'Ouest**, la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité est passée de 20 % à 26 %, mais les progrès de cette sous-région sont inégaux. Le Nigeria a réalisé des progrès notables, passant de 12 % à 25 % grâce à l'ajout d'énergie hydraulique et d'une partie de l'énergie solaire à son réseau, tandis que le Bénin reste à environ 1-2 % malgré ses besoins croissants en électricité. La Sierra Leone, avec 55-76 %, montre comment les petits pays peuvent exploiter l'énergie hydraulique, mais la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest ont encore besoin de politiques plus fortes et d'investissements supplémentaires pour exploiter pleinement leurs ressources renouvelables.

À l'inverse, **L'Afrique australe** est en tête du continent, passant de 58 % à 66 % d'ici 2022. Ce niveau relativement élevé de pénétration des énergies renouvelables est en partie attribuable aux ressources hydroélectriques importantes de pays tels que le Mozambique et la Zambie, où la part des énergies renouvelables dépasse 80 à 85 %. Le bond de l'Angola, qui est passé de 56 % en 2017 à 80 % en 2019, témoigne de l'impact du développement de l'hydroélectricité à grande échelle, tandis que l'Afrique du Sud, bien que toujours dominée par le charbon, a augmenté la part des énergies renouvelables de 4 % à 9 % grâce à des programmes d'approvisionnement concurrentiels.

Dans l'ensemble, la transition de l'Afrique vers une électricité plus propre est largement tirée par l'hydroélectricité qui, pour le meilleur ou pour le pire, explique les parts élevées observées dans des pays comme la République démocratique du Congo et l'Éthiopie. Si l'énergie solaire et éolienne continuent de se développer, en particulier dans des pays comme le Kenya, le Maroc et l'Afrique du Sud, leur contribution reste relativement faible dans de nombreux autres pays. Le renforcement des cadres réglementaires, la diversification de l'utilisation des ressources (en particulier dans les régions dépendantes de l'hydroélectricité) et l'amélioration des réseaux de transport seront essentiels pour garantir un secteur énergétique plus résilient et à faible intensité de carbone dans toute l'Afrique.

L'Afrique centrale affiche des parts élevées et stables, passant de 46 % à 51 %. La République démocratique du Congo est en tête de l'Afrique avec une dépendance quasi totale à l'énergie hydraulique, atteignant 100 % d'électricité renouvelable, bien que la distribution reste clairsemée et que de nombreuses communautés n'y aient toujours pas accès. Le Cameroun et le Gabon dépendent également fortement de l'énergie hydraulique, ce qui leur permettra d'atteindre une part des énergies renouvelables supérieure à 50 % d'ici 2022, mais ces deux pays sont confrontés à des obstacles infrastructurels pour répondre à la demande au-delà des centres urbains.

En **Afrique de l'Est**, la part est passée de 29 % à 36 % en cinq ans, grâce à l'Éthiopie et au Lesotho, qui utilisent tous deux essentiellement 100 % d'énergies renouvelables, et au Kenya, qui est passé à 50 % grâce à une combinaison de développements géothermiques et éoliens. Des pays comme l'Ouganda et le Malawi se distinguent également par une part d'énergies renouvelables supérieure à 90 %, provenant en grande partie de l'hydroélectricité. Néanmoins, les limitations du réseau et la variabilité climatique, qui affectent l'hydroélectricité, constituent des risques pour la poursuite de l'expansion.

5.5 LES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LE CHAUFFAGE ET LE REFROIDISSEMENT

Bien qu'ils représentent une part importante de la demande totale d'énergie en Afrique, le chauffage et le refroidissement restent des segments sous-développés pour les énergies renouvelables modernes. L'utilisation actuelle repose souvent sur la biomasse inefficace dans les ménages, ce qui entraîne une pollution de l'air intérieur, et sur les combustibles fossiles dans les processus industriels. Cependant,

des développements prometteurs sont à noter. Les pays dotés d'un secteur agricole et agroalimentaire important, tels que le Nigeria, le Rwanda et le Kenya, adoptent progressivement la biomasse et le biogaz modernes pour des tâches telles que le séchage, la mouture et le stockage frigorifique³⁷. Ces projets remplacent le diesel ou le kérosène, réduisent les émissions de gaz à effet de serre et améliorent la qualité de l'air.

Dans les zones plus urbanisées ou à revenus plus élevés d'Afrique du Nord et d'Afrique australe, des systèmes solaires thermiques pour le chauffage de l'eau font leur apparition dans les hôtels, les hôpitaux et certains bâtiments résidentiels. Bien que les coûts initiaux puissent constituer un obstacle, des subventions ciblées et des campagnes de sensibilisation du public ont contribué à réduire les obstacles à leur adoption. Dans des pays comme la Namibie, où les énergies renouvelables modernes dans le TREC sont en pleine expansion, les systèmes solaires thermiques à petite échelle sont également de plus en plus envisagés pour des applications industrielles.

La géothermie est une autre voie prometteuse dans les régions riches en ressources, notamment la vallée du Rift en Afrique de l'Est. Le Kenya utilise déjà largement l'énergie géothermique pour produire de l'électricité ; à l'avenir, l'utilisation directe de la géothermie pourrait soutenir des industries telles que l'horticulture ou la transformation des produits laitiers, réduisant ainsi la dépendance aux chaudières au diesel³⁸. Dans le secteur résidentiel, les solutions de cuisson propres (, fourneaux à induction électriques, GPL (dérivé de sources renouvelables) ou fourneaux à biomasse avancées) restent essentielles pour réduire les coûts sanitaires et environnementaux des combustibles traditionnels. La mise à l'échelle de ces technologies nécessitera des incitations financières, des chaînes d'approvisionnement solides et une sensibilisation accrue des consommateurs, en particulier dans les zones rurales où le bois de chauffage et le charbon de bois sont encore dominants.

5.6 LES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LES TRANSPORTS : DES OPPORTUNITÉS ÉMERGEANTES

Les transports en Afrique restent largement dominés par l'essence, le diesel et d'autres produits pétroliers, ce qui reflète la capacité limitée des raffineries à produire des alternatives, le manque d'infrastructures et le coût relativement élevé des véhicules fonctionnant aux carburants renouvelables. Les biocarburants représentent une piste potentielle de diversification, des pays comme le Ghana et l'Afrique du Sud expérimentant des mélanges d'éthanol ou de biodiesel liés à la production agricole locale³⁹. Cependant, la disponibilité des matières premières, les incertitudes politiques et la fluctuation des prix du pétrole continuent d'entraver leur commercialisation à grande échelle.

Plusieurs pays africains, dont le Cap-Vert, le Rwanda, le Zimbabwe, l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Ghana et le Kenya, ont montré leur volonté d'étendre l'utilisation des VE en fixant des objectifs et en proposant diverses mesures incitatives. Au Kenya, par exemple, le gouvernement a réduit les droits d'accise sur les importations de VE de 20 % à 10 %, avec l'ambition de porter la part des véhicules électriques à 5 % du total des importations de véhicules d'ici 2025.⁴⁰ La mobilité électrique ne fait que commencer à s'imposer. L'Afrique du Sud⁴¹ et le Kenya⁴², par exemple, testent actuellement des bus électriques, en tirant parti de leur base croissante d'électricité renouvelable (respectivement 9 % et 50 % de la production d'électricité). Parallèlement, des entrepreneurs privés dans les régions riches en énergie solaire testent des stations de recharge pour véhicules électriques alimentées par l'énergie solaire afin de relever les défis liés à l'énergie et à la fiabilité du réseau. Toutefois, le coût élevé des véhicules électriques, même dans des segments plus modestes comme les motos ou les tricycles, reste un obstacle à leur adoption à grande échelle. La réduction des droits d'importation, l'encouragement de l'assemblage local et la

37 - Carbon Trust, Promising Bioenergy Pathways for Sub-Saharan Africa: Technological, Commercial and Policy Opportunities, Transforming Energy Access (TEA) Programme, février 2021. <https://tea.carbontrust.com/wp-content/uploads/2021/02/Promising-bioenergy-pathways-report.pdf>.

38 - Fonds monétaire international (FMI), Le Kenya exploite la chaleur de la Terre, Finance & Développement, décembre 2022. <https://www.imf.org/en/Publications/fandd/issues/2022/12/country-case-kenya-taps-the-earth-heat>.

39 - Banque mondiale, Accès à l'énergie, efficacité énergétique et pauvreté : combien de ménages sont électrifiés ?, Diagnostic des infrastructures en Afrique (AICD), 2010. <https://documents1.worldbank.org/curated/es/617361468201837240/pdf/584380PUB0ID181Africa09780821385166.pdf>.

40 - Kamerlin, Shina C.L. et al., « Le bond en avant de l'Afrique vers la mobilité électrique : aperçu des politiques nationales et des tendances », Scientific Reports, 14, article 75039 (2024). <https://www.nature.com/articles/s41598-024-75039-3>.

41 - BYD Company, Afrique du Sud : contrat pour des bus électriques. <https://www.byd.com/za/news-list/south-africa-electric-bus-deal>.

42 - CleanTechnica, 200 bus électriques supplémentaires pour le Kenya, 28 avril 2024. <https://cleantechnica.com/2024/04/28/200-more-electric-buses-for-kenya>.

promotion de modes de financement innovants (par exemple, les systèmes de paiement à l'utilisation) pourraient progressivement accélérer la mobilité électrique dans les centres urbains, améliorant ainsi la qualité de l'air et réduisant les émissions liées au transport.

5.7 FACTEURS FAVORABLES ET OBSTACLES À LA GÉNÉRALISATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Plusieurs facteurs généraux déterminent la vitesse et l'ampleur de la transition énergétique de l'Afrique vers les énergies renouvelables. Les politiques et la réglementation figurent en tête de liste. Les pays qui ont mis en place des processus d'approvisionnement transparents ou des tarifs de rachat garantis, comme le Maroc avec son programme d'appel d'offres pour l'énergie solaire⁴³ ou l'Afrique du Sud avec son programme d'approvisionnement en énergie renouvelable pour les producteurs indépendants (REIPPPP)⁴⁴, ont attiré d'importants investissements privés. En revanche, de nombreux autres pays sont confrontés à des obstacles réglementaires, à des subventions aux énergies fossiles ou à l'incertitude politique, ce qui décourage les investisseurs.

Le financement reste un autre défi urgent. Les grands projets hydroélectriques ou éoliens nécessitent des investissements initiaux considérables, tandis que les solutions hors réseau à plus petite échelle ont encore besoin d'instruments tels que les microcrédits, les modèles de paiement à l'utilisation ou le financement mixte. Si les pays d'Afrique du Nord (par exemple l'Égypte) et certaines économies en rapide modernisation (par exemple l'Angola) peuvent plus facilement attirer des financements internationaux, une grande partie de l'Afrique subsaharienne reste dépendante des prêts concessionnels ou des dons des bailleurs de fonds. La faiblesse ou la fragmentation des infrastructures de réseau compromet encore davantage le développement des énergies renouvelables à grande échelle, en particulier dans les zones reculées.

En outre, les capacités techniques limitées ralentissent les progrès à plusieurs étapes : études de faisabilité, construction des projets et maintenance à long terme. Cet écart est particulièrement prononcé pour les technologies plus spécialisées telles que la géothermie ou le solaire thermique pour le chauffage industriel. Enfin, la sensibilisation du public influence l'acceptation des nouvelles solutions énergétiques. Les ménages peuvent être lents à adopter les systèmes solaires domestiques ou les fourneaux améliorés s'ils ne connaissent pas leurs avantages ou s'ils se méfient de leur coût, ce qui renforce la nécessité de mener des campagnes d'éducation et de sensibilisation solides.

5.8 STRATEGIC RECOMMENDATIONS FOR ACCELERATING RENEWABLE ENERGY

1. Renforcer les cadres politiques et réglementaires : s'inspirer des succès tels que les projets solaires Noor au Maroc ou le REIPPPP en Afrique du Sud peut aider d'autres gouvernements africains à concevoir des mécanismes d'approvisionnement clairs et compétitifs. La réduction des subventions aux combustibles fossiles et l'introduction de tarifs de rachat ou d'incitations fiscales pour les énergies renouvelables peuvent encourager davantage la participation du secteur privé.

2. Développer les solutions hors réseau et les mini-réseaux : l'électrification rurale dans des régions telles que l'Afrique centrale ou la Somalie se heurte à des coûts élevés d'extension du réseau. Les mini-réseaux solaires, soutenus par un financement à l'utilisation, peuvent rapidement élargir l'accès à l'électricité tout en stimulant le développement économique local.

43 - Gwénaëlle Deboutte, « Le Maroc dévoile les soumissionnaires pour un appel d'offres de 400 MW/400 MWh d'énergie solaire et de stockage », PV Magazine, 18 décembre 2023. <https://www.pv-magazine.com/2023/12/18/morocco-reveals-bidders-for-400-mw-400-mwh-solar-plus-storage-tender/>.

44 - NDC Partnership, « Programme sud-africain d'approvisionnement en énergie renouvelable par des producteurs indépendants », consulté le 30 mars 2025. <https://ndcpartnership.org/knowledge-portal/good-practice-database/south-africas-renewable-energy-independent-power-producer-procurement-programme>.

3. Donner la priorité à la biomasse moderne et à la cuisson propre : le remplacement de la biomasse traditionnelle par la bioénergie moderne, le GPL issu de sources renouvelables ou les systèmes de cuisson électriques est essentiel pour réduire la pollution de l'air intérieur et la déforestation. Les gouvernements devraient envisager des subventions ciblées, des programmes de financement d'appareils électroménagers et des campagnes de sensibilisation pour encourager leur adoption, en particulier dans les ménages à faibles revenus.

4. Développer des systèmes de chauffage, de refroidissement et de transport durables : le chauffage industriel utilisant l'énergie solaire thermique, la géothermie ou la biomasse moderne peut aider les pays à abandonner les chaudières au diesel ou au charbon. De même, des programmes pilotes pour les biocarburants et les bus électriques peuvent catalyser une transition plus large dans les transports, à condition qu'il existe un environnement politique favorable et des investissements dans les infrastructures nécessaires.

5. Mobiliser diverses options de financement : Les obligations vertes, le financement mixte et les outils d'atténuation des risques (par exemple, les garanties partielles de risque) peuvent réduire les risques liés aux investissements dans les énergies renouvelables. La mise en place de partenariats public-privé efficaces contribuera à développer les projets à forte intensité capitalistique, qu'il s'agisse d'un grand barrage hydroélectrique ou d'un plan national de déploiement de bus électriques.

6. Investir dans le renforcement des capacités : le développement de l'expertise locale, de la planification à la maintenance opérationnelle, garantit la viabilité à long terme des projets. Les programmes de formation, les plateformes régionales de partage des connaissances et les partenariats universitaires peuvent permettre de former une main-d'œuvre qualifiée qui soutiendra le secteur émergent des énergies propres en Afrique.

5.9 CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Dans toute l'Afrique, un certain nombre de pays font des progrès dans le domaine de l'électricité renouvelable, en particulier ceux qui disposent d'importantes ressources hydroélectriques. D'autres, comme le Kenya, le Maroc et l'Afrique du Sud, montrent qu'une combinaison de mesures incitatives fondées sur des politiques, de marchés publics concurrentiels et d'investissements internationaux peut stimuler la croissance dans les secteurs de l'énergie solaire, éolienne et géothermique. Néanmoins, les énergies renouvelables modernes dans les domaines du chauffage, du refroidissement et des transports restent sous-développées, freinées par des coûts élevés, des cadres politiques plus faibles et des lacunes en matière d'infrastructures.

Pour atteindre l'ODD 7 et ouvrir la voie à un avenir énergétique durable, les gouvernements africains, les institutions régionales et les partenaires au développement doivent s'attaquer à la fois à la dépendance à la biomasse traditionnelle et aux obstacles fondamentaux à l'adoption des énergies renouvelables modernes. Le renforcement des cadres réglementaires, l'expansion des solutions hors réseau, l'amélioration de l'accès au capital et le renforcement des capacités techniques sont autant d'éléments essentiels à la réussite. Malgré des progrès inégaux, le continent se trouve à un tournant décisif. Grâce à un engagement politique soutenu et à des investissements ciblés, l'Afrique peut abandonner les sources d'énergie traditionnelles polluantes au profit d'un système énergétique résilient et à faible intensité de carbone, propice à la croissance économique et à la gestion responsable de l'environnement pour tous.



6

L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE EN AFRIQUE

6.1 INTRODUCTION

L'efficacité énergétique est l'un des piliers de l'ODD 7, qui vise à garantir l'accès universel à une énergie abordable, fiable, durable et moderne. En Afrique, cette importance accordée à l'efficacité doit être comprise dans le contexte d'une consommation par habitant déjà faible et du grand nombre de personnes qui n'ont actuellement pas accès à l'électricité ou à des solutions de cuisson propres. L'objectif n'est donc pas de réduire la consommation totale d'énergie, mais de maximiser l'impact de chaque unité d'énergie à mesure que les pays s'efforcent d'élargir l'accès et de soutenir la croissance économique.

En réduisant l'énergie nécessaire par unité de production économique, les mesures d'efficacité aident les pays africains à répondre à la demande en forte croissance due à l'augmentation de la population, à l'urbanisation et à l'expansion industrielle. Dans le même temps, elles réduisent les émissions de gaz à effet de serre, allègent la pression sur les réseaux électriques et diminuent les coûts pour les consommateurs et les entreprises. Dans ce contexte, l'amélioration de l'efficacité énergétique devient une stratégie visant à la fois à répondre aux besoins urgents d'un accès plus large à l'énergie et à garantir la durabilité de la consommation future.

Le présent chapitre examine les tendances récentes en matière d'efficacité énergétique, met en évidence les principaux facteurs dans divers secteurs et examine les obstacles et les opportunités liés à l'amélioration de l'efficacité énergétique sur le continent.

6.2 APERÇU DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE EN AFRIQUE

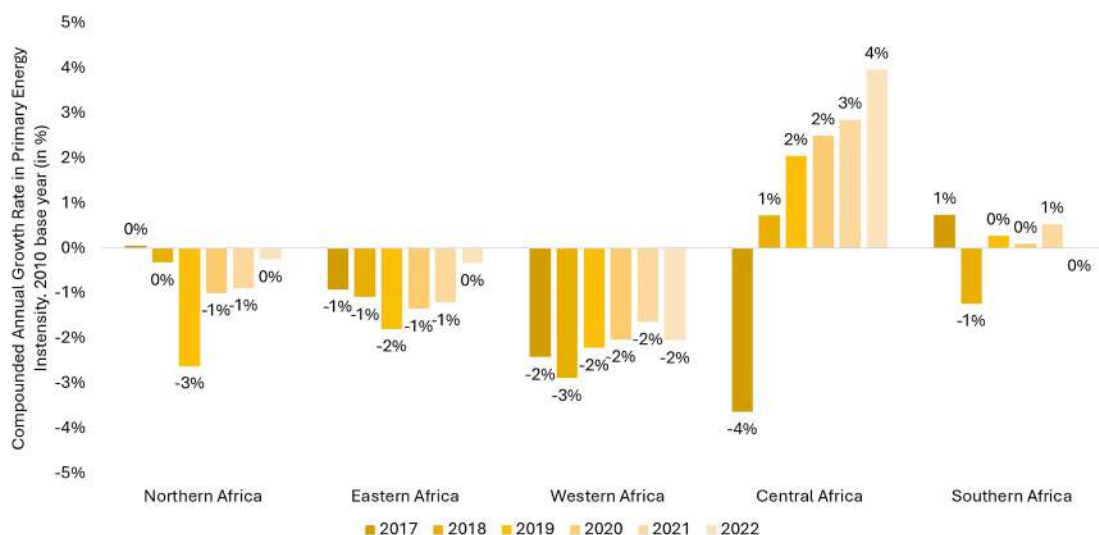
Moyenne continentale et tendances générales

Les chiffres à l'échelle du continent suggèrent que la moyenne de l'intensité énergétique⁴⁵ en Afrique a oscillé autour de 11,93 MJ/USD en 2010 et 11,58 MJ/USD en 2022, soit une réduction totale d'environ 0,35 MJ en 12 ans. Bien que cela indique une certaine amélioration, le taux de variation annuel est bien inférieur à la fourchette de 2 à 3 % que les experts mondiaux considèrent généralement comme nécessaire pour atteindre les objectifs de l'ODD 7.3. En fait, il correspond à moins de 0,5 % par an en moyenne, ce qui laisse une marge importante pour des mesures politiques et des investissements plus décisifs.

Variations sous-régionales

À l'échelle du continent, les réductions de l'intensité énergétique de l'Afrique semblent modestes et les progrès ont marqué le pas ces dernières années. Toutefois, l'examen des données par sous-région révèle une situation plus nuancée : si plusieurs zones affichent des améliorations constantes au fil du temps, d'autres connaissent des tendances volatiles, voire inversées. Cette section interprète les taux de croissance annuels composés (TCAC) pour l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Est, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale et l'Afrique australe (Figure 36).

Figure 36: Taux de croissance annuel composé (TCAC) de l'intensité énergétique primaire, année de référence 2010



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

45 - L'intensité énergétique est la quantité d'énergie utilisée pour produire une unité de produit intérieur brut (PIB). Elle est généralement exprimée en mégajoules (MJ) ou en kilogrammes d'équivalent pétrole (kgoe) par dollar de PIB (souvent en utilisant la parité de pouvoir d'achat, PPA).

● Pays en tête avec des gains supérieurs à la moyenne

Un examen plus approfondi des données individuelles révèle que certains pays ont considérablement réduit leur intensité énergétique entre 2010 et 2022.

- **Burkina Faso** : passage de 19 MJ en 2010 à 12 MJ en 2022, soit une baisse d'environ 7 MJ (environ 35 %). Cela équivaut à une réduction annuelle d'environ 3 %.
- **Mauritanie** : est passée de 7 MJ à 6 MJ, soit une progression modérée mais régulière d'environ 16 % dans l'ensemble.
- **Algérie** : a baissé de 5 MJ à 4 MJ, soit une amélioration de près de 20 %, ce qui correspond à un taux de croissance annuel composé d'environ 2 %.

● Pays ayant enregistré des changements minimes ou négatifs

Tous les pays n'ont pas réduit leur intensité. Plusieurs n'ont enregistré que des améliorations marginales, voire des augmentations au cours de la même période.

- **Angola** : passage de 2 MJ à 2 MJ (de 1,63 à 1,81 MJ, arrondi), ce qui suggère que des facteurs économiques ou des mesures d'efficacité limitées ont fait augmenter la consommation d'énergie par unité de PIB.
- **Burundi** : augmentation de 23 MJ à 28 MJ, renforçant ainsi son statut de l'un des pays africains les plus intensifs en énergie.
- **République démocratique du Congo (RDC)** : bien qu'elle ait légèrement baissé de 34 MJ à 32 MJ, la RDC reste le pays le plus intensif du continent, ce qui souligne les défis persistants en matière de modernisation des infrastructures et des modes de consommation.
- **Maroc** : passage de 3 MJ à 3 MJ (de 2,64 à 3,26 MJ, chiffre arrondi), inversant ainsi une tendance qui était jusqu'alors faible. Parmi les facteurs potentiels, on peut citer les projets à forte intensité énergétique, l'évolution de la composition industrielle ou le réajustement des politiques.

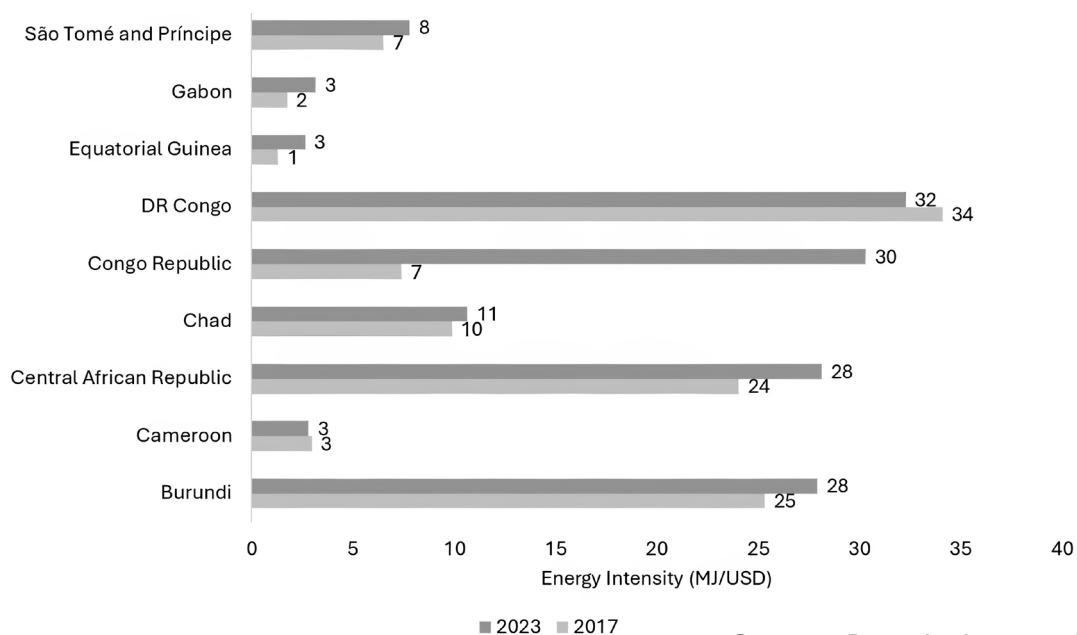
Cette stagnation ou ce recul est souvent lié à des infrastructures obsolètes, à une application moins rigoureuse des politiques ou à une dépendance à des technologies plus anciennes, ce qui souligne la complexité du maintien des gains d'efficacité.

● Afrique centrale : un revirement rapide

L'Afrique centrale connaît un changement marqué, passant d'un TCAC initial fortement négatif, indiquant une baisse de l'intensité énergétique, à des valeurs positives, ce qui signifie que l'intensité a augmenté au cours des années suivantes. Ce revirement peut s'expliquer par l'expansion des industries à forte intensité énergétique, l'abandon des mesures d'efficacité énergétique précédentes ou une dépendance accrue à des technologies plus anciennes. Il pourrait également refléter une reprise de l'activité économique qui a entraîné une augmentation de la consommation d'énergie sans mesures d'efficacité correspondantes.

Principale conclusion : la tendance à la hausse en Afrique centrale rappelle que les gains apparents (TCAC négatif) enregistrés au cours des premières années pourraient être liés à un ralentissement de la production économique plutôt qu'à des politiques d'efficacité énergétique concertées. Lorsque la croissance économique reprendra, l'intensité énergétique pourrait remonter si aucun cadre politique solide n'est mis en place pour orienter le développement industriel ou infrastructurel. L'expérience de la région souligne donc la nécessité de stratégies stables et bien financées, qui persistent même en cas de fluctuations conjoncturelles.

Figure 37: Intensité énergétique dans les pays d'Afrique centrale



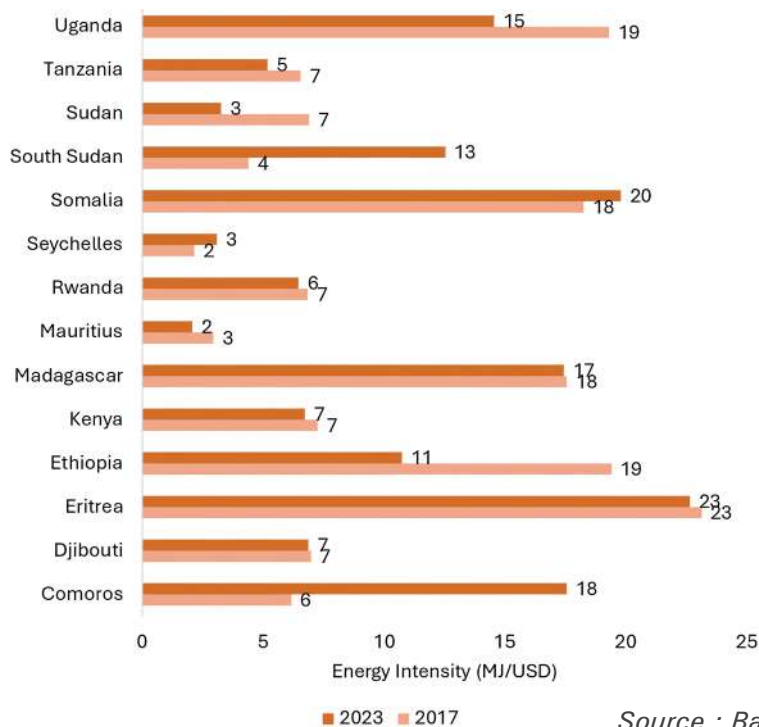
Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

Afrique de l'Est : une baisse régulière (mais ralentie)

L'Afrique de l'Est affiche généralement une baisse progressive de l'intensité énergétique d'une année sur l'autre pendant la majeure partie de la période observée, avec un TCAC oscillant entre -1 % et -2 %. Cependant, ce taux s'est stabilisé à zéro dans les dernières données disponibles. Cela suggère que si les mesures d'efficacité énergétique – ou l'introduction progressive des énergies renouvelables – ont permis de réduire régulièrement l'intensité énergétique, le ralentissement récent indique que les approches existantes ont peut-être atteint leurs limites ou doivent être redynamisées pour continuer à réduire l'intensité.

Principale conclusion : la tendance à une amélioration modérée suivie d'une stagnation en Afrique de l'Est souligne la nécessité de renforcer les interventions, telles que des rénovations industrielles plus approfondies ou des codes de construction plus complets, afin de porter l'efficacité à un nouveau niveau et d'éviter la stagnation.

Figure 38: Intensité énergétique dans les pays d'Afrique de l'Est



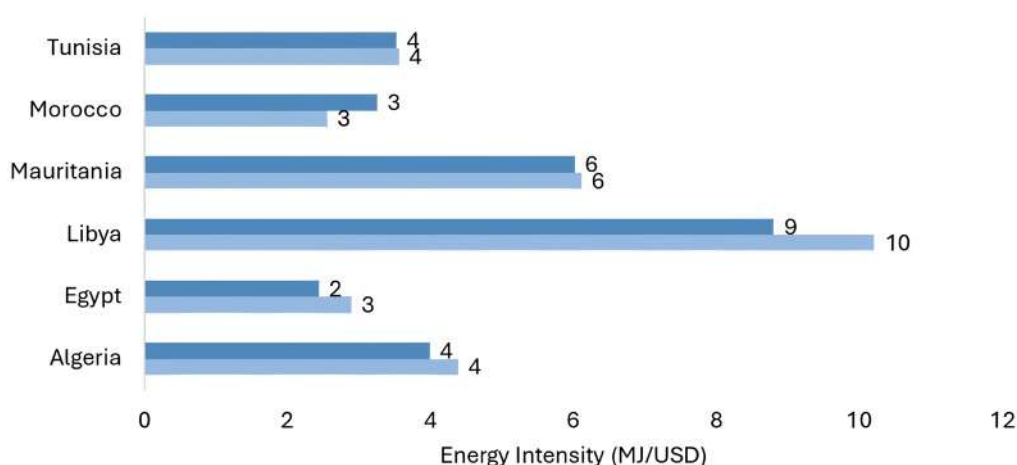
Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

● Afrique du Nord : une tendance intermittente

Le TCAC de l'Afrique du Nord commence à un niveau proche de zéro, baisse de manière significative pendant un an, puis se stabilise plus récemment. Cette évolution fluctuante suggère que certaines politiques ou certains changements économiques ont probablement amélioré l'efficacité pendant un certain temps, comme l'indique un TCAC négatif notable, mais ont perdu de leur élan au cours des périodes suivantes, ce qui a entraîné une évolution nulle. Des facteurs externes, tels que les conditions du marché régional ou les transitions politiques, peuvent être à l'origine du passage d'un gain d'efficacité annuel à une stabilisation.

Conclusion principale : les gains intermittents enregistrés en Afrique du Nord montrent que même les réseaux électriques et les secteurs industriels relativement avancés doivent maintenir des efforts politiques cohérents pour garantir des progrès durables en matière d'efficacité.

Figure 39: Intensité énergétique dans les pays d'Afrique du Nord



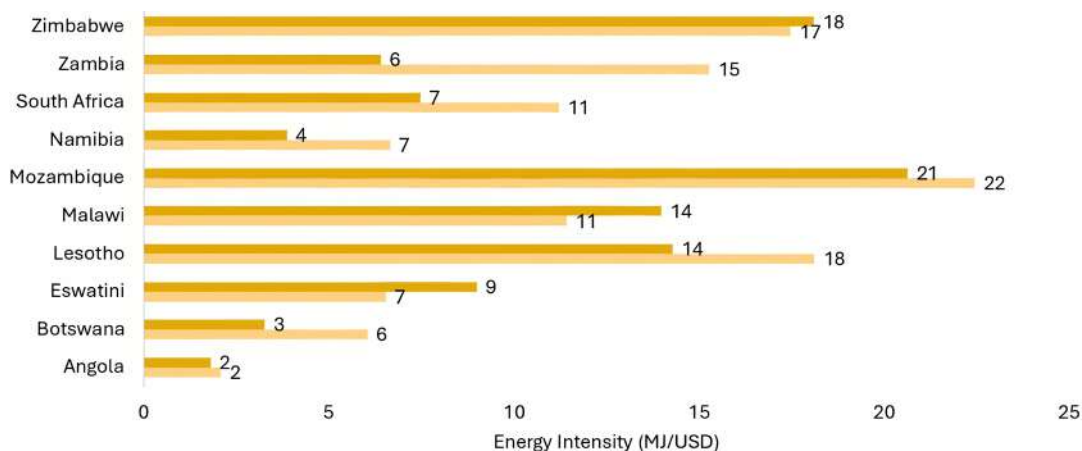
Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

● Afrique australe : oscillation autour de zéro

Le TCAC de l'Afrique australe oscille entre de faibles pourcentages positifs et négatifs, aboutissant à une variation nette relativement minime au cours de la période observée. Cet effet net neutre ou proche de zéro pourrait refléter des tendances contrastées au sein de la sous-région, par exemple les progrès en matière d'efficacité dans certaines économies compensant la stagnation ou le recul dans d'autres. Les grands contributeurs tels que l'Afrique du Sud (dont les industries sont historiquement très dépendantes du charbon) peuvent fortement influencer la moyenne globale de la région.

Conclusion principale : les données contrastées de l'Afrique australe témoignent de la diversité des contextes nationaux au sein de la sous-région. Pour parvenir à une réduction plus prononcée de l'intensité, une approche coordonnée pourrait s'avérer nécessaire, afin de s'attaquer à la fois aux infrastructures vieillissantes et à la diversification progressive des systèmes industriels et énergétiques.

Figure 40: Intensité énergétique dans les pays d'Afrique australe



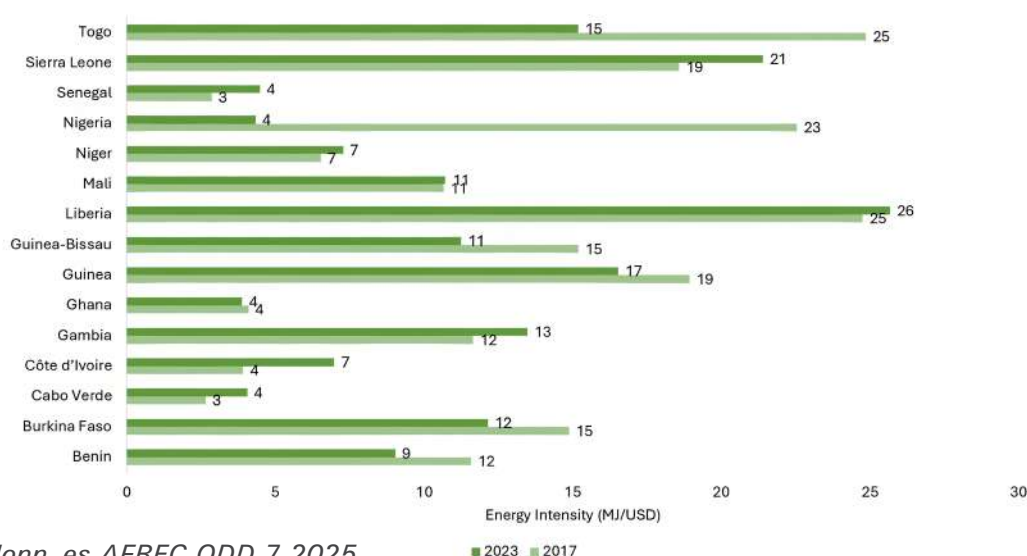
Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

● Afrique de l'Ouest : TCAC constant

L'Afrique de l'Ouest se distingue par un TCAC négatif stable, compris entre environ -2 % et -3 % sur plusieurs années. À première vue, cette tendance à la baisse suggère une réduction soutenue de l'intensité énergétique, qui peut être favorisée par des politiques d'efficacité énergétique, un accès plus large aux technologies modernes ou des changements structurels favorisant les secteurs à faible intensité énergétique. Cependant, il est également possible qu'une partie de cette baisse résulte d'un ralentissement économique dans certaines régions, où la diminution des activités industrielles ou de la consommation des ménages entraîne naturellement une baisse de la demande énergétique.

Conclusion principale : les données relatives à l'Afrique de l'Ouest semblent indiquer de fortes améliorations en matière d'efficacité, mais les décideurs devraient vérifier si ces TCAC négatifs traduisent de réels gains d'efficacité, impliquant des technologies et des politiques qui optimisent l'utilisation de l'énergie, ou une contraction de l'activité économique qui réduit simplement la consommation globale. Il est essentiel de comprendre les facteurs sous-jacents pour déterminer si la trajectoire de la sous-région reflète une transition saine et durable ou un artefact involontaire de la stagnation économique.

Figure 41: Intensité énergétique dans les pays d'Afrique de l'Ouest



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

6.3 PERSPECTIVES SECTORIELLES EN MATIÈRE D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

● Bâtiments et ménages⁴⁶

La consommation d'énergie des bâtiments, qui englobe à la fois les structures résidentielles et commerciales, constitue souvent une part importante de la demande totale d'électricité, en particulier dans les régions en forte urbanisation. À mesure que les villes s'agrandissent, les nouvelles constructions peuvent augmenter considérablement la consommation d'électricité pour la climatisation, l'éclairage et les appareils électroménagers. L'application de codes de construction intégrant des conceptions adaptées au climat, des normes d'isolation et des systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation efficaces peut ralentir considérablement cette augmentation. Même des mesures élémentaires, telles que la promotion de l'éclairage LED, la mise en œuvre de techniques de refroidissement passif ou l'installation de chauffe-eau solaires, permettent de réduire la consommation liée aux bâtiments et d'alléger la pression sur les réseaux électriques.

L'adoption d'appareils électroménagers à faible consommation d'énergie est tout aussi cruciale. Lorsque les gouvernements proposent des incitations fiscales ou des programmes d'étiquetage pour les réfrigérateurs, les climatiseurs ou les fourneaux, les consommateurs disposent d'informations plus claires sur les économies à long terme. Cependant, dans de nombreux pays africains, le prix d'achat

46 - Agence internationale de l'énergie (AIE), Feuille de route régionale GlobalABC pour les bâtiments et la construction en Afrique 2020-2050, août 2020. <https://www.iea.org/reports/globalabc-regional-roadmap-for-buildings-and-construction-in-africa-2020-2050>.

élevé des appareils efficaces peut décourager leur adoption, ce qui souligne la nécessité de recourir à la microfinance, à des modèles de paiement à l'utilisation ou à des programmes de subventions pour rendre ces produits plus accessibles.

Au-delà des politiques, la mise en oeuvre pratique reste un défi. Les projets de construction peuvent contourner les réglementations si les autorités locales n'ont pas les capacités nécessaires pour effectuer des inspections. De même, le marché est encore inondé d'appareils moins chers et moins efficaces. Le renforcement des capacités locales de fabrication de produits à haute efficacité énergétique et la formation des urbanistes, des architectes et des inspecteurs municipaux peuvent contribuer à normaliser les mesures d'efficacité énergétique dans le secteur du logement et de l'immobilier commercial. À terme, ces efforts combinés peuvent freiner la croissance de la consommation par ménage, contribuant ainsi à réduire l'intensité énergétique globale au niveau national.

● Industrie et fabrication⁴⁷

Les processus industriels comptent souvent parmi les activités les plus énergivores de toute économie, en particulier dans les pays où les secteurs de l'extraction des ressources ou de la fabrication sont importants. Dans ce domaine, l'amélioration de l'efficacité peut générer des gains considérables. Les audits énergétiques, qui identifient systématiquement les inefficacités des équipements, des flux de processus et des opérations des installations, constituent un outil essentiel. Une fois les audits terminés, les mesures de modernisation peuvent inclure la mise à niveau des moteurs, l'introduction de contrôles automatisés, le passage à des combustibles plus propres ou la récupération de la chaleur issue des processus industriels.

Toutefois, plusieurs contraintes peuvent ralentir les progrès. Les machines anciennes peuvent ne pas s'intégrer facilement aux systèmes d'automatisation modernes, et les coûts d'investissement liés à l'installation de nouveaux équipements ou à la refonte des processus peuvent être élevés. En outre, les industries qui opèrent avec des marges bénéficiaires faibles peuvent considérer les projets d'efficacité énergétique comme risqués ou moins urgents que les problèmes de production à court terme. C'est là que les prêts concessionnels, les lignes de crédit vertes ou les modèles de sociétés de services énergétiques (ESCO) peuvent combler le fossé, en permettant aux entreprises de mettre en oeuvre des mises à niveau et de les rembourser grâce aux économies réalisées.

Les gouvernements peuvent également favoriser l'efficacité industrielle en fixant et en appliquant des normes pour les secteurs clés (par exemple, des normes minimales de performance dans le ciment ou l'acier) et en offrant des allègements fiscaux ou des remises pour les rénovations à fort impact. À long terme, des industries plus efficaces réduisent non seulement l'intensité énergétique nationale, mais deviennent également plus compétitives, ce qui peut contribuer à la création d'emplois, aux exportations et à une croissance économique stable.

● Transport⁴⁸

Les transports sont un autre pilier essentiel qui influence la consommation d'énergie, bien qu'ils apparaissent souvent dans les statistiques nationales dans le cadre de la consommation finale totale plutôt que comme une mesure distincte. De nombreuses villes africaines dépendent d'un parc automobile vieillissant et de systèmes de transport informels, ce qui entraîne une forte consommation d'essence et de carburant et des embouteillages. Avec l'augmentation du nombre de voitures, souvent à un rythme de 5 à 6 % par an, les zones urbaines connaissent une hausse de la demande en essence ou en diesel. Sans interventions ciblées, cette croissance pourrait annuler les gains réalisés dans d'autres secteurs.

Les gains d'efficacité potentiels dans le domaine des transports concernent généralement :

- **Modernisation du parc automobile** : élimination progressive des véhicules très anciens ou inefficaces et introduction de normes plus strictes en matière d'économie de carburant.

47 - Agence internationale de l'énergie (AIE), Perspectives énergétiques pour l'Afrique 2022, juin 2022. <https://www.iea.org/reports/africa-energy-outlook-2022>.

48 - Rockson Sai, Hongping Yuan, Ebenezer Kwabena Takyi, Hermas Abudu et Stephen Agyeman, « Évaluation de l'efficacité carbone des transports, du potentiel de réduction et des facteurs influents en Afrique », Transport Policy, vol. 162, mars 2025, pp. 65-83. <https://doi.org/10.1016/j.tranpol.2024.11.021>.

- **Amélioration des transports publics** : des couloirs de bus à haut niveau de service (BHNS) aux réseaux ferroviaires de banlieue, des investissements spécifiques dans les transports en commun peuvent réduire considérablement la consommation d'énergie par habitant.
- **Changement de carburant** : encourager l'utilisation de carburants plus propres (par exemple, le GNC ou l'électricité) dans les flottes publiques et commerciales.
- **Urbanisme** : concevoir des villes piétonnes et un zonage à usage mixte afin de réduire au minimum les longs trajets domicile-travail.

La mise en oeuvre de telles mesures nécessite une coordination entre plusieurs parties prenantes (autorités chargées des transports, urbanistes, ministères des finances, etc.) et une application cohérente des politiques. Pourtant, des exemples réussis, tels que les réseaux BRT complets ou les programmes de bus électriques, soulignent à quel point l'efficacité des transports peut réduire l'intensité énergétique nationale tout en améliorant la qualité de l'air et la qualité de vie en milieu urbain.

● Agriculture et systèmes alimentaires⁴⁹

La part de l'agriculture dans la consommation d'énergie varie considérablement d'une économie africaine à l'autre, en fonction des différences dans l'intensité de l'irrigation, les niveaux de transformation et de mécanisation. Dans les contextes plus axés sur la subsistance, la consommation d'énergie par hectare peut être relativement modeste, mais la productivité reste faible. En revanche, les régions qui ont recours à l'irrigation mécanisée, à la transformation intensive et aux chaînes du froid peuvent consommer beaucoup plus d'énergie. La modernisation de ces systèmes pour les rendre plus efficaces, par exemple en remplaçant les pompes diesel par des alternatives solaires ou électriques, peut réduire considérablement la consommation de carburant et les coûts d'exploitation.

Les chaînes du froid, qui comprennent le transport et le stockage réfrigérés, sont essentielles pour la conservation des denrées périssables, mais peuvent être très énergivores si elles reposent sur des technologies de refroidissement obsolètes. Les systèmes de réfrigération modernes et efficaces permettent non seulement d'économiser de l'énergie, mais aussi de réduire les pertes après récolte, améliorant ainsi la disponibilité des denrées alimentaires et les revenus des producteurs. Cependant, les coûts d'achat initiaux et la fiabilité de l'approvisionnement en électricité restent des obstacles dans les zones rurales, ce qui rend indispensable de combiner les améliorations techniques avec des cadres financiers et politiques visant à étendre le réseau électrique ou à déployer des mini-réseaux. À terme, les progrès en matière d'efficacité agricole peuvent contribuer à stabiliser l'approvisionnement alimentaire, à augmenter les revenus ruraux et, indirectement, à réduire l'intensité énergétique nationale à mesure que les processus inefficaces sont abandonnés.

6.4 OBSTACLES À L'ACCÉLÉRATION DES GAINS D'EFFICACITÉ

● Contraintes financières

Les coûts initiaux élevés des technologies et des systèmes à haut rendement énergétique restent un frein important à leur adoption dans les secteurs industriel et résidentiel. Dans de nombreux pays africains, les taux d'intérêt ou les conditions de prêt sont restrictifs, ce qui rend les améliorations de l'efficacité énergétique à forte intensité capitaliste moins réalisables pour les petites entreprises en phase de démarrage ou les ménages à faible revenu. Les banques commerciales considèrent souvent les projets d'efficacité énergétique comme plus risqués que les prêts conventionnels, en partie parce que le retour sur investissement peut être plus difficile à mesurer. En conséquence, les rénovations industrielles, la modernisation des bâtiments et le remplacement des appareils électroménagers qui pourraient réduire considérablement la consommation d'énergie à long terme risquent de ne pas aboutir. Les gouvernements qui cherchent à réduire ces contraintes s'appuient souvent sur des programmes de prêts concessionnels, des garanties partielles de risque ou d'autres mécanismes spécialisés qui réduisent le risque perçu et ouvrent des lignes de crédit pour les projets d'efficacité énergétique.

49 - Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), « Chapitre 4. Scénarios pour l'énergie et l'agriculture en Afrique », dans Énergie et agriculture : leurs avenir interdépendants <https://www.fao.org/4/v9766E/v9766e05.htm>.

Données et capacités

L'absence de données fiables et cohérentes constitue un défi majeur pour l'élaboration de politiques efficaces en matière d'efficacité énergétique. De nombreux offices nationaux de statistique et ministères de l'énergie africains ne suivent pas les modèles de consommation au niveau sectoriel en temps utile, ce qui rend difficile l'identification des principaux goulets d'étranglement, qu'ils se situent dans les bâtiments, les transports, l'agriculture ou l'industrie lourde. Sans données fiables, les interventions politiques risquent d'être inadaptées ou trop générales. En outre, les capacités humaines limitées au sein des ministères ou des services publics, en raison de contraintes budgétaires ou d'un manque de formation spécialisée, peuvent freiner les efforts visant à déployer des outils de suivi avancés, à réaliser des audits réguliers ou à analyser correctement les tendances. Les partenariats internationaux, associés à des initiatives de renforcement des capacités, peuvent contribuer à combler ces lacunes en fournissant l'assistance technique nécessaire pour concevoir, mettre en oeuvre et maintenir des systèmes de collecte de données plus perfectionnés.

Lacunes en matière de politiques et d'application

De nombreux pays africains ont déjà mis en place des stratégies ou des réglementations nationales visant à promouvoir l'efficacité énergétique, telles que des normes minimales de performance énergétique pour les appareils électroménagers ou des codes de construction exigeant une isolation et un éclairage efficaces. Cependant, la force de ces politiques sur le papier ne se traduit pas toujours par une efficacité réelle. L'application de ces mesures souffre souvent de budgets limités pour les inspections, de mandats juridiques peu clairs pour les agences concernées ou de sanctions incohérentes en cas de non-respect. En conséquence, des produits non conformes continuent d'affluer sur les marchés locaux et les codes de construction peuvent être ignorés dans le cadre d'un développement urbain rapide. Pour combler cette lacune, il est souvent nécessaire de définir clairement les rôles des institutions, d'améliorer la coordination entre les organismes gouvernementaux et de garantir un financement stable afin de veiller à ce que les politiques soient systématiquement appliquées et contrôlées.

Défis en matière d'infrastructures

Enfin, les contraintes infrastructurelles sous-jacentes constituent un obstacle majeur à la concrétisation des avantages des mesures d'efficacité énergétique. De nombreux réseaux électriques en Afrique ont été construits il y a plusieurs décennies, dans le but de fournir une alimentation électrique de base plutôt que d'intégrer des technologies modernes et efficaces ou de s'adapter à la production décentralisée d'énergie renouvelable. Dans les zones rurales, l'électrification limitée ou peu fiable peut décourager les investissements dans des équipements qui dépendent d'une connexion stable au réseau, tels que les pompes électriques à haut rendement ou les machines industrielles. La modernisation des infrastructures du réseau, qu'il s'agisse de nouvelles sous-stations ou de systèmes de comptage avancés, est souvent coûteuse et longue, mais elle est essentielle pour permettre aux utilisateurs finaux d'adopter toute la gamme d'outils et d'appareils efficaces.

6.5 OPPORTUNITÉS ET STRATÉGIES ÉMERGENTES

Renforcement des cadres réglementaires

Les pays qui appliquent activement des normes et des programmes d'étiquetage des appareils ont vu leur consommation d'électricité résidentielle baisser de 5 à 7 % en moyenne en trois à cinq ans. De même, la mise en oeuvre de normes d'émissions des véhicules bien a permis de réduire l'intensité énergétique des transports de 5 à 10 % sur des périodes comparables. Ces résultats démontrent qu'une politique solide, associée à une application efficace, peut permettre de réaliser des gains d'efficacité énergétique mesurables à court terme.

Lorsque les gouvernements s'engagent à mettre en place des cadres réglementaires solides, ils encouragent l'innovation, favorisent le respect des normes et ouvrent la voie à un avenir plus durable et plus économe en énergie. Cependant, le succès de ces mesures ne dépend pas seulement de la législation, mais aussi de la force des mécanismes d'application, des systèmes de surveillance et des campagnes de sensibilisation du public qui favorisent le respect des normes.

Au-delà de ces avantages à court terme, le renforcement des cadres réglementaires renforce la résilience économique et environnementale à long terme. Les pays qui accordent la priorité à l'efficacité énergétique et à la réduction des émissions se positionnent comme des leaders en matière de durabilité, attirent les investissements verts et stimulent la création d'emplois dans les secteurs émergents. À mesure que les engagements internationaux en matière de climat se renforcent, ceux qui disposent de systèmes réglementaires bien établis seront mieux armés pour atteindre les objectifs futurs et éviter les chocs économiques.

En vue de conserver et amplifier l'impact, les décideurs doivent adopter une approche dynamique, en actualisant continuellement la réglementation en fonction des progrès technologiques et de l'évolution du paysage énergétique. La collaboration entre les gouvernements, les acteurs industriels et les consommateurs est essentielle pour garantir l'efficacité et la réactivité des cadres réglementaires. En intégrant ces efforts dans des stratégies de développement durable plus larges, les pays peuvent réduire durablement leur consommation d'énergie et leur impact sur l'environnement.

● **Financements innovants**

Les obligations vertes, le financement mixte et le financement sur facture sont de plus en plus utilisés pour faire face aux coûts initiaux élevés des technologies à haut rendement énergétique. Les pays qui émettent des obligations vertes ont suscité l'intérêt des investisseurs, ce qui contribue à financer la rénovation des bâtiments, la modernisation industrielle et d'autres initiatives en matière d'efficacité énergétique. Les modèles de sociétés de services énergétiques (ESCO) permettent également aux entreprises de rembourser leurs prêts d'équipement grâce aux économies d'énergie réalisées, ce qui réduit le besoin d'investissements initiaux importants.

● **Transfert de technologies et renforcement des capacités**

Les collaborations Sud-Sud et les partenariats avec des agences internationales contribuent à accélérer l'adoption de technologies à haut rendement. Certains pays africains, tels que le Maroc, l'Afrique du Sud et le Rwanda, ont adopté des cadres de certification des bâtiments, qui ont permis de réaliser des économies d'énergie mesurables en deux ans. Le Maroc a par exemple introduit des normes de construction écoénergétiques alignées sur les meilleures pratiques internationales, tandis que l'Afrique du Sud a mis en place des systèmes d'étiquetage et de certification pour promouvoir les bâtiments écologiques. La formation d'ingénieurs, d'auditeurs et de techniciens locaux est essentielle pour garantir une installation et un entretien optimaux de ces technologies, et ainsi maximiser les gains d'efficacité.

Le transfert de technologies et le renforcement des capacités sont des leviers stratégiques pour le développement économique et l'autonomisation technologique. Une approche coordonnée impliquant les gouvernements, les institutions universitaires et le secteur privé est nécessaire pour maximiser leur impact et garantir un développement durable et inclusif.

● **Planification urbaine intégrée⁵⁰**

Les zones urbaines représentent 60 à 70 % de la consommation finale d'énergie dans certains pays, ce qui les place au cœur des efforts d'efficacité énergétique. La conception de villes compactes, l'extension des transports publics et l'amélioration de l'éclairage public peuvent réduire la demande énergétique urbaine. Les villes qui consacrent au moins 25 % de leur budget d'infrastructure à des solutions de transport durable et d'énergie au niveau des quartiers enregistrent souvent une baisse plus importante de leur intensité énergétique, pouvant atteindre 15 % de plus que leurs homologues qui n'ont pas pris de tels engagements.

50 - Programme d'aide à la gestion du secteur énergétique (ESMAP), Planification de villes écoénergétiques et vivables, Note d'orientation à l'intention des maires n° 6, novembre 2014. https://www.esmap.org/sites/esmap.org/files/DocumentLibrary/ESMAP_CEETI_MayoralNote_6_PlanningEE%20Livable%20Cities_optimized.pdf

6.6 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'efficacité énergétique occupe une place centrale dans le discours sur le développement durable en Afrique. Bien que le continent dans son ensemble n'ait enregistré que des améliorations modestes en matière d'intensité énergétique, l'expérience de certains pays montre que des progrès plus importants peuvent être réalisés lorsque des politiques favorables, des financements accessibles et des mécanismes solides de collecte de données sont mis en place. En réduisant le gaspillage, en libérant des capacités de production et en atténuant les émissions, les investissements dans l'efficacité énergétique profitent non seulement à l'économie, mais aussi aux communautés, aux systèmes de santé et à l'environnement.

Pour l'avenir, quatre recommandations de haut niveau se dégagent :

Renforcer l'application des normes d'efficacité : l'étiquetage des appareils électroménagers, les codes de construction et les audits industriels nécessitent un suivi bien financé, des cadres juridiques stables et des sanctions cohérentes afin de garantir leur respect effectif sur le terrain.

Développer les financements abordables : les obligations vertes, les modèles ESCO et les prêts concessionnels peuvent lever l'obstacle des coûts initiaux élevés, permettant ainsi aux grandes industries et aux ménages à faibles revenus d'investir dans l'amélioration de l'efficacité énergétique.

Améliorer les systèmes statistiques : des données détaillées et actualisées sur la consommation d'énergie permettent d'élaborer des politiques fondées sur des données probantes. Des indicateurs de consommation spécifiques à chaque secteur, associés à des chiffres nationaux sur l'intensité énergétique, permettent des interventions plus ciblées et des évaluations d'impact plus fiables.

Favoriser la collaboration régionale : des plateformes communes, allant des pools énergétiques transfrontaliers aux programmes d'achat groupé, contribuent à réduire les coûts unitaires, à harmoniser les normes et à rationaliser le transfert de technologies. En mettant en commun leur expertise et en tirant parti des économies d'échelle, les pays africains peuvent progresser plus rapidement vers les objectifs mondiaux de l'ODD 7.3.

Une telle approche intégrée peut accélérer les progrès de l'Afrique en matière d'efficacité énergétique, avec des avantages tangibles pour les économies, les sociétés et les écosystèmes. Grâce à des efforts concertés aux niveaux national et régional, l'efficacité énergétique peut passer d'un concept périphérique à un moteur central du développement durable sur tout le continent.

7

SUIVI DES FLUX FINANCIERS INTERNATIONAUX POUR L'ÉNERGIE PROPRE (ODD 7.A.1)

7.1 INTRODUCTION

L'objectif de développement durable (ODD) 7.a.1 vise à accroître les flux financiers internationaux destinés à soutenir la recherche, le développement et le déploiement d'énergies propres dans les pays en développement. Cette sous-cible est un élément essentiel du programme plus large de l'ODD 7, car elle vise à mobiliser des ressources publiques et privées pour développer les infrastructures énergétiques et encourager l'adoption de technologies modernes à faible intensité de carbone. Concrètement, l'ODD 7.a.1 vise à suivre et à augmenter le volume des engagements et des décaissements, souvent sous forme de subventions, de prêts ou d'investissements en capital, afin d'aider les pays à combler les déficits de financement persistants dans le secteur des énergies renouvelables.

Toutefois, il peut être difficile d'obtenir des données fiables et complètes sur ces flux financiers. Seuls quelques pays africains rendent systématiquement compte des financements internationaux consacrés à l'énergie propre, et les chiffres existants peuvent sous-estimer l'ampleur réelle des financements liés à l'énergie. Dans ce chapitre, nous résumons les données limitées disponibles pour dix pays africains, en avertissant les lecteurs que les chiffres présentés ne reflètent pas nécessairement l'ensemble du paysage financier du continent. Malgré ces limites, les données permettent d'illustrer les tendances émergentes en matière d'investissements énergétiques et soulignent l'importance d'un suivi et d'une transparence accrus.

7.2 APERÇU DU FINANCEMENT INTERNATIONAL DE L'ÉNERGIE PROPRE EN AFRIQUE

Les informations agrégées provenant des dix pays ayant communiqué des données indiquent que les flux financiers internationaux consacrés à l'énergie propre ont augmenté progressivement depuis 2017, même si le niveau de départ était faible. Le volume total des financements déclarés dans ces pays est passé d'environ 2,4 milliards de dollars en 2017 à environ 4,9 milliards de dollars en 2023. Bien que cette évolution soit positive, deux réserves importantes doivent être soulignées :

1. Couverture incomplète : ces dix pays ne représentent pas l'ensemble des investissements énergétiques en Afrique, et de nombreuses transactions, en particulier celles du secteur privé ou à petite échelle, peuvent ne pas être déclarées. Par conséquent, le volume réel des financements en faveur des énergies propres pourrait être nettement supérieur à ce que suggèrent ces chiffres officiels.

2. Lacunes dans les données et sous-déclaration potentielle : même parmi les dix pays, les processus de collecte de données et les définitions varient. Certains peuvent ne prendre en compte que les financements sous forme de subventions, tandis que d'autres peuvent inclure les prêts ou les investissements provenant d'institutions privées. En outre, certaines institutions de financement du développement ne divulguent pas systématiquement le détail de leurs financements dans le domaine de l'énergie, ce qui complique encore davantage l'établissement de totaux précis.

Néanmoins, la tendance à la hausse modeste mais constante, de 2,4 milliards (2017) à 4,9 milliards (2023), témoigne de l'intérêt croissant de la communauté internationale pour le secteur des énergies renouvelables et à faible intensité de carbone en Afrique. Cela correspond globalement à la tendance générale du continent à développer l'énergie solaire, éolienne et hydraulique à grande échelle, ainsi qu'à l'intérêt accru pour les solutions hors réseau et les mini-réseaux. Toutefois, ces niveaux restent insuffisants pour atteindre l'ensemble des objectifs de l'ODD 7 d'ici 2030, compte tenu des besoins considérables en capitaux pour l'extension du réseau, les solutions de cuisson propres et la décarbonisation industrielle.

7.3 FACTORS INFLUENCING CLEAN ENERGY FINANCING

Divers facteurs influent sur le volume et l'impact du financement international des projets d'énergie propre en Afrique :

- 1. Environnement politique et réglementaire** : les pays qui disposent de stratégies bien définies en matière d'énergies renouvelables, de processus d'approvisionnement transparents et de réglementations favorables aux investisseurs, telles que des tarifs de rachat ou des enchères, ont tendance à attirer des flux de capitaux plus réguliers. À l'inverse, l'incertitude politique ou les subventions importantes accordées aux combustibles fossiles peuvent dissuader les investisseurs.
- 2. Stabilité macroéconomique et politique** : les investisseurs ont souvent besoin d'un environnement politique stable, d'un système juridique solide et d'un régime monétaire prévisible. Les pays en proie à des conflits ou à une forte instabilité macroéconomique attirent moins les investissements énergétiques à grande échelle.
- 3. Préparation des projets et bancabilité** : Des études de faisabilité approfondies, des outils d'atténuation des risques (par exemple, des garanties) et des accords d'achat bien structurés sont essentiels pour réduire les risques perçus et obtenir des financements. En l'absence de ces éléments, les projets peuvent ne pas aboutir à un accord financier ou être confrontés à des coûts d'emprunt plus élevés.
- 4. Modèles de partenariat public-privé** : Les gouvernements ne peuvent à eux seuls assumer les besoins en capitaux nécessaires à la transition énergétique de l'Afrique. Il est essentiel de mobiliser les investisseurs privés par le biais de concessions, de producteurs d'électricité indépendants (IPP) et de partenariats public-privé (PPP). Des mesures adéquates de réduction des risques, telles que des garanties de crédit ou des assurances contre les risques politiques, peuvent contribuer à attirer les capitaux privés.

7.4 LIMITES ACTUELLES ET NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LES DONNÉES

Bien que l'augmentation du financement international en faveur des énergies propres, qui est passé de 2,4 à 4,9 milliards de dollars entre 2017 et 2023, témoigne d'un intérêt croissant à l'échelle mondiale, ces chiffres doivent être interprétés avec prudence. Outre le fait que seuls dix pays ont communiqué des données, d'autres limites apparaissent :

- **Définitions et champ d'application** : certains pays ne prennent en compte que les investissements dans les énergies « propres » ou « renouvelables », tandis que d'autres incluent également l'efficacité énergétique, les infrastructures de transport ou les projets liés aux combustibles fossiles qui présentent des améliorations limitées en matière d'émissions.
- **Cohérence des données chronologiques** : les fluctuations d'une année à l'autre peuvent refléter des déclarations sporadiques, des effets de change ou des projets ponctuels de grande envergure plutôt que des investissements soutenus sur plusieurs années.
- **Attribution des financements** : sans cadre de reporting standardisé, il reste difficile de distinguer les nouveaux engagements de financement des engagements existants, ou les subventions des prêts.

Il est essentiel de relever ces défis en matière de données pour garantir l'efficacité de la planification et de l'élaboration des politiques. Des systèmes de suivi fiables, pouvant être intégrés dans des plateformes statistiques nationales plus larges, permettraient aux gouvernements, aux partenaires au développement et aux acteurs du secteur privé d'identifier les lacunes, de hiérarchiser les interventions et de mesurer les progrès avec plus de précision.

7.5 RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES

Afin de maximiser l'impact du financement international sur la transition énergétique en Afrique, les mesures stratégiques suivantes sont recommandées :

1. Renforcer la transparence et l'établissement de rapports : l'élaboration d'indicateurs normalisés pour le financement de l'énergie, couvrant à la fois les flux publics et privés, contribuera à réduire les lacunes et les incohérences. Les gouvernements africains pourraient se coordonner avec des entités telles que l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) ou l'initiative « Énergie durable pour tous » (SEforALL) afin de rationaliser la collecte de données.

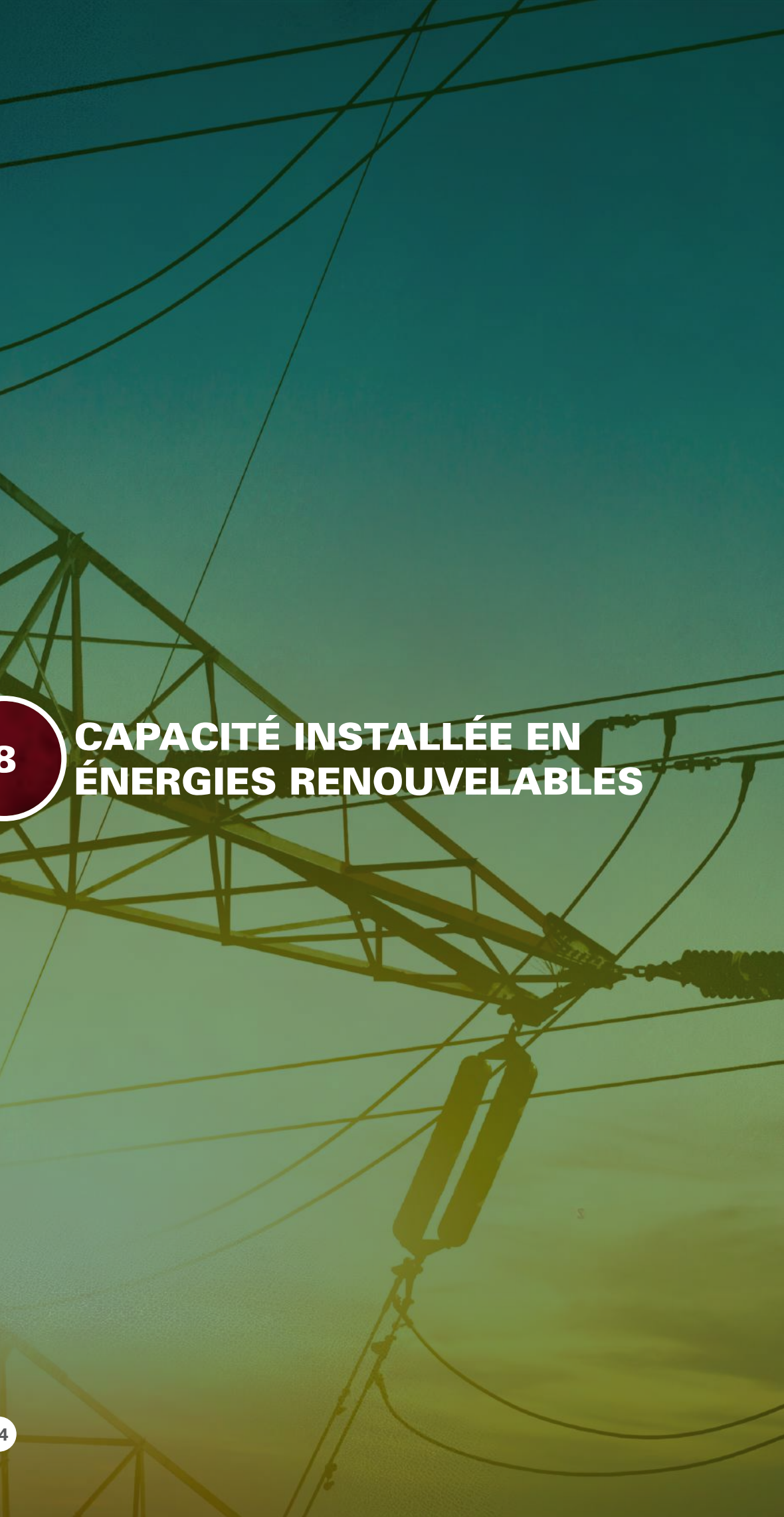
2. Renforcer les mécanismes de financement mixte : la combinaison de subventions, de prêts concessionnels et de prêts commerciaux peut atténuer les risques pour les investisseurs et réduire les coûts d'investissement. L'extension de mécanismes tels que les programmes du Fonds vert pour le climat ou les marchés obligataires verts basés en Afrique pourrait attirer davantage d'investissements privés.

3. Cibler les secteurs mal desservis : si les grands projets hydroélectriques et solaires à grande échelle bénéficient souvent d'une grande attention, les solutions plus modestes hors réseau ou décentralisées peuvent considérablement stimuler l'électrification rurale. Des canaux de financement dédiés aux mini-réseaux, aux systèmes solaires domestiques et aux solutions de cuisson propres sont essentiels pour garantir un accès inclusif à l'énergie.

4. Tirer parti de la coopération régionale : la collaboration avec les communautés économiques régionales (par exemple, la CEDEAO ou la SADC) peut faciliter le commerce transfrontalier d'énergie propre et élargir les possibilités de financement. Le partage des infrastructures, telles que les lignes de transport d'électricité ou les gazoducs pour la production d'hydrogène, peut réduire les coûts et répartir les risques entre plusieurs parties prenantes.

5. Renforcer les capacités locales : La formation et le renforcement des capacités en matière de conception, de gestion et de structuration financière des projets peuvent réduire la dépendance à l'égard de consultants externes et accélérer la mise en œuvre des projets. Le renforcement des institutions locales favorise également une plus grande appropriation et une meilleure responsabilisation.

À l'avenir, la réalisation de l'ODD 7.a.1 nécessitera à la fois un volume plus important et une meilleure qualité des financements en faveur des énergies propres. Si les gouvernements africains et les partenaires internationaux collaborent efficacement en matière de transparence des données, de réduction des risques et d'innovation politique, le continent pourra se positionner pour tirer parti d'afflux de capitaux encore plus importants, d'autant plus que les investisseurs mondiaux recherchent des opportunités respectueuses du climat. À leur tour, ces investissements seront indispensables pour mettre en place un système énergétique robuste et à faible intensité de carbone qui favorisera la croissance économique, l'accès à l'énergie et la durabilité environnementale dans toute l'Afrique.



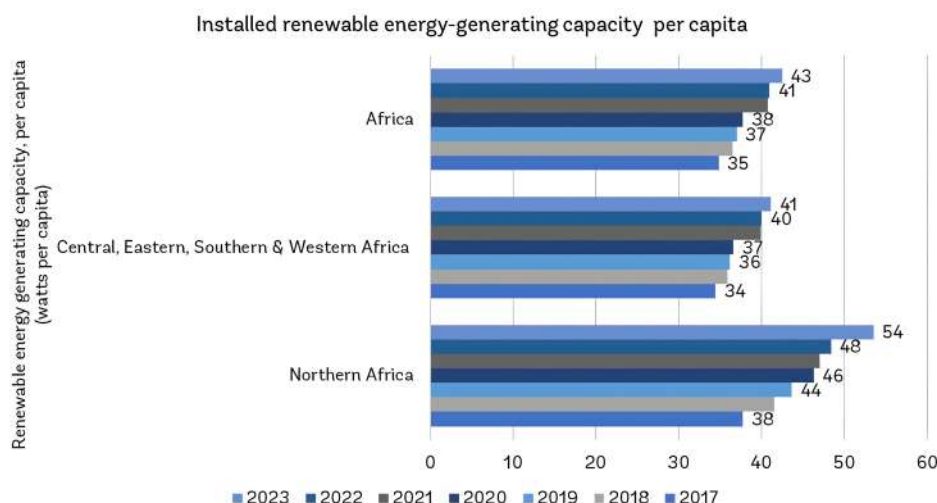
8

CAPACITÉ INSTALLÉE EN ÉNERGIES RENOUVELABLES

8.1 INTRODUCTION

La capacité installée en énergies renouvelables, mesurée en watts par habitant (W/habitant), reflète directement l'engagement et la capacité d'un pays à abandonner les combustibles fossiles conventionnels au profit de sources plus propres et plus durables. Cet indicateur est essentiel pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation de l'ODD 7.1.B, qui met l'accent sur l'augmentation de la part des énergies renouvelables et la garantie d'un accès à une énergie moderne dans toute l'Afrique (Figure 42).

Figure 42: Capacité installée en énergies renouvelables par habitant, 2017-2023



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

8.2 APERÇU DE LA CAPACITÉ EN ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE

Situation actuelle et tendances

Les données actuelles montrent une grande disparité des capacités installées en énergies renouvelables entre les pays africains. Un groupe restreint de pays en tête (par exemple, le Maroc et la Zambie) dépasse les 50 W/habitant, ce qui reflète des capacités importantes en énergies renouvelables, des cadres politiques solides, des réseaux électriques plus robustes et des partenariats financiers internationaux. Dans le cas du Maroc, la capacité s'élève à 110 W/habitant, grâce aux mégaprojets solaires du pays et à des incitations politiques cohérentes⁵¹.

À l'opposé, des pays comme le Tchad et la Somalie restent en dessous de 10 W/habitant. Leurs faibles résultats soulignent des obstacles profondément enracinés : faiblesse des réseaux électriques, coûts d'investissement élevés pour les projets renouvelables et dépendance persistante à la biomasse pour la plupart des besoins énergétiques. D'autres pays, dont l'Eswatini et certains États insulaires comme les Seychelles et Maurice, occupent une place intermédiaire ou ont même dépassé la moyenne régionale, en tirant parti d'une population moins importante, d'une aide internationale ciblée ou d'initiatives politiques stratégiques pour accroître leurs capacités plus rapidement que leurs voisins plus grands⁵².

Collectivement, ces variations suggèrent que les progrès de l'Afrique vers la réalisation de l'ODD 7.1.B ne constituent pas un parcours unique et uniforme, mais plutôt un ensemble de trajectoires nationales distinctes, certaines progressant rapidement tandis que d'autres prennent du retard. Comme le montrent les données, l'environnement politique, l'état des infrastructures et le paysage financier de chaque pays déterminent en grande partie son succès.

51 - Partenariat NDC, Programme solaire marocain, base de données des bonnes pratiques, consulté en mars 2025. <https://ndcpartnership.org/knowledge-portal/good-practice-database/morocco-solar-program>.

52 - Fonds commun pour les ODD, « Accélérer la transition vers l'énergie verte en utilisant les ressources bleues à Maurice et aux Seychelles », 30 janvier 2024, <https://jointsdgfund.org/article/accelerating-transition-green-energy-using-blue-resources-mauritius-and-seychelles>.

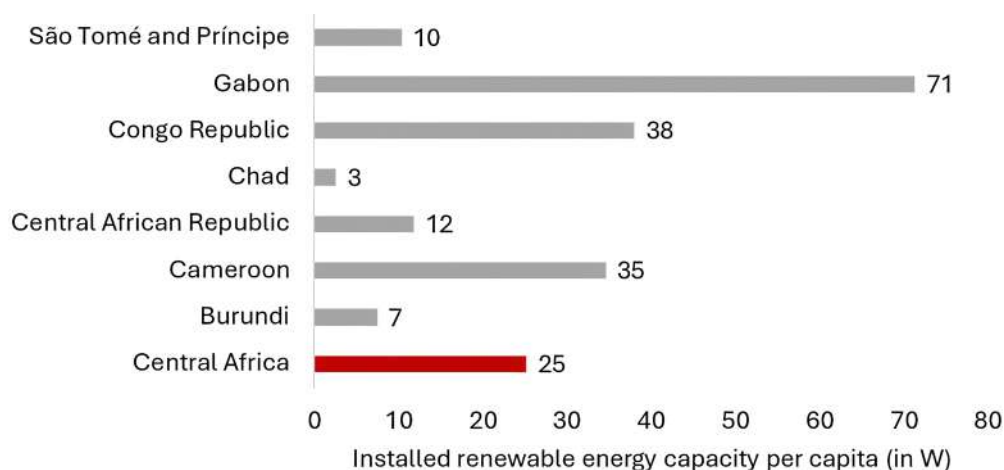
8.3 PROGRÈS ET DISPARITÉS RÉGIONALES

Afrique centrale

Malgré un potentiel hydroélectrique et solaire abondant, les pays d'Afrique centrale affichent des performances médiocres en matière de capacité installée d'énergie renouvelable. L'instabilité politique et le financement limité entravent les projets à grande échelle, même dans des pays riches en ressources tels que la République démocratique du Congo, où seule une fraction de l'énergie hydroélectrique disponible a été exploitée. De petits projets pilotes, tels que des microcentrales hydroélectriques ou des mini-réseaux solaires communautaires, sont prometteurs, mais la moyenne régionale reste relativement faible.

L'extension du réseau électrique est un autre obstacle majeur, car de nombreux réseaux en Afrique centrale ne sont pas en mesure d'intégrer de manière fiable les énergies renouvelables variables. Le renforcement de la gouvernance du secteur énergétique et la mobilisation de financements concessionnels pourraient libérer davantage le potentiel latent de la région, mais ces changements tardent à se concrétiser.

Figure 43: Capacité en énergies renouvelables par habitant, 2023, pays d'Afrique centrale



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

Remarque : données disponibles uniquement pour certains pays

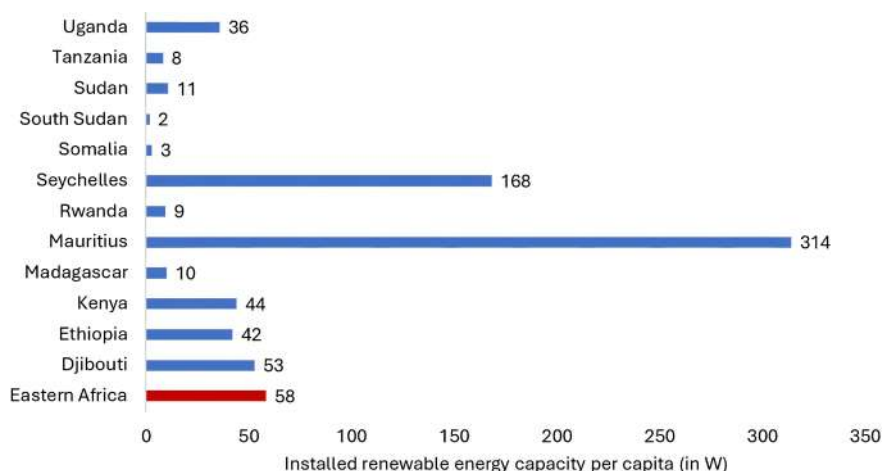
Afrique de l'Est

Les pays d'Afrique de l'Est affichent des résultats mitigés. Le Kenya et le Rwanda ont exploité les énergies géothermique, éolienne et solaire pour augmenter leur capacité par habitant, mais dans une moindre mesure que le Maroc ou l'Égypte (Figure 44). Le projet éolien du lac Turkana et le complexe géothermique d'Olkaria ont positionné le Kenya comme un innovateur régional en matière d'énergie⁵³, mais des lacunes en matière d'infrastructures persistent dans les zones rurales. Le Rwanda mise sur des fermes solaires à petite échelle et des solutions hors réseau qui augmentent progressivement les chiffres par habitant.

À l'autre extrémité, la Somalie se situe en dessous de 10 W/habitant en raison de contraintes sécuritaires, de budgets nationaux limités et de cadres politiques sous-développés qui peinent à attirer les investissements à grande échelle. L'Éthiopie, qui dispose d'un vaste potentiel hydroélectrique et éolien, est également confrontée à des obstacles financiers et liés au réseau qui ralentissent la transformation de ce potentiel en gains de capacité réels.

53 - L'impact des projets d'énergie renouvelable sur les communautés autochtones au Kenya : les cas du projet éolien du lac Turkana et des centrales géothermiques d'Olkaria, Groupe de travail international pour les affaires autochtones (IWGIA), décembre 2019. https://iwgia.org/images/publications/new-publications/IWGIA_report_28_The_impact_of_renewable_energy_projects_on_Indigenous_communities_in_Kenya_Dec_2019.pdf.

Figure 44: Capacité en énergies renouvelables par habitant, 2023, pays d'Afrique de l'Est



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

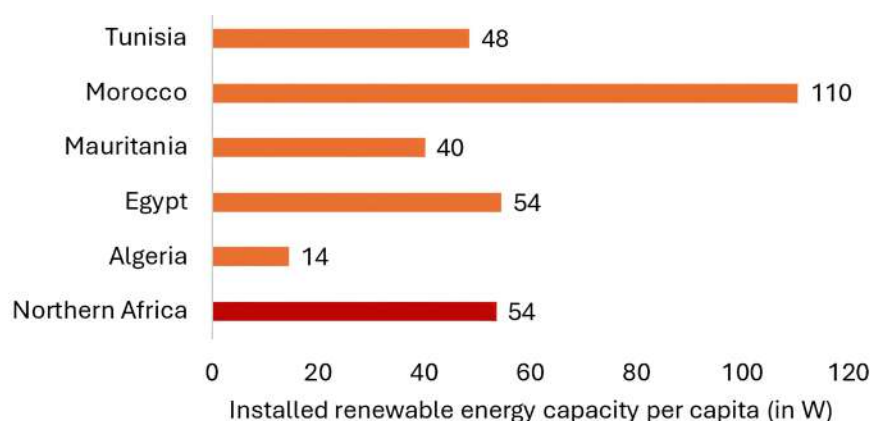
Remarque : données disponibles uniquement pour certains pays

Afrique du Nord

L'Afrique du Nord est en tête du continent en termes de capacité installée en énergies renouvelables, le Maroc (110,36 W/habitant) et l'Égypte étant des exemples remarquables (Figure 45). La croissance de la capacité du Maroc (qui est passée de 82,98 W/habitant en 2017) est alimentée par de grands complexes solaires et bénéficie d'un soutien important de la part des bailleurs de fonds internationaux. L'Égypte progresse également grâce à des fermes solaires autour d'Benban et à des installations éoliennes le long de la côte de la mer Rouge⁵⁴. Les deux pays ont bénéficié de réseaux de transport relativement modernes, de politiques stables et d'une grande confiance des investisseurs.

Il reste toutefois des défis à relever pour garantir que l'expansion des capacités solaires et éoliennes s'intègre efficacement aux réseaux nationaux, qui nécessitent souvent des mises à niveau pour gérer l'intermittence de l'énergie. La poursuite de la cohérence des politiques et l'engagement du secteur privé seront essentiels pour maintenir la dynamique et, éventuellement, inspirer des projets similaires ailleurs en Afrique.

Figure 45: Capacité en énergies renouvelables par habitant, 2023, pays d'Afrique du Nord



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

Remarque : données disponibles uniquement pour certains pays

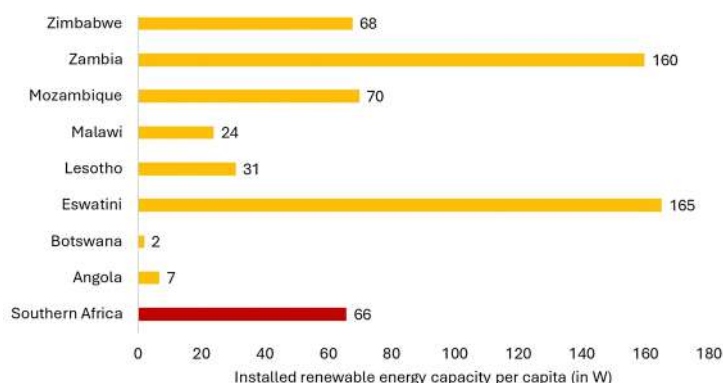
54 - Sean Fleming, « L'Égypte construit l'un des plus grands parcs solaires au monde », Forum économique mondial, 25 janvier 2019. <https://www.weforum.org/stories/2019/01/egypt-is-building-one-of-the-worlds-largest-solar-parks/>.

Afrique australe

Les performances de l'Afrique australe en matière de capacité installée d'énergie renouvelable sont variables. L'Afrique du Sud dispose d'une capacité totale importante grâce à sa population nombreuse et à son réseau électrique historiquement fortement dépendant du charbon, qui s'oriente désormais vers les énergies renouvelables (Figure 46). Les chiffres du pays restent toutefois freinés par des problèmes de fiabilité persistants et la lenteur de la transition du charbon vers des énergies propres. Parallèlement, des petits États tels que l'Eswatini, Maurice et les Seychelles se distinguent par leurs performances relativement élevées en termes de W/habitant, grâce à des programmes ciblés, à l'aide des bailleurs de fonds et à une géographie plus restreinte qui réduit les obstacles logistiques à l'adoption des énergies renouvelables.

Dans le même temps, des pays comme le Malawi et le Mozambique se situent bien en dessous de la moyenne régionale, souvent en dessous de 30 W/habitant. Leurs populations rurales dépendent fréquemment de la biomasse, et leurs réseaux électriques nationaux et leurs secteurs financiers restent trop faibles pour permettre actuellement une expansion à grande échelle des énergies renouvelables.

Figure 46: Capacité en énergies renouvelables par habitant, 2023, pays d'Afrique australe



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

Remarque : données disponibles uniquement pour certains pays

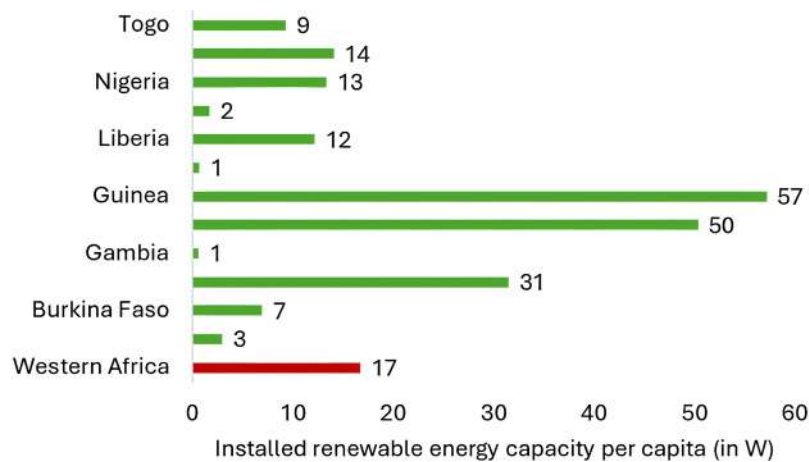
Afrique de l'Ouest

Le Ghana, le Sénégal et la Côte d'Ivoire illustrent les progrès modestes mais tangibles réalisés en Afrique de l'Ouest, qui s'appuient sur des cadres tels que le West Africa Power Pool pour explorer les possibilités⁵⁵ transfrontalière d'électricité. Cependant, la région présente également certains des plus importants déficits de capacité en Afrique. Le Tchad, avec des chiffres inférieurs à 10 W/habitant, incarne les graves obstacles en matière d'infrastructures, de financement et de politiques qui freinent le déploiement des énergies renouvelables. Le Niger est confronté à des défis similaires, notamment une forte dépendance aux combustibles traditionnels et une expansion insuffisante du réseau électrique en dehors des centres urbains.

Dans l'ensemble, l'évolution de la capacité installée en Afrique de l'Ouest reflète une dynamique plus large : là où un soutien institutionnel fort, l'intérêt du secteur privé et le financement extérieur convergent, des améliorations progressives se concrétisent. En l'absence d'une telle convergence, la capacité tend à stagner ou à augmenter très lentement.

55 - Franklyn Kanyako, Jonathan Lamontagne, Erin Baker, Sean Turner et Thomas Wild, « Seasonality and Trade in Hydro-Heavy Electricity Markets: A Case Study with the West Africa Power Pool (WAPP) », Applied Energy, vol. 329, 1er janvier 2023, article 120214. <https://doi.org/10.1016/j.apenergy.2022.120214>.

Figure 47: Capacité en énergies renouvelables par habitant, 2023, pays d'Afrique de l'Ouest



Source : Base de données AFREC ODD 7 2025

Remarque : données disponibles uniquement pour certains pays

8.4 APERÇU SECTORIEL ET PROJETS CLÉS

Développements à l'échelle des services publics : les grandes installations renouvelables centralisées sont essentielles pour les pays qui sont en mesure de les soutenir. Le complexe solaire Noor Ouarzazate au Maroc met en évidence la puissante synergie entre des engagements politiques forts et des financements concessionnels, tandis que le parc solaire de Benban en Égypte montre comment des appels d'offres concurrentiels et des processus d'approvisionnement simples peuvent attirer d'importants investissements privés. En injectant de nouvelles capacités significatives dans les réseaux nationaux, ces projets phares améliorent le profil de chaque pays en matière d'énergies renouvelables et servent de modèles pour des initiatives similaires à travers l'Afrique.

Solutions hors réseau et décentralisées : Les projets hors réseau, souvent de petite taille mais nombreux, constituent un complément essentiel aux initiatives à l'échelle des services publics. Les systèmes solaires domestiques à paiement à l'utilisation et les mini-réseaux se sont rapidement développés dans certaines régions du Kenya, du Rwanda et du Nigeria, suscitant l'intérêt du secteur privé et tirant parti des plateformes de paiement mobile pour atteindre les communautés mal desservies. Bien que les installations individuelles puissent être modestes, elles renforcent globalement les capacités et peuvent stimuler les économies locales en permettant l'utilisation d'appareils électroménagers de base et le développement d'activités productives à petite échelle.

Systèmes hybrides : Des systèmes hybrides combinant l'énergie solaire, des générateurs diesel et des batteries de stockage ont également commencé à apparaître, en particulier dans les zones où le réseau électrique est peu fiable ou inexistant. Ces configurations réduisent la consommation de diesel et la pollution atmosphérique, tout en contribuant à stabiliser l'alimentation électrique des ménages, des hôpitaux et des activités éloignées telles que l'exploitation minière. Bien qu'ils soient encore émergents, les systèmes hybrides soulignent l'adaptabilité des technologies renouvelables et leur potentiel pour lutter contre la pauvreté énergétique dans des contextes difficiles.

8.5 DÉFIS ET OBSTACLES

Les progrès en matière de capacité installée d'énergie renouvelable restent inégaux en raison d'une multitude d'obstacles interdépendants. De nombreux réseaux électriques africains, construits il y a plusieurs décennies, sont mal équipés pour intégrer l'énergie solaire et éolienne, qui sont intermittentes. Par conséquent, même les pays désireux de développer les énergies renouvelables se heurtent souvent à des limites techniques quant à la capacité intermittente que les lignes existantes peuvent supporter sans être modernisées.

Le financement constitue un autre défi majeur. Les grands parcs solaires et éoliens nécessitent des investissements initiaux importants, mais de nombreux pays africains présentent des profils de risque élevés qui augmentent le coût des prêts. Le caractère limité des secteurs financiers locaux et les fluctuations monétaires peuvent également décourager les investisseurs nationaux et internationaux.

Les obstacles politiques et réglementaires sont tout aussi importants. Dans plusieurs pays, des stratégies ad hoc ou peu claires en matière d'énergies renouvelables sapent la confiance des investisseurs. Les cas où les tarifs de rachat ou d'autres incitations sont proposés de manière incohérente ou supprimés en cours de projet ont eu des répercussions sur l'ensemble du marché.

Enfin, l'absence de données fiables empêche d'évaluer avec précision les capacités raccordées et non raccordées au réseau. Dans de nombreux contextes, les systèmes décentralisés ne sont ni enregistrés ni suivis, de sorte que les décisions politiques et l'allocation des fonds ne peuvent pas refléter pleinement les progrès et les besoins réels du continent.

8.6 OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE

Malgré ces obstacles, les ressources naturelles abondantes, notamment le rayonnement solaire, les couloirs éoliens et le potentiel hydroélectrique, sont très prometteuses pour la transformation énergétique de l'Afrique. De nombreux gouvernements africains explorent ou émettent actuellement des obligations vertes, qui permettent des investissements à grande échelle et alignés sur le climat, susceptibles de réduire les coûts de financement des énergies renouvelables. Dans le même ordre d'idées, de nouveaux instruments de financement provenant de banques de développement et de fonds philanthropiques voient le jour, ciblant spécifiquement les régions pauvres en énergie afin de favoriser les mini-réseaux solaires et les projets de micro-hydroélectricité.

Les innovations au niveau communautaire soulignent encore davantage la capacité du continent à dépasser les réseaux fossiles. Les distributeurs de kits solaires ont mis en place des stratégies novatrices telles que le paiement à l'utilisation, qui élargissent l'accès des ménages à faibles revenus et familiarisent les consommateurs avec les services énergétiques modernes. Les pools énergétiques régionaux offrent également la possibilité de lisser les fluctuations de l'approvisionnement intermittent, en tirant parti du commerce transfrontalier et du partage des infrastructures.

8.7 RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Pour augmenter la capacité installée de l'Afrique en énergies renouvelables, conformément à l'ODD 7.1.B, des mesures intégrées sont nécessaires dans les domaines des politiques, des finances et des infrastructures. Les gouvernements peuvent renforcer les cadres réglementaires en fixant des objectifs clairs et cohérents en matière d'énergies renouvelables, tout en rationalisant les processus de passation des marchés afin d'attirer les investisseurs. La modernisation ou l'extension des réseaux de transport est essentielle, en particulier dans les pays qui visent à développer l'énergie solaire et éolienne à grande échelle. Dans les zones non raccordées au réseau principal, la poursuite du développement de solutions décentralisées, soutenue par une formation solide des techniciens locaux et des incitations financières ciblées, peut contribuer à maintenir la fiabilité du fonctionnement.

Les mécanismes de financement mixte, qui combinent des subventions publiques ou des prêts concessionnels avec des capitaux privés, devraient rester un pilier du financement des projets de grande et de petite envergure. Les instruments de partage des risques, tels que les garanties, peuvent réduire la volatilité perçue du marché et attirer les investisseurs commerciaux. Parallèlement, une meilleure collecte des données, facilitée par les plateformes numériques et les technologies de surveillance à distance, peut soutenir une planification fondée sur des données factuelles et garantir que les statistiques nationales reflètent l'ampleur réelle de la contribution des systèmes hors réseau.

Dans l'ensemble, ces recommandations soulignent la nécessité de renforcer la coordination entre les décideurs, les services publics, les promoteurs privés et les bailleurs de fonds internationaux. Une collaboration alimentée par des projets bien conçus et des politiques transparentes peut accélérer les flux de capitaux vers des projets d'énergies renouvelables viables, augmentant ainsi le nombre de watts par habitant, même dans les pays historiquement peu performants.



8.8 CONCLUSION

L'installation de capacités renouvelables à grande échelle est un facteur clé des efforts plus larges déployés par l'Afrique pour fournir une énergie abordable, fiable et durable à tous. Si un certain nombre de pays, en particulier en Afrique du Nord, réalisent des progrès substantiels, d'autres restent loin derrière, freinés par des déficits infrastructurels profondément enracinés et des financements limités. Une approche équilibrée, combinant à la fois des parcs énergétiques à grande échelle et des solutions décentralisées hors réseau, offre la meilleure voie à suivre, à condition que les politiques et les financements évoluent de concert.

Les vastes ressources solaires, éoliennes et hydrauliques de l'Afrique constituent un atout majeur qui place le continent en bonne position pour dépasser les systèmes électriques conventionnels et passer à des réseaux plus propres et plus résilients. En modernisant leurs infrastructures, en mettant en place des structures réglementaires stables et en promouvant des instruments financiers innovants, les pays africains peuvent porter leur capacité installée en énergies renouvelables à des niveaux qui reflètent véritablement ce potentiel. De telles réalisations permettraient non seulement d'atteindre l'ODD 7.1.B, mais aussi de jeter les bases de gains socio-économiques plus larges, ouvrant la voie à de nouvelles opportunités économiques, à une meilleure santé publique et à des progrès significatifs en matière d'équité énergétique sur tout le continent.

9

LES DÉFIS LIÉS AUX DONNÉES POUR LE SUIVI DE L'ODD 7 EN AFRIQUE

Le suivi des progrès accomplis vers la réalisation de cet objectif en Afrique nécessite des données solides, actualisées et ventilées dans plusieurs secteurs. Cependant, la collecte et l'harmonisation de ces données peuvent s'avérer difficiles en raison d'obstacles structurels, financiers et technologiques. Le présent chapitre examine les besoins spécifiques en matière de données et les obstacles associés à chaque cible et indicateur de l'ODD 7, en mettant en évidence les lacunes actuelles et en proposant des solutions possibles.

9.1 INTRODUCTION

Des statistiques fiables sur l'énergie constituent la pierre angulaire d'une élaboration de politiques éclairées et de stratégies d'investissement efficaces. Les gouvernements, les partenaires au développement et les acteurs du secteur privé s'appuient tous sur des données précises pour identifier les zones où l'accès à l'énergie fait défaut, mesurer l'adoption de solutions de cuisson propres et suivre l'évolution des indicateurs relatifs aux énergies renouvelables (ER) et à l'efficacité énergétique (EE). En Afrique, où de nombreux pays connaissent une croissance démographique rapide et une évolution des marchés de l'énergie, la collecte de données cohérentes est à la fois essentielle et difficile.

Des facteurs tels que le financement limité des organismes statistiques, la fragmentation des chaînes d'approvisionnement en technologies énergétiques et le coût élevé des enquêtes nationales contribuent tous à ces lacunes. En outre, la présence d'acteurs publics et privés dans la fourniture de services énergétiques rend la coordination particulièrement difficile. Malgré ces défis, plusieurs approches innovantes, telles que les compteurs numériques avancés, les programmes de suivi au niveau communautaire et les initiatives de collaboration entre les gouvernements, les institutions universitaires et les organisations de développement, contribuent à combler le déficit de données.

9.2 DONNÉES REQUISES POUR L'ODD 7.1.1 : ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

L'**indicateur 7.1.1** mesure la proportion de la population ayant accès à l'électricité. En Afrique, ces données peuvent être particulièrement difficiles à collecter en raison à la fois des raccordements formels (services publics) et du nombre croissant de solutions privées ou hors réseau.

1.Participation des secteurs public et privé : L'accès à l'électricité est désormais assuré par divers acteurs, notamment les services publics nationaux, les producteurs d'électricité indépendants et les entreprises hors réseau ou mini-réseaux. Pour obtenir une vue d'ensemble, il est nécessaire que les pouvoirs publics coordonnent l'intégration systématique des données provenant de toutes ces sources.

2.Collecte de données auprès des consommateurs : l'accès et l'utilisation réels au niveau des ménages ne peuvent être confirmés que par des enquêtes ou des infrastructures de comptage avancées. Cependant, les enquêtes traditionnelles sont coûteuses, longues et souvent peu fréquentes, ce qui rend difficile le suivi des progrès annuels.

3.Nécessité d'améliorer les méthodes d'enquête : des enquêtes plus rentables et plus fréquentes, pouvant éventuellement tirer parti des téléphones mobiles, de la télédétection et des recensements au niveau communautaire, pourraient combler les lacunes en matière de données. L'intégration de ces nouvelles méthodes aux techniques d'enquête classiques améliorerait la fiabilité et la rapidité des données.

4.Coordination des données entre les fournisseurs : la collaboration est essentielle. Si les services publics, les entreprises privées hors réseau et les organismes gouvernementaux partagent leurs registres de raccordement dans un format normalisé, les progrès peuvent être suivis avec plus de précision. La centralisation de ces informations dans une base de Données Nationale ou régionale aiderait les décideurs à identifier les lacunes restantes en matière de couverture électrique.

9.3 DONNÉES REQUISES POUR L'ODD 7.1.2 : ACCÈS À DES MOYENS DE CUISSON PROPRES

L'**indicateur 7.1.2** mesure la proportion de la population qui dépend principalement de combustibles et de technologies propres pour la cuisson. Le paysage de la cuisson propre en Afrique est complexe en raison de la grande diversité des fourneaux et des combustibles disponibles.

1. Diversité des solutions de cuisson propre : du GPL aux fourneaux à biomasse améliorées en passant par les cuiseurs solaires, chaque technologie pose des défis différents en matière de suivi. Les méthodes traditionnelles de collecte de données peuvent ne pas refléter avec précision l'étendue de l'utilisation si plusieurs types de combustibles sont utilisés simultanément.

2. Empilement des combustibles : dans de nombreux foyers africains, les combustibles propres ne sont pas utilisés de manière exclusive ; les populations empilent souvent plusieurs combustibles (charbon de bois, bois et GPL, par exemple) pour répondre à différents besoins culinaires. Cette complexité rend plus difficile le suivi de la transition réelle vers des solutions de cuisson propres.

3. Nécessité d'un suivi continu : ce sont les modes d'utilisation, plutôt que la simple possession, qui reflètent le mieux l'efficacité d'une solution de cuisson propre. Des études longitudinales et un suivi à l'aide de dispositifs mesurant l'utilisation des fourneaux (par exemple, des capteurs de température) pourraient fournir des informations sur l'adoption durable de ces solutions.

4. Données provenant des fournisseurs et des consommateurs : les enquêtes mesurant la consommation de combustibles des ménages (du côté des consommateurs) doivent être complétées par des chiffres sur la distribution et les ventes (du côté des fournisseurs). Cette double approche permet de recouper les taux d'adoption et d'établir une image plus claire de la pénétration du marché.

9.4 DONNÉES REQUISES POUR LES ODD 7.2.1 ET 7.3.1 : ÉNERGIES RENOUVELABLES ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Les indicateurs 7.2.1 (Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie) et **7.3.1** (Intensité énergétique mesurée en termes d'énergie primaire et de PIB) nécessitent tous deux des données granulaires pour plusieurs secteurs économiques.

1. Statistiques nationales et régionales relativement solides : de nombreux pays africains collectent déjà des données sur la production et la consommation d'électricité par l'intermédiaire de leurs offices nationaux de statistique. Les organisations régionales (par exemple, l'Union africaine, les pools énergétiques régionaux) compilent également des statistiques sur le bilan énergétique, qui constituent un point de départ pour le calcul de la part des énergies renouvelables et de l'intensité énergétique.

2. Lacunes dans les transports, le chauffage et le refroidissement : Si les données sur l'électricité sont relativement complètes, les informations sur les carburants utilisés dans les transports, les solutions de chauffage et les technologies de refroidissement sont plus sporadiques. Ces lacunes rendent difficile le calcul précis de la part des énergies renouvelables ou la mesure des gains d'efficacité dans ces sous-secteurs.

3. Consommation croissante et nécessité de meilleurs indicateurs d'efficacité : à mesure que les populations et les économies se développent, il est essentiel de comprendre les modes de consommation d'énergie pour planifier les interventions. Le suivi de l'efficacité des bâtiments, de l'efficacité des transports et de l'intensité énergétique de l'industrie nécessite des données ventilées par secteur d'utilisation finale. Des méthodologies harmonisées de collecte de données, partagées au-delà des frontières, peuvent améliorer la fiabilité et la comparabilité.

4. Défis supplémentaires

- o **Capacité institutionnelle** : les offices nationaux de statistique peuvent ne pas disposer de l'expertise technique ou des fonds nécessaires pour saisir des données complexes sur l'utilisation finale.
- o **Données du secteur privé** : de nombreuses mesures d'efficacité sont mises en oeuvre par des entreprises privées qui ne publient pas toujours leurs données.
- o **Limites technologiques** : il existe peu de protocoles normalisés pour mesurer l'efficacité des activités économiques informelles, qui restent très répandues en Afrique.

9.5 DONNÉES REQUISES POUR L'ODD 7.A.1 :

FLUX FINANCIERS INTERNATIONAUX POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

L'indicateur 7.A.1 porte sur le suivi de la mobilisation des fonds destinés à la recherche, au développement et aux solutions en matière d'énergies renouvelables dans les pays en développement. Cela s'avère particulièrement difficile en Afrique pour plusieurs raisons:

1. Mauvaise qualité des données : le financement des énergies renouvelables provient souvent d'une multitude de donateurs internationaux, d'investisseurs privés, d'organisations philanthropiques et de banques multilatérales. Les rapports sur ces flux peuvent être incomplets ou incohérents, ce qui nuit aux efforts visant à mesurer l'investissement global.

2. Nature fragmentée du financement : les fonds peuvent être acheminés vers les gouvernements nationaux, les autorités infranationales ou des organisations chargées de projets. De nombreux projets bénéficient également d'un financement mixte provenant de plusieurs sources, ce qui rend difficile l'isolation des contributions spécifiques aux énergies renouvelables.

3. Absence de collecte centralisée des données : il n'existe pas d'organisme unique chargé de consolider et de vérifier les flux de données financières. Même au sein des gouvernements, les responsabilités peuvent être réparties entre plusieurs ministères (énergie, finances, environnement).

4. Solutions proposées

- o **Plateformes de suivi centralisées :** créer une base de Données NDtionale ou régionale dans laquelle les bailleurs de fonds et les investisseurs sont tenus – ou fortement encouragés – à déclarer leurs contributions.
- o **Normes de reporting harmonisées :** des modèles et des indicateurs standardisés réduiraient l'ambiguïté et faciliteraient les comparaisons entre pays.
- o **Renforcement des capacités :** renforcer la capacité des institutions locales à collecter et analyser les données financières, afin de garantir une plus grande transparence et une meilleure reddition de comptes.

9.6 DONNÉES REQUISES POUR L'ODD 7.B.1 :

CAPACITÉ INSTALLÉE EN ÉNERGIES RENOUVELABLES PAR HABITANT

L'indicateur 7.B.1 examine la capacité installée en énergies renouvelables par habitant. Par rapport à d'autres indicateurs, les données sur la capacité en énergies renouvelables sont généralement plus faciles à obtenir.

1. Disponibilité relativement bonne des données : les services publics nationaux, les organismes de réglementation et les pools énergétiques régionaux suivent souvent la capacité de production installée, y compris les énergies renouvelables. Ces informations peuvent être agrégées pour estimer la capacité par habitant.

2. Obstacles restants : Si les systèmes renouvelables centralisés connectés au réseau sont généralement bien documentés, les installations renouvelables hors réseau et à petite échelle font l'objet d'un suivi moins systématique. Encourager les autorités locales et les opérateurs de mini-réseaux à soumettre régulièrement des données peut contribuer à combler ces lacunes.

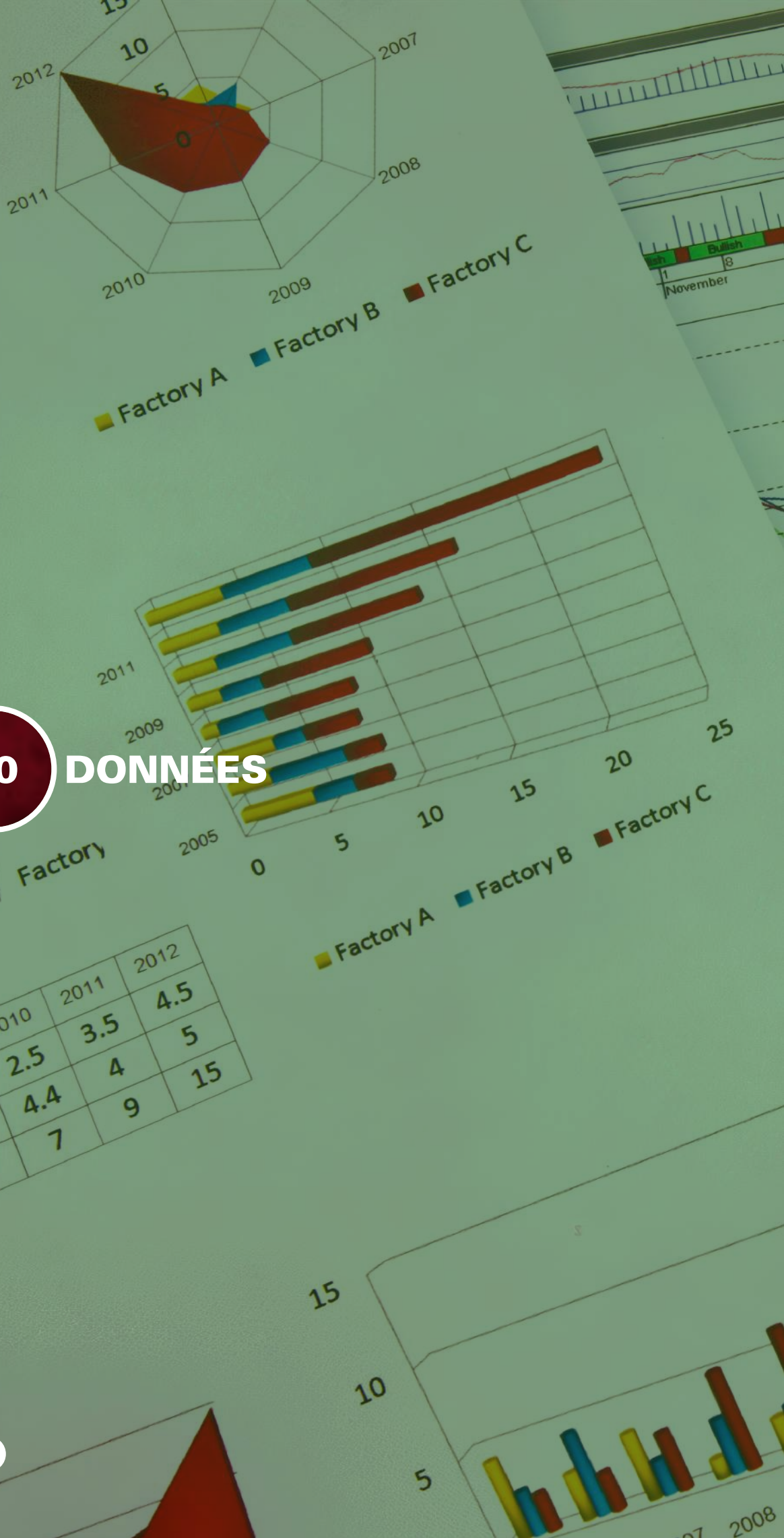
9.7 CONCLUSION

Des données fiables et complètes sont essentielles pour atteindre l'ODD 7 en Afrique. Si des progrès ont été réalisés dans le domaine des statistiques énergétiques nationales et régionales, d'importantes lacunes subsistent, notamment en ce qui concerne la compréhension de l'accès à l'électricité hors réseau, les comportements complexes en matière de cuisson propre, la consommation énergétique sectorielle détaillée et la fragmentation des flux financiers internationaux. Pour relever ces défis en matière de données, il faudra :

- **Des techniques d'enquête et de suivi innovantes** : recourir à des solutions technologiques (compteurs intelligents, enquêtes mobiles) et à des méthodes rentables pour collecter des données plus fréquentes et plus fiables.
- **Des cadres institutionnels solides** : renforcer les agences nationales de statistique et promouvoir la coordination interinstitutionnelle afin de garantir la cohérence et la normalisation des rapports.
- **Des ressources financières adéquates** : garantir que les institutions chargées de la collecte et de l'analyse des données disposent d'un soutien financier suffisant pour renforcer leurs capacités, déployer des technologies et maintenir des systèmes de données de haute qualité.
- **Engagement du secteur privé** : encourager les entreprises privées à partager leurs données et à adopter des normes de reporting harmonisées.
- **Collaboration régionale** : harmoniser les méthodologies et les protocoles de partage des données entre les pays afin de permettre l'établissement de références, l'apprentissage entre pairs et des interventions plus ciblées.

En surmontant ces défis en matière de données, les gouvernements africains et leurs partenaires pourront mieux identifier les lacunes en matière d'accès à l'énergie, suivre l'adoption de solutions de cuisson propres, mesurer la pénétration des énergies renouvelables et allouer plus efficacement les ressources financières et techniques. À terme, une approche fondée sur les données accélérera la transition du continent vers un avenir énergétique durable, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.

10 DONNÉES





ODD 7.1.1 : ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

Tableau1 : Proportion de la population ayant accès à l'électricité, par pays, 2017-2023

Pays	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Algérie	99	99	99	99	99	99	99
Angola	50	51	52	56	59	60	61
Bénin	48	50	52	54	59	60	62
Botswana	83	84	84	85	85	85	86
Burkina Faso	21	24	27	30	34	37	41
Burundi	8	10	10	14	17	17	17
Cap-Vert	50	51	56	58	59	60	61
Cameroun	48	50	52	54	58	62	66
République centrafricaine	8	14	18	20	24	24	28
Tchad	6	7	7	10	12	14	16
Comores	57	60	60	61	62	66	70
République du Congo	50	51	56	60	60	63	64
Côte d'Ivoire	62	64	64	67	67	68	69
Djibouti	62	64	65	65	67	68	69
République démocratique du Congo	8	10	10	15	15	15	17
Égypte	98	98	99	99	100	100	100
Guinée équatoriale	83	84	84	84	85	85	86
Érythrée	14	16	17	20	24	25	28
Eswatini	63	67	72	78	80	85	86
Éthiopie	44	45	48	51	52	52	52
Gabon	83	86	86	86	90	90	90
Gambie	55	58	61	62	64	64	65
Ghana	68	70	76	76	78	81	84
Guinée	35	38	41	46	54	63	66
Guinée-Bissau	28	32	38	43	46	46	49
Kenya	56	61	70	72	77	77	78
Lesotho	48	50	52	52	59	63	66
Libéria	21	23	24	30	34	37	41
Libye	77	83	84	84	85	85	86

Pays	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Madagascar	14	16	17	20	24	26	28
Malawi	14	16	18	18	22	24	26
Mali	21	23	24	30	34	37	41
Mauritanie	50	51	56	59	59	60	61
Maurice	100	100	100	100	100	100	100
Maroc	98	98	99	99	99	99	99
Mozambique	27	31	33	37	42	48	53
Namibie	49	53	53	54	55	55	57
Niger	12	13	14	16	18	20	21
Nigeria	54	55	56	60	62	63	63
Rwanda	34	41	48	49	55	67	70
République sahraouie	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Sao Tomé-et-Principe	72	79	80	85	87	87	88
Sénégal	67	68	71	72	73	74	76
Seychelles	100	100	100	100	100	100	100
Sierra Leone	21	24	27	27	30	31	31
Somalie	35	37	39	41	43	48	50
Afrique du Sud	83	84	84	84	85	85	86
Sud Soudan	4	6	7	7	8	8	9
Soudan	53	55	58	60	62	64	65
Tanzanie	68	68	70	70	70	72	72
Togo	39	45	47	52	58	65	67
Tunisie	100	100	100	100	100	100	100
Ouganda	20	24	28	34	40	51	57
Zambie	34	34	38	40	45	53	56
Zimbabwe	48	50	52	53	59	63	66
Afrique du Nord	96	97	98	98	98	98	98
Afrique de l'Est	44	46	49	52	54	57	58
Afrique de l'Ouest	48	49	51	54	57	59	60
Afrique centrale	18	20	21	24	25	26	28
Afrique australe	52	53	55	56	59	62	64
Afrique	51	53	55	57	59	61	62

**ODD 7.1.2 :****ACCÈS À DES MOYENS DE CUISSON PROPRES****Tableau2 :** Proportion de la population ayant accès à des moyens de cuisson propres, par pays, 2017-2023

Pays	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Algérie	100	100	100	100	100	100	100
Angola	31	31	33	34	38	40	41
Bénin	11	11	12	12	12	13	13
Botswana	66	66	66	66	66	66	67
Burkina Faso	9	9	10	10	11	12	18
Burundi	3	3	3	3	3	3	3
Cap-Vert	80	81	81	82	82	83	84
Cameroun	22	24	27	29	30	30	31
République centrafricaine	27	27	27	27	27	27	27
Tchad	7	7	7	7	7	7	7
Comores	25	26	27	32	31	33	34
République du Congo	31	31	33	34	38	40	41
Côte d'Ivoire	31	31	33	34	38	40	41
Djibouti	31	31	33	34	38	40	41
République démocratique du Congo	6	6	6	6	6	6	6
Égypte	100	100	100	100	100	100	100
Guinée équatoriale	79	79	79	80	81	81	83
Érythrée	6	6	6	6	6	6	6
Eswatini	36	38	38	38	40	40	42
Éthiopie	5	6	7	7	8	8	9
Gabon	39	40	40	42	43	46	48
Gambie	9	9	10	10	11	12	18
Ghana	25	25	25	26	37	41	45
Guinée	9	9	10	13	14	15	16
Guinée-Bissau	9	9	10	10	11	12	18
Kenya	16	17	20	22	25	32	32
Lesotho	45	45	45	45	50	50	50
Libéria	40	40	40	41	41	42	43
Libye	78	78	78	79	79	79	79

Pays	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Madagascar	5	5	5	5	5	5	5
Malawi	15	16	18	20	21	22	23
Mali	9	9	10	10	11	12	18
Mauritanie	31	34	38	40	45	47	54
Maurice	100	100	100	100	100	100	100
Maroc	98	98	98	98	98	98	98
Mozambique	6	6	6	6	6	6	6
Namibie	47	48	49	50	51	52	53
Niger	6	6	6	6	6	6	6
Nigeria	19	19	19	21	23	27	27
Rwanda	2	2	3	4	4	5	6
République sahraouie	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Sao Tomé-et-Principe	22	22	22	27	28	28	28
Sénégal	22	22	27	29	31	33	34
Seychelles	100	100	100	100	100	100	100
Sierra Leone	6	6	6	6	6	6	6
Somalie	6	6	6	6	6	6	6
Afrique du Sud	78	78	79	80	80	80	80
Sud Soudan	6	6	6	6	6	6	6
Soudan	56	58	59	61	63	65	65
Tanzanie	13	13	13	13	13	14	14
Togo	9	9	10	10	11	12	18
Tunisie	100	100	100	100	100	100	100
Ouganda	3	4	4	4	5	7	9
Zambie	8	8	8	8	9	9	9
Zimbabwe	30	30	30	31	31	39	39
Afrique du Nord	97	97	97	97	97	98	98
Afrique de l'Est	13	14	15	15	16	18	18
Afrique de l'Ouest	18	18	18	20	22	25	26
Afrique centrale	12	12	13	13	14	14	14
Afrique australe	97	97	97	97	97	98	98
Afrique	31	32	32	33	34	35	35

**ODD 7.2.1 :****PART DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LA CONSOMMATION FINALE D'ÉNERGIE****Tableau3 :** Proportion de la population ayant accès à des modes de cuisson propres, par pays, 2017-2022

Pays	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Algérie	0	0	0	0	0	0
Angola	29	29	34	34	35	38
Bénin	66	67	68	69	73	75
Botswana	23	24	24	26	27	29
Burkina Faso	86	87	88	88	88	88
Burundi	98	98	98	98	98	98
Cap-Vert	42	43	49	51	52	52
Cameroun	51	57	60	64	67	68
République centrafricaine	96	97	97	97	97	98
Tchad	80	82	82	83	84	85
Comores	76	82	83	83	83	85
République du Congo	88	88	90	90	90	90
Côte d'Ivoire	78	79	79	80	81	82
Djibouti	72	72	77	77	77	77
République démocratique du Congo	98	98	98	98	98	98
Égypte	2	2	3	3	3	3
Guinée équatoriale	22	23	23	27	26	30
Érythrée	66	68	78	79	80	81
Eswatini	75	75	76	76	76	77
Éthiopie	95	95	95	95	95	95
Gabon	47	54	64	67	67	67
Gambie	76	76	77	79	80	80
Ghana	58	58	58	60	60	60
Guinée	79	86	87	87	87	88
Guinée-Bissau	91	94	95	94	96	96
Kenya	84	84	84	84	85	86
Lesotho	78	78	85	86	88	88
Libéria	91	91	91	91	91	91
Libye	0	0	0	0	0	0

Pays	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Madagascar	89	89	91	93	93	93
Malawi	90	90	95	95	95	95
Mali	85	85	87	87	87	88
Mauritanie	66	67	67	67	68	68
Maurice	3	3	3	4	4	4
Maroc	22	22	22	23	23	23
Mozambique	65	66	70	72	72	79
Namibie	65	65	69	71	71	72
Niger	80	85	91	91	91	91
Nigeria	60	60	61	61	62	63
Rwanda	92	92	93	94	94	94
République sahraouie	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Sao Tomé-et-Principe	52	60	61	61	62	62
Sénégal	23	32	56	56	58	58
Seychelles	1	1	1	1	1	1
Sierra Leone	92	92	92	93	94	94
Somalie	95	95	95	95	95	95
Afrique du Sud	14	14	16	18	18	19
Sud Soudan	55	57	58	60	61	69
Soudan	50	51	53	55	55	57
Tanzanie	77	77	79	79	82	82
Togo	86	87	89	90	90	90
Tunisie	21	22	23	24	24	24
Ouganda	95	95	95	95	95	95
Zambie	89	89	91	91	91	91
Zimbabwe	90	90	90	92	92	92
Afrique du Nord	19	19	19	20	20	20
Afrique de l'Est	68	69	70	71	71	72
Afrique de l'Ouest	73	75	78	78	79	80
Afrique centrale	70	73	75	76	76	77
Afrique australe	62	62	65	66	66	68
Afrique	63	64	67	67	68	69



ODD 7.3.1: AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Tableau4 : Variation annuelle de l'intensité énergétique, par pays, 2017-2022

Pays	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Algérie	-	-1	-	-3	-2	-2
Angola	4	0	-1	1	2	1
Bénin	0	-1	-2	-1	-2	-2
Botswana	8	-1	0	0	-1	-1
Burkina Faso	-3	-4	-4	-5	-4	-3
Burundi	1	1	1	1	1	2
Cap-Vert	1	2	2	5	4	4
Cameroun	-2	-3	-3	-1	0	-2
République centrafricaine	-33	4	3	3	3	4
Tchad	-5	-4	-4	-3	-2	-2
Comores	-3	-3	8	7	7	7
République du Congo	6	5	5	6	6	16
Côte d'Ivoire	-7	-7	-	-	1	1
Djibouti	-5	-4	-5	-4	-4	-3
République démocratique du Congo	0	0	-1	-1	0	0
Égypte	0	0	-2	-3	-2	-1
Guinée équatoriale	10	6	16	14	13	12
Érythrée	-2	-2	-4	-4	-4	-1
Eswatini	0	0	22	19	17	18
Éthiopie	-4	-5	-5	-4	-4	-7
Gabon	-2	2	3	4	4	4
Gambie	1	-1	6	0	-1	2
Ghana	-5	-6	-5	-4	-4	-4
Guinée	4	0	-2	-2	-2	1
Guinée-Bissau	-4	-3	-7	-6	-5	-4
Kenya	-2	-2	-3	-2	-2	-2
Lesotho	0	-5	-19	-21	-17	-2
Libéria	-	-	-3	-1	-2	0
Libye	6	2	-2	0	-1	2

Pays	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Madagascar	-1	0	-2	-1	-1	0
Malawi	-1	-2	3	2	2	1
Mali	0	0	3	3	3	0
Mauritanie	-2	-3	-3	-2	-2	-1
Maurice	2	2	-2	-2	-2	-2
Maroc	0	2	-3	2	2	2
Mozambique	0	-1	1	1	2	-1
Namibie	6	5	4	4	4	-1
Niger	-8	-7	-5	-5	-4	-4
Nigeria	2	1	-4	-3	-2	-12
Rwanda	-6	-6	-5	-4	-4	-4
République sahraouie	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Sao Tomé-et-Principe	-3	-	-	-	-1	0
Sénégal	-12	-9	-5	-4	-4	-4
Seychelles	-6	-3	-2	-1	-1	-1
Sierra Leone	-1	-2	-1	-	0	0
Somalie	-6	-6	-6	-4	-4	-3
Afrique du Sud	-2	-1	-2	-3	-2	-4
Sud Soudan	8	7	5	5	4	14
Soudan	4	4	-6	-6	-5	-4
Tanzanie	0	-1	-2	-2	-2	-2
Togo	-1	-4	-5	-4	-3	-5
Tunisie	-1	-1	-2	-1	-1	-1
Ouganda	5	2	2	2	2	0
Zambie	-2	-3	-1	0	1	-8
Zimbabwe	-4	-4	-3	-2	-2	-2
Afrique du Nord	0	0	-3	-1	-1	0
Afrique de l'Est	-1	-1	-2	-2	-1	0
Afrique de l'Ouest	-	-3	-2	-	-	-2
Afrique centrale	-3	1	2	2	3	4
Afrique australe	1	-1	0	0	1	0
Afrique	-1	-1	-1	-1	0	0

Tableau 5 : Flux financiers internationaux vers les pays en développement pour soutenir la recherche et le développement dans le domaine de l'énergie propre et la production d'énergie renouvelable, y compris dans les systèmes hybrides, 2017-2023

Pays	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Algérie	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Angola	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Bénin	0,5	1,0	1	1	10,4	11,4	68,9
Botswana	2,6	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	3,5
Burkina Faso	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Burundi	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Cap-Vert	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Cameroun	106,0	Données ND	145	Données ND	Données ND	Données ND	59,8
République centrafricaine	Données ND	10	17,3	60	Données ND	Données ND	131,0
Tchad	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	51,7	134,7	59,3
Comores	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
République du Congo	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Côte d'Ivoire	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Djibouti	51,7	93,3	29,4	6,4	5,3	57,6	Données ND
République démocratique du Congo	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Égypte	Données ND	Données ND	52,3	Données ND	254	Données ND	Données ND
Guinée équatoriale	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Érythrée	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Eswatini	2,8	3,9	Données ND	Données ND	Données ND	1,3	Données ND
Éthiopie	1 945,0	2 476,0	1 870,0	3 290,0	3 612,0	4 000,0	4 358,0
Gabon	188,8	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Gambie	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND

Pays	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ghana	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Guinée	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Guinée-Bissau	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Kenya	81,5	130,7	28,3	Données ND	0,3	52,9	5,5
Lesotho	28,3	Données ND	0,3	52,9	5,5	10,7	100
Libéria	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Libye	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Madagascar	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Malawi	Données ND	Données ND	150	5,0	3	Données ND	Données ND
Mali	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Mauritanie	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Maurice	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Maroc	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Mozambique	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Namibie	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Niger	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Nigeria	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Rwanda	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
République sahraouie	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Sao Tomé-et-Principe	15	15	15	15	15	16,0	18
Sénégal	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Seychelles	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Sierra Leone	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Somalie	18	22	27	32	36	40	46
Afrique du Sud	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND

Pays	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Sud Soudan	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Soudan	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Tanzanie	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Togo	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Tunisie	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Ouganda	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Zambie	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Zimbabwe	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Afrique du Nord	0	0	52,3	0	254,1	0,0	0,0
Afrique de l'Est	2096,2	2722,1	1954,8	3328,5	3653,7	4150,5	4409,5
Afrique de l'Ouest	0	1	1	1	10,4	11,4	68,9
Afrique centrale	309,8	25,0	177,3	75,0	66,7	150,7	268,2
Afrique australe	33,7	4	150,3	57,9	9,2	12,0	103,5
Afrique	2440,3	2752,0	2335,7	3462,3	3994,1	4324,6	4850,1

**ODD 7.B.1 :****CAPACITÉ INSTALLÉE DE PRODUCTION D'ÉNERGIE RENOUVELABLE PAR HABITANT****Tableau 6 :** Capacité installée de production d'énergie renouvelable dans les pays en développement et les pays développés (en watts par habitant), 2017-2023

Pays	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Algérie	17,8	15,1	14,8	14,6	14,6	14,7	14,5
Angola	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,7
Bénin	0,5	0,5	0,6	0,8	1	3,0	3
Botswana	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2
Burkina Faso	1,8	1,7	1,7	1,6	1,6	2,9	6,9
Burundi	5,8	5,6	5,4	5,3	5,7	5,6	7,5
Cap-Vert	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Cameroun	30,6	30,5	37,9	37,3	36,4	35,5	34,6
République centrafricaine	3,6	3,5	3,5	5,2	5,1	7,7	11,8
Tchad	0,1	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Comores	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
République du Congo	43,7	41	41,7	39,1	39,8	38,9	38,0
Côte d'Ivoire	35,4	34,5	33,6	32,8	32,0	31,2	31,5
Djibouti	52,8	52,8	52,8	52,8	52,8	52,8	52,8
République démocratique du Congo	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Égypte	36,2	38,5	48,1	54,4	53,5	54,9	54,5
Guinée équatoriale	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Érythrée	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Eswatini	146,4	145,3	144,2	142,8	163,9	165,0	165,2
Éthiopie	39,1	38,0	37,0	36,1	37,0	42,6	42,0
Gabon	79,9	78,3	76,5	75,1	73,8	72,6	71,3
Gambie	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Ghana	53,0	53	51,9	51,4	51,9	50,8	50,4
Guinée	37,2	36,2	35,3	44,5	60,0	58,6	57,2
Guinée-Bissau	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7
Kenya	31,3	38,1	40,6	40,2	43,6	45,2	44,1
Lesotho	33,2	32,8	32,3	31,9	31,6	31,2	30,9
Libéria	18,3	18,0	17,7	13	12,7	12,4	12,2
Libye	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Madagascar	6,5	7,2	7	8	7,2	10,2	10

Pays	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Malawi	20,8	20,6	20,1	19,6	23,1	17,2	24,0
Mali	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Mauritanie	22,8	22,2	21,7	21,1	20,6	20,1	40,1
Maurice	253,2	283,2	282,8	296,4	297,7	301,6	313,9
Maroc	83,0	102,5	101,4	107,1	109,2	110,4	110,4
Mozambique	79,3	77,0	76,2	74,1	72,5	71,8	69,9
Namibie	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Niger	0,3	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	1,6
Niger	11,1	10,8	10,6	10,7	10,5	10,4	13,3
Rwanda	8,2	8,4	9,3	10	9,7	9,5	9,5
République sahraouie	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Sao Tomé-et-Principe	9,1	9,0	8,9	8	8	8,4	10,4
Sénégal	10,2	10,2	10,2	10,0	13,4	13,1	14,1
Seychelles	90,0	102,3	106,3	118,4	184,8	159,1	168,3
Sierra Leone	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Somalie	0,9	0,9	0,9	1,5	1,6	2,4	3,0
Afrique du Sud	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND	Données ND
Sud Soudan	0	0,1	0,1	0	0,1	1,8	1,8
Soudan	9,6	9,6	9,8	10,3	10	10,9	10,6
Tanzanie	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	8,4
Togo	4,3	4,3	4,1	4,1	9,7	9,5	9,3
Tunisie	28,9	29,5	32,1	34,3	37,2	41,9	48,4
Ouganda	20,0	21,3	26,8	26,3	27,5	27,6	36,0
Zambie	138,7	134,5	135,3	131,4	143,5	162,3	159,8
Zimbabwe	52,8	72,0	70,6	69,5	69,4	68,5	67,7
Afrique du Nord	37,7	41,6	43,6	46,3	47,0	48,4	53,6
Afrique de l'Est	43,4	47,5	48,5	50,7	56,7	56,0	58,4
Afrique de l'Ouest	14,4	14,2	13,9	14,2	16,2	16,1	16,7
Afrique centrale	24,7	24,4	25,2	24,8	24,6	24,5	25,2
Afrique australe	59,7	61,1	60,7	59,5	63,8	65,3	65,8
Afrique	34,8	36,6	37	37,7	40,7	40,9	42,5

La Commission africaine de l'énergie (AFREC) est une agence spécialisée de l'Union africaine (UA) chargée de développer le secteur énergétique africain en coordonnant, harmonisant, protégeant, conservant, développant et promouvant l'exploitation rationnelle, la commercialisation et l'intégration des ressources énergétiques en Afrique. L'AFREC travaille en étroite collaboration avec des partenaires et des experts de tous les États membres de l'UA et des organismes régionaux afin de garantir que toutes les initiatives énergétiques au sein de l'UA contribuent au développement futur du secteur énergétique africain, conformément à l'Agenda 2063 de l'UA et à la construction de l'Afrique que nous voulons.



AFREC
African Energy
Commission

African
Union 

© AVRIL 2025 - COMMISSION AFRICAINE DE L'ENERGIE
02 Rue Chenoua, BP 791 - 16035
Algiers, Algeria

Tel: +213 23 45 9198
Fax: +213 23 45 9200

Afrec@africa-union.org
www.au-afrec.org

